



LAB Recherche

RAPPORT ANNUEL 2007

ACCROÎTRE NOTRE OFFRE POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE









ACCROÎTRE POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE

Le marché de la recherche sous contrat a affiché une croissance de plus de 10 % au cours des dernières années. Le secteur non clinique, dans lequel LAB Recherche est engagée, est celui qui a crû le plus, affichant un chiffre d'affaires estimé à plus de 3 milliards \$ en 2007. Il est prévu que ce marché enregistrera une croissance annuelle de 15 à 17 %.

LAB Recherche **est une société de recherche sous contrat (« ORC ») du domaine non clinique, qui offre des services de recherche contractuelle principalement aux sociétés des secteurs pharmaceutique, biotechnologique, agrochimique et industriel. LAB Recherche supporte le développement des produits de ses clients à partir de ses trois installations de pointe situées au Canada, au Danemark et en Hongrie. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la bourse de Toronto sous le symbole LRI.**

Principaux vecteurs de croissance des ORC non cliniques

| Principaux vecteurs | Tendances |
|---|---|
| Dépenses en R-D par les entreprises pharmaceutiques |  |
| Dépenses en immobilisation par les entreprises pharmaceutiques |  |
| Dépenses en R-D imparties par les entreprises pharmaceutiques |  |
| Capital de risque pour les entreprises en biotechnologie |  |
| Dépenses en R-D imparties par les entreprises en biotechnologie |  |
| Composés en développement pré-clinique |  |

NOTRE OFFRE

Toute ORC requiert des installations importantes, une offre de services élargie et un personnel hautement spécialisé. Au fil des ans, LAB Recherche a excellé sur ces trois plans. Par conséquent, elle est aujourd'hui une entreprise d'envergure mondiale, travaillant au service de neuf des dix plus importantes compagnies pharmaceutiques.

LAB Recherche exploite des installations à la fine pointe situées au Canada, au Danemark et en Hongrie. Celles-ci fournissent des services à des centaines de clients répartis sur cinq continents. Ses trois installations, qui ont chacune connu un agrandissement au cours des 15 derniers mois, totalisent une superficie de 344 000 pi². LAB Recherche Canada fait l'objet présentement d'un agrandissement additionnel, ce qui portera la superficie totale de la Société à 427 000 pi² d'ici la fin de 2008.

INSTALLATIONS



La Société offre tous les services précliniques requis dans le cadre du développement de médicaments en vue de soumettre une demande de nouveau médicament de recherche et d'amorcer les essais cliniques.

OFFRE DE SERVICES



LAB Recherche emploie plus de 500 personnes. Près de 450 d'entre elles sont des scientifiques et des techniciens, et le quart détient un doctorat, une maîtrise ès sciences ou un diplôme en médecine vétérinaire. La Société réussit à attirer et à retenir du personnel scientifique de haut calibre, un élément-clé de la réussite des études et de sa croissance.

PERSONNEL



MESSAGE DU PRESIDENT

07

- **Agrandissement des installations en Hongrie et au Danemark**
- **Rachat et financement des installations au Canada**
- **Cessation des activités à San Diego**
- **Début d'un autre agrandissement au Canada**
- **Employés : 520**
Installations : 344 000 pi²
Chiffre d'affaires : 55,1 M\$

06

- **Premier appel public à l'épargne**
- **Agrandissement des installations au Canada**
- **Employés : 460**
Installations : 286 000 pi²
Chiffre d'affaires : 49,6 M\$

05

- **Acquisition de Scantox (LAB Danemark)**
- **Employés : 400**
Installations : 258 000 pi²
Chiffre d'affaires : 46,2 M\$

04

- **Expansion des services d'inhalation en Hongrie**
- **Employés : 250**
Installations : 186 000 pi²
Chiffre d'affaires : 24,0 M\$

03

- **Acquisition de Toxicological Research Center (LAB Hongrie)**
- **Employés : 230**
Installations : 186 000 pi²
Chiffre d'affaires : 15,0 M\$

02

- **Ouverture d'une nouvelle installation à Laval (Québec)**
- **Employés : 110**
Installations : 79 000 pi²
Chiffre d'affaires : 10,6 M\$

Chers actionnaires, clients et employés de LAB Recherche inc.,

Il me fait plaisir de vous faire part des récentes réalisations de la Société, de commenter sur l'environnement dans lequel elle évolue et de vous informer des initiatives que nous mettons de l'avant pour optimiser sa prospérité. Au cours de l'année 2007, notre premier exercice complet à titre de société distincte et autonome, nous avons réalisé d'importants progrès sur tous les fronts. Ces avancements s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'affaires ambitieux qui permettra à terme de renforcer considérablement la présence mondiale, le chiffre d'affaires et la rentabilité de la Société.

Des réalisations sur tous les fronts

Neuf ans après sa fondation, LAB Recherche s'impose aujourd'hui parmi les principales sociétés de recherche sous contrat du domaine non clinique au monde. Sa croissance rapide provient de nombreux accomplissements au fil des ans, dont ceux-ci au cours de l'exercice 2007 :

• AGRANDISSEMENT DES INSTALLATIONS

À la suite de l'agrandissement de nos installations au Danemark, la superficie est passée de 72 000 pi² à 93 000 pi² en juillet 2007. Quant à nos installations en Hongrie, elles comprennent 164 000 pi² depuis octobre 2007, contre 107 000 pi² auparavant. Ces agrandissements majeurs, réalisés selon les échéanciers et les budgets prévus, s'ajoutent à l'agrandissement de nos installations canadiennes, lesquelles sont passées de 59 000 pi² à 87 000 pi² en décembre 2006. La superficie des installations de la Société totalise à présent 344 000 pi², ce qui la classe au 8^e rang mondial parmi les fournisseurs de services non cliniques. Qui plus est, nos installations canadiennes font l'objet d'un autre agrandissement amorcé au cours du dernier trimestre de 2007, ce qui portera la superficie totale à 427 000 pi² à la fin de l'exercice 2008.

• EXCELLENTE UTILISATION DES INSTALLATIONS CANADIENNES ET DANOISES

Les superficies de LAB Canada et de LAB Danemark se sont appréciées de 47 % en décembre 2006 et de 29 % en juillet 2007 respectivement. Or, les bénéfices nets cumulés de ces deux installations ont augmenté de 50 % en 2007.

• RACHAT ET FINANCEMENT DE L'IMMEUBLE CANADIEN

Grâce au rachat et au financement de notre immeuble canadien, ratifiés en avril 2007, nous avons repris le contrôle entier de nos installations canadiennes.

- **FERMETURE DU VIVARIUM AUX ÉTATS-UNIS**

Nous avons cessé nos activités de gestion de vivarium aux États-Unis. Cette décision cadre avec notre stratégie visant à mettre en valeur la qualité de notre savoir-faire scientifique.

- **RAPATRIEMENT DES TI**

Nous avons résilié un contrat de services de technologie de l'information. Une équipe interne a pris en charge la gestion complète de ces activités stratégiques.

- **ÉLARGISSEMENT DES GAMMES DE SERVICES**

Les divers agrandissements nous ont permis d'introduire de nouveaux services. Complémentaires à nos activités initiales, ceux-ci nous permettent de répondre encore mieux aux besoins de nos clients, tout en améliorant la marge bénéficiaire de la Société.

- **RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION**

Plusieurs personnes de haut calibre se sont jointes à notre équipe au cours de l'exercice. Nous sommes très fiers de compter de solides gestionnaires et scientifiques dans chacune de nos installations.

- **MISE SUR PIED D'UNE IMAGE DE MARQUE UNIFORME**

Nos trois installations bénéficient aujourd'hui d'une image de marque homogène. De plus, nous avons amélioré et développé quelques outils de communication afin de mettre en valeur notre plateforme mondiale : un site Web informatif et dynamique, un bulletin d'information trimestriel, des articles scientifiques mensuels destinés aux clients et autres.

- **IMPLANTATION D'UNE APPLICATION DE GESTION D'INFORMATION**

Nous sommes fiers des progrès réalisés dans l'implantation de *Provantis*, une application de gestion de l'information visant à faciliter les processus d'affaires reliés à toute étude non clinique. Ce système à la fine pointe de la technologie permettra l'intégration des données relatives aux études menées et accélérera la production des rapports. Nos trois sites en feront usage à compter du premier semestre de 2008.

- **SOLIDES RÉSULTATS FINANCIERS**

Les produits se sont élevés à 55,1 millions \$, en hausse de 16 % par rapport aux résultats de l'exercice 2006. La performance inférieure aux attentes de LAB Recherche Hongrie s'est traduite par une baisse de 10 % du BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement) rajusté de la Société, lequel est passé de 10,4 millions \$ en 2006 à 9,4 millions \$ en 2007. Le bénéfice net a suivi la même tendance, s'établissant à 2,2 millions \$ en 2007, comparativement à 4,7 millions \$ en 2006. Toutefois, le BAIIA rajusté combiné de LAB Recherche Canada et LAB Recherche Danemark est passé de 8,4 millions \$ en 2006 à 12,0 millions \$ en 2007, en hausse de 43 %. De plus, le bénéfice net combiné de ces deux installations a augmenté de 50 %, passant de 3,3 millions \$ à 5,0 millions \$ en 2007.

Une offre élargie pour répondre aux besoins accrus de l'industrie

La demande pour nos services est forte et en progression. Compte tenu des barrières à l'entrée – une expertise scientifique et technique, des ressources financières importantes et une solide crédibilité – et des réglementations exigeantes, cette demande favorise les ORC non cliniques bien établies, tel que LAB Recherche.

Pour tirer pleinement profit de la progression du marché, nous devons périodiquement augmenter la capacité de nos installations, élargir nos gammes de services, et attirer, former et conserver les meilleurs employés. Ces trois éléments sont déterminants pour la prospérité de la Société.

Une croissance disciplinée est bénéfique à plusieurs égards. De fait, une hausse de notre volume d'affaires nous permettra principalement :

- d'optimiser l'utilisation de nos ressources matérielles et humaines;
- de libérer des ressources pour réaliser les études les plus rentables;
- de rapatrier certaines tâches à l'interne; et
- d'offrir une gamme de services plus complète dans chacune de nos installations.

En somme, l'atteinte d'une masse critique favorisera indéniablement l'amélioration de nos marges bénéficiaires. Elle accroîtra également notre efficacité et réduira par conséquent notre seuil de rentabilité et notre risque d'affaires.



Devenir le fournisseur de premier choix

C'est en convoitant sans relâche l'excellence en recherche que nous parviendrons à terme à devenir le fournisseur de premier choix dans la prestation de services pour le développement de médicaments et de produits réglementés. Nous mettons en place tous les éléments nécessaires pour permettre à notre personnel scientifique d'exprimer son savoir-faire et de répondre encore mieux aux besoins de notre clientèle. En 2008, nous :

- terminerons l'agrandissement de nos installations canadiennes, lesquelles passeront de 87 000 pi² à 170 000 pi² à l'automne 2008. Pour financer ce projet de 40 millions \$, nous avons conclu une entente de financement de 21,1 millions \$ avec la Banque Nationale du Canada (clôture sujette aux conditions usuelles);
- préparerons l'agrandissement de nos installations au Danemark en vue d'accroître sa superficie de 80 000 pi² au cours des années à venir;
- offrirons plus de services à chacune de nos installations, dont un service d'inhalation et de dégradation des médicaments au Canada, et un service d'immunologie au Danemark; et
- mettrons de l'avant une initiative globale visant à promouvoir l'amélioration continue des standards de qualité et des méthodes.

Nette amélioration de la rentabilité

La forte demande pour la recherche contractuelle non clinique et les initiatives que nous avons mises de l'avant au cours des récents exercices pavent la voie à une augmentation soutenue du chiffre d'affaires et de la rentabilité de la Société.

En premier lieu, nous travaillerons avec acharnement en vue d'améliorer la rentabilité de LAB Recherche Hongrie, un élément essentiel au succès financier de la Société.

Nous nous affairerons également à optimiser les nouvelles capacités de nos installations européennes. Sur cette base uniquement, nous sommes confiants d'accroître les produits globaux de plus de 15 % en 2008. En fait, notre carnet de commandes se chiffrait à 26,9 millions \$ à la clôture de l'exercice 2007, en hausse de 45 % par rapport à la même date en 2006.

Compte tenu de l'augmentation anticipée de notre chiffre d'affaires et des économies d'échelle engendrées, nous visons une amélioration marquée de notre marge BAIIA.

Finalement, nous demeurons à l'affût d'occasions d'acquisitions en vue d'accroître plus rapidement l'étendue de nos services, notre capacité et notre couverture géographique.

Remerciements

L'excellence en recherche est l'objectif de tous les instants des quelque 520 employés de la Société. Je désire souligner le travail bien accompli de ces hommes et de ces femmes qui contribuent à bâtir une entreprise de classe mondiale. Je profite aussi de cette occasion afin de remercier nos clients pour la confiance qu'ils nous témoignent. Finalement, j'aimerais souligner l'apport précieux des administrateurs de la Société.

Je vous remercie de votre appui et de votre intérêt à l'égard de LAB Recherche.

Le président et chef de la direction,
Luc Mainville

NOS SERVICES SONT EN FORTE DEMANDE

Les essais de médicaments comprennent deux parties : non cliniques (tests sur modèles non humains) et cliniques (tests sur des humains). La portion non clinique implique une gamme étendue de services, dont les études pharmacologiques (l'action du médicament), toxicologiques (l'innocuité du médicament) et pharmacocinétiques (métabolisation du médicament dans le corps). Les services non cliniques sont en forte demande. Voici pourquoi :

| Principaux vecteurs de croissance des ORC non cliniques | Tendances | Raisons |
|---|---|---|
| Dépenses en R-D par les entreprises pharmaceutiques |  | Les dépenses en R-D pharmaceutique, moteur principal de la recherche contractuelle, continuent d'augmenter, conséquence du rajeunissement des pipelines. |
| Dépenses en immobilisation par les entreprises pharmaceutiques |  | Avec la consolidation et les fermetures survenues ces dernières années, il y a eu un déclin des travaux de rénovation et d'agrandissement des installations consacrées à la R-D. |
| Dépenses en R-D imparties par les entreprises pharmaceutiques |  | Parce que la mise au point de nouveaux médicaments coûte beaucoup plus cher qu'avant, les entreprises pharmaceutiques font davantage appel à l'expertise et aux infrastructures des entreprises de recherche contractuelle. |
| Capital de risque pour les entreprises en biotechnologie |  | Au cours des dernières années, des sommes colossales ont été investies dans l'industrie de la biotechnologie par les investisseurs de capital de risque et les compagnies pharmaceutiques, une tendance qui devrait se maintenir. |
| Dépenses en R-D imparties par les entreprises en biotechnologie |  | Les dépenses en R-D biotechnologique, lesquelles sont presque entièrement imparties à la recherche contractuelle, ont augmenté à un taux avoisinant 20 % ces dernières années. Elles montraient toutefois des signes de ralentissement en 2007. |
| Composés en développement pré-clinique |  | Après un ralentissement observé en 2006, le nombre de composés précliniques en phase d'essais a crû de 25 % de novembre 2006 à novembre 2007. |

LAB RECHERCHE CANADA

Année de fondation : 1998
Nombre d'employés : 210
Nombre d'études par année : 300

Services

Installations

2008 ↑



- Inhalation
- Bio-analyse
- ADME
- Toxicologie de la reproduction

Agrandissement de 83 000 pi² en 2008, portant la superficie à 170 000 pi², comprenant 80 salles, dont 12 permettant des études d'inhalation

2007

- Chimie analytique
- Nouveaux services en Immunologie
- Cancérogénicité
- Modèles de greffe



2006

- Toxicologie
- Pharmacocinétique et toxicocinétique
- Immunologie
- Innocuité de la pharmacologie
- Efficacité

Agrandissement de 28 000 pi² portant la superficie à 87 000 pi²

Agréments

- AAALAC
- CCPA
- Inspectée par la FDA
- Inspectée par des organismes allemands de surveillance des bonnes pratiques de laboratoire (BPL) et titulaire d'une licence



Personnel



Denis Haché

B.Sc.

DIRECTEUR, SERVICES ANALYTIQUES

Denis procure à LAB Recherche plus de 22 années d'expérience en analyse et bioanalyse acquise dans l'industrie pharmaceutique. Au cours de sa carrière, il a travaillé pour le compte de plusieurs entreprises de recherche contractuelle préclinique et clinique où ses responsabilités consistaient à la mise sur pied et à la gestion de laboratoires dans une perspective de croissance rapide.



Andrew Graham

B.Sc. Microbiologie

DIRECTEUR PRINCIPAL, ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Andrew cumule 24 ans d'expérience au sein d'ORC et d'entreprises pharmaceutiques, dont 18 ans en assurance de la qualité (AQ). Il a mené divers groupes de AQ dans le cadre d'études BPL dont les résultats ont été soumis aux autorités de réglementation en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. Il compte une vaste expérience de la tenue de vérifications pour des clients et des autorités gouvernementales.



Debra Farrell

B.Sc.

SCIENTIFIQUE PRINCIPALE

Directrice d'études pendant 20 ans pour le compte d'une importante ORC, Debbie apporte à LAB Recherche une vaste expérience en matière de toxicologie, notamment dans les domaines de la cancérogénicité, de la toxicologie générale et des études sur l'infusion et l'ostéoporose. Sa capacité à gérer les programmes de développement entier pour le compte d'entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques renforce la solide équipe de directeurs d'études de LAB Recherche.

« Me joindre à LAB Recherche en 2007 représentait pour moi une excellente occasion de mettre sur pied un laboratoire de chimie analytique pouvant produire des résultats de grande qualité. Puisque le laboratoire est maintenant en activité, je m'attarde à renforcer notre équipe d'analystes, à définir des procédures conformes aux bonnes pratiques de laboratoire (BPL) et à coordonner le développement et la validation des méthodes, et l'analyse de la formulation des tests. »

« LAB Recherche devra relever de nouveaux défis en raison de ses récentes expansions et de l'offre de nouveaux services à une clientèle plus vaste. Je me suis joint à LAB Recherche en avril 2007 pour aider la Société à bâtir une équipe de AQ pouvant relever les défis qui se présenteront en matière de réglementation et de qualité. Je compte participer à l'amélioration des procédures et des processus en place dans les trois sites, tout en favorisant l'uniformité et l'efficacité de la supervision des études réglementaires. »

« LAB Recherche est fière de ses employés et leur offre plusieurs défis intéressants – c'est ce qui m'a incitée à me joindre à la Société en juillet 2007. À titre de scientifique principale, je suis responsable de diverses études et de la formation de l'équipe scientifique. Mon objectif consiste à aider nos clients dans le développement de leurs programmes et de les soutenir dans le cadre d'une vaste gamme d'études afin qu'ils répondent aux exigences réglementaires. Le fait d'être une personne-ressource à la fois pour la Société et pour nos clients me plaît réellement. »

LAB RECHERCHE DANEMARK

Année de fondation : 1978
Nombre d'employés : 190
Nombre d'études par année : 200

Services

Installations

2008 ↑

- Immunologie
- Nouveaux services en Innocuité de la pharmacologie



Agrandissement futur de 77 000 pi² portant la superficie à 170 000 pi²

2007



Agrandissement de 21 000 pi² portant la superficie à 93 000 pi²
Salles : 54

2006

- Toxicologie
- Cytotoxicité et génotoxicité
- Test de dispositif médical
- Immunologie
- Recherches sur mini-porcs
- Services de pathologie
- Cancérogénicité
- Toxicologie de la reproduction
- Innocuité de la pharmacologie
- Pharmacocinétique
- Chimie analytique

72 000 pi²

Agréments

- Conforme aux BPL (Danish medicines Agency et DANAK)
- Conforme aux BPF
- Conforme à la norme ISO 17025



Personnel



Peter Bornaes

M.Sc. Stratégie et gestion

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Avant de se joindre à LAB Recherche en septembre 2007, Peter a travaillé 12 ans dans le domaine des ressources humaines pour le compte de grandes entreprises au Danemark. Il a notamment travaillé pour GlaxoSmithKline, où il a développé et mis sur pied une stratégie de gestion des ressources humaines à l'égard des ventes au Danemark et contribué à la conception de la stratégie de gestion des ressources humaines pour les activités européennes de l'entreprise.

« LAB Recherche croît rapidement, ce qui posera plusieurs défis en matière de ressources humaines. Je me suis joint à la Société pour renforcer son service des ressources humaines et pour assurer que ces défis soient relevés avec professionnalisme. J'apprécie travailler dans l'industrie pharmaceutique et constate que mon rôle au sein de la Société représente une occasion unique de travailler avec des gens motivés et de participer au développement de médicaments plus efficaces. »



Henrik Soeborg

DVM

STAGIAIRE EN PATHOLOGIE

Henrik a obtenu un diplôme en médecine vétérinaire de la Royal Veterinary and Agricultural University de Copenhague, au Danemark. Il a travaillé principalement avec de grands animaux, ce qui lui a permis d'acquérir de l'expérience en pathologie.

« Je me suis joint à LAB Recherche en janvier 2007 pour mettre à profit et renforcer mon expérience en recherche et en pathologie, un intérêt que j'ai développé durant ma thèse finale portant sur la régulation de la température chez les porcs prématurés, utilisés comme modèles pour les enfants prématurés. Au sein de LAB, mes diverses responsabilités comprennent la supervision d'autopsies dans le cadre d'études réglementaires, la lecture d'images et l'interprétation de données histopathologiques. Je conseille aussi les directeurs d'études à propos de la pertinence des résultats pathologiques et réalise des photomicrographies pour les clients. »



Nanna Grand

DVM

DIRECTRICE D'ÉTUDES

Avant d'être embauchée par LAB Recherche en octobre 2007, Nanna a travaillé pour Ellegaard Göttingen Minipigs pendant cinq ans à titre de vétérinaire en chef. Par la suite, elle a prodigué des conseils scientifiques reliés à l'utilisation des mini porcs Göttingen en recherche biomédicale, particulièrement en matière de toxicologie. Elle a aussi participé à plusieurs conférences et contribué à la conception de cours de formation sur la chirurgie des mini porcs Göttingen.

« Je me suis jointe à LAB Recherche parce qu'elle est la plus importante ORC non clinique en Scandinavie et le principal utilisateur de mini-porcs au monde. Mon travail me permet d'utiliser mes connaissances et mes compétences pratiques acquises avec les mini-porcs Göttingen, et d'élargir mes connaissances à d'autres espèces. À titre de directrice d'études, j'aide les directeurs d'études à effectuer diverses études réglementaires. Je compte acquérir une formation en ophtalmoscopie et en électrocardiographie, et mettre en pratique mes compétences chirurgicales dans le cadre de diverses études. »

LAB RECHERCHE HONGRIE

Année de fondation : 1974
Nombre d'employés : 120
Nombre d'études par année : 1 000

Services

Installations

2008 ↑



- Expansion des services d'inhalation
- Pathologie sur place



2007

- REACH
- Hébergement accru pour grands animaux

Agrandissement de 57 000 pi²
portant la superficie à 164 000 pi²
Salles : 62

2006

- Toxicologie
- Cancérogénicité
- Inhalation
- Toxicologie de la reproduction
- Génotoxicité

- Chimie analytique
- Écotoxicologie
- Chimie physique
- Bioanalyse

107 000 pi²

Agréments

- AAALAC
- Conforme aux BPL
- ISO 9001:2000



Personnel



Christopher Martin Banks

B.Sc.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

La carrière de Chris en recherche contractuelle s'étend sur plus de trois décennies. Il a travaillé pendant 12 ans pour le compte de LSR avant de passer 19 ans au sein des Laboratoires Charles River (CRL) au Canada. Avant de se joindre à LAB Recherche en janvier 2008, il était responsable de la gestion et de la coordination du programme de développement de médicaments pour les clients canadiens de CRL. Il détient aussi le titre de *Diplomate of the American Board of Toxicology*.

« Je me suis joint à la Société pour aider LAB Recherche Hongrie et ses employés à se réaliser pleinement. Il est très motivant de participer à la croissance de cette filiale. Je m'assure que mon équipe a la formation, l'équipement et le soutien nécessaires pour atteindre les objectifs de nos clients et de LAB Recherche, tout en veillant à respecter les exigences réglementaires. Nos efforts actuels visent à attirer une plus vaste clientèle pharmaceutique et biotechnologique afin de hausser le chiffre d'affaires et la rentabilité de ce site. »



Alyson Leyshon

B.Sc., M.Sc. Toxicologie appliquée

DIRECTRICE DES ACTIVITÉS DE TOXICOLOGIE

Alyson possède de l'expérience en toxicologie, en biochimie et en génétique. Elle compte 18 années d'expérience, dont plusieurs années dans le secteur de l'enseignement et en recherche contractuelle au Royaume-Uni et au Canada. Alyson a débuté sa carrière en recherche contractuelle chez Covance au Royaume-Uni, a occupé le poste de directrice des activités scientifiques au sein des Laboratoires Charles River Canada et a travaillé plus récemment à titre de consultant pour le compte d'une ORC canadienne.

« Je me suis jointe à LAB Hongrie en janvier 2008. En tant que membre du comité de la haute direction chargé de définir et de mettre en application des stratégies de croissance à long terme, je suis emballée à l'idée de participer au développement de ce site récemment agrandi. À titre de directrice des activités de toxicologie, je favorise le perfectionnement de notre personnel scientifique et technique, et je vise à améliorer constamment nos pratiques et nos procédures, en mettant l'accent sur la qualité du travail accompli. »



István Pásztor

VÉTÉRINAIRE

István est un vétérinaire jeune et dynamique comptant plus de sept ans d'expérience en soins des animaux. Il a débuté sa carrière au bureau de la gestion de l'agriculture (Food Chain Security and Animal Health Directorate) à Veszprém, où il est resté plus de six ans. Il a aussi travaillé au zoo Kittenberger à Veszprém pendant deux ans à titre de vétérinaire général et il gère sa propre clinique vétérinaire depuis 2001.

« Je me suis joint à LAB Hongrie en février 2008 pour appliquer et améliorer les procédures liées aux soins des animaux, et assurer l'utilisation éthique des animaux dans le cadre d'essais non cliniques. J'aime travailler avec les animaux à un point tel que je considère réellement mon travail comme un loisir. »

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion donne des précisions sur les opérations, la performance ainsi que la situation financière de LAB Recherche inc. (« LAB Recherche » ou la « Société ») pour les périodes de trois mois et les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006. Pour un complément d'information sur le contexte commercial, les tendances, risques et incertitudes, ainsi que l'incidence des estimations comptables sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et détachés combinés de la Société et les notes y afférentes. Il importe de noter, à moins d'indication contraire, que les données prospectives figurant dans le présent rapport de gestion expriment nos attentes en date du 6 mars 2008. Toute information contenue dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés et détachés combinés a été dressée selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Les états financiers consolidés et détachés combinés ainsi que le présent rapport de gestion ont été revus par notre Comité de vérification et approuvés par notre Conseil d'administration.

Un complément d'information concernant LAB Recherche est disponible sur notre site Web (www.labresearch.com), ainsi que sur le site de SEDAR (www.sedar.com).

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs dont il est question dans la mise en garde relative aux « Énoncés prospectifs » en page 27 et doit être lu en parallèle avec ceux-ci.

Vue d'ensemble

LAB Recherche fournit des services de recherche contractuelle non clinique aux marchés pharmaceutique, biotechnologique, agro-chimique et industriel. C'est à partir de ses trois sites à la fine pointe de la technologie, lesquels sont situés au Canada, au Danemark et en Hongrie, que LAB Recherche appuie les démarches de ses clients dans le développement de leurs produits.

Jusqu'au 3 août 2006, date à laquelle LAB Recherche a mené à terme son premier appel public à l'épargne (« PAPE »), la Société fonctionnait comme une unité d'exploitation distincte de sa compagnie-mère de l'époque, LAB International Inc., maintenant connue sous le nom d'Akela Pharma inc. (« Akela ») et comprenait les actifs et les passifs de LAB Recherche préclinique internationale inc., représentant les activités de recherche contractuelle non clinique canadiennes du groupe (« LAB Recherche Canada » ou « LAB Canada ») et cumulait les états financiers des filiales en propriété exclusive directe et indirecte d'Akela, qui exerçaient des activités de recherche contractuelle non clinique, soit LAB Research A/S (« LAB Recherche Danemark » ou « LAB Danemark »), LAB Research Ltd. (« LAB Recherche Hongrie » ou « LAB Hongrie ») et LAB Recherche International, inc. (« LAB Recherche É.-U. » ou « LAB É.-U. »). Suite à son PAPE, la Société a opéré ses activités en tant qu'entité autonome. Pour ce qui est du mode de présentation de l'information financière, il y a lieu de se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés et détachés combinés vérifiés pour l'exercice terminé au 31 décembre 2007.

Les renseignements quant à la performance des activités poursuivies de la Société, pour les périodes étudiées, sont résumés ci-dessous :

Au cours du quatrième trimestre de 2007 :

- Les produits se sont élevés à 13,2 millions de dollars, en hausse de 3,1 % comparativement à la même période de 2006 ;
- Le BAIIA rajusté s'est élevé à 0,4 million de dollars, comparativement à 3,2 millions de dollars en 2006 ;
- La perte nette s'est élevée à 1,7 million de dollars, comparativement à un bénéfice net de 1,9 million de dollars réalisé en 2006 ;
- Une perte nette par action de 0,09 \$ a été enregistrée contre un bénéfice par action de 0,11 \$ au cours de la même période en 2006. Cette perte est attribuable à une baisse des produits, à une réserve pour créance douteuse de 0,03 \$ par action pour un client majeur de LAB Recherche Hongrie, ainsi qu'à une perte de 0,02 \$ par action causée par une diminution des taux d'imposition canadiens futurs, provoquant un impact négatif sur les actifs d'impôts futurs ;
- Le ratio des commandes sur les produits (tel que défini ci-dessous) était de 1,31.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 :

- Les produits se sont élevés à 55,1 millions de dollars, en hausse de 15,5 % sur les résultats obtenus en 2006 ;
- Le BAIIA rajusté s'est élevé à 9,4 millions de dollars, en baisse de 9,8 % comparativement à 10,4 millions de dollars en 2006 ;
- Le bénéfice net s'est élevé à 2,2 millions de dollars, en baisse de 53,7 % comparativement à 4,7 millions de dollars en 2006 ;
- Le bénéfice net dilué par action s'est élevé à 0,12 \$ comparativement à 0,30 \$ en 2006. Cette baisse est attribuable à des résultats inférieurs en Hongrie ainsi qu'à des frais enregistrés au quatrième trimestre tel que décrits ci-dessus. Toutefois, le bénéfice net combiné inscrit par LAB Canada et LAB Danemark a augmenté de 50,0 %. Nous prévoyons que le récent projet d'agrandissement du site hongrois et l'embauche de nouveau personnel à la haute direction auront un impact significatif sur leur capacité à engendrer des produits récurrents et à atteindre ainsi le niveau de rentabilité visé ;
- Notre carnet de commandes se situait à 26,9 millions de dollars, en hausse de 45,4 % comparativement à 18,5 millions de dollars obtenus au 31 décembre 2006 ;
- Le ratio des commandes sur les produits était de 1,15.

Le 24 janvier 2008, la Société a procédé à l'annonce de ses résultats préliminaires du quatrième trimestre et de l'exercice 2007. Il était prévu que la perte par action se situerait entre 0,06 \$ et 0,08 \$. La perte réelle de 0,09 \$ par action inclut une perte de 0,02 \$ relative à la baisse des taux d'impôt fédéral canadien non estimée au moment de l'annonce. Les produits actuels de 55,1 millions de dollars se comparent aux produits prévus de 55,9 millions de dollars. L'écart de 0,8 million de dollars est lié à un reclassement d'une subvention des produits aux coûts directs en vue de présenter ce montant contre les dépenses respectives. Ce reclassement n'a eu aucun impact sur les bénéfices.

Nous avons fait récemment l'objet de litiges. Nous renvoyons le lecteur à la section « Litiges » décrite plus tard dans ce document.

RAPPORT DE GESTION

LAB Recherche a trois secteurs d'exploitation isolables : LAB Canada, LAB Danemark et LAB Hongrie. LAB É.-U. faisait antérieurement partie de LAB Amérique du Nord. Par suite de la cessation des activités de LAB É.-U., la divulgation pour les périodes courantes et antérieures a été établie en excluant les opérations de celle-ci. Outre le secteur LAB Siège social, tous les secteurs opérationnels fournissent des services de recherche contractuelle non clinique. Le secteur LAB Siège social est responsable des activités financières et de l'administration générale de la Société; ce secteur comprend également les frais généraux qui ne peuvent pas être attribués directement à un secteur particulier.

En 2006, la Société a procédé à une série de changements organisationnels au sein des départements des affaires scientifiques et du développement des affaires à son site canadien, en prévision de la nouvelle phase d'agrandissement. En 2007, à la suite de ces changements, les produits de LAB Canada ont augmenté de 54,2 % comparativement à 2006 et nous avons amorcé une nouvelle phase d'agrandissement qui devrait se terminer d'ici la fin de l'année 2008. Au cours de 2007, suivant la fin des travaux d'agrandissement en Hongrie, nous avons procédé également à une série de changements organisationnels à la haute direction et à l'équipe des affaires scientifiques dans le but de répondre plus adéquatement aux besoins de notre clientèle des marchés plus lucratifs des industries pharmaceutique et biotechnologique tout en continuant à desservir les marchés agro-chimique et industriel qui constituent la majorité de notre clientèle actuelle. Nous sommes donc très confiants que les résultats opérationnels de LAB Hongrie s'amélioreront et généreront une croissance équivalente à celle enregistrée par le passé. Le changement réalisé au Canada en 2007 démontre le sérieux de notre stratégie en Hongrie et amplifie le besoin de chacun de nos sites de s'adapter pour faire face à la croissance.

Faits saillants

Au cours de l'exercice 2007, LAB Recherche a procédé à une série d'initiatives visant à augmenter la capacité de ses sites pour alimenter sa croissance organique.

- Le 17 avril 2007, nous avons conclu une entente visant l'achat de la propriété (le « Rachat ») que nous occupons à Laval, Canada. La propriété avait fait l'objet d'une opération de cession-bail en 2005, lorsque la Société était une unité opérationnelle d'Akela. Le prix d'achat de la propriété était de 23,0 millions de dollars. De ce montant, 10,5 millions de dollars furent déduits du prix d'achat en remboursement de montants dus par le propriétaire à LAB Recherche, représentant principalement les frais de construction financés par LAB Recherche pour les travaux d'agrandissement de sa propriété complétés en décembre 2006. Le solde du prix d'achat fut garanti par un prêt hypothécaire de 17,0 millions de dollars. Des facilités de crédit additionnelles de l'ordre de 10,0 millions de dollars ont été rendues disponibles à LAB Recherche lors de la clôture de cette même transaction.
- Le 18 juillet 2007, nous avons annoncé l'achèvement de notre projet d'agrandissement au Danemark, dans les délais et budget prévus. Ce projet d'agrandissement a permis d'augmenter, de plus de 50 % la superficie des pièces destinées aux animaux de grande taille, réaffirmant ce site comme leader mondial pour la conduite d'études sur les mini-porcs. Cet agrandissement permet également une augmentation de 25 % de la capacité totale des installations danoises.
- Le 28 août 2007, nous avons annoncé une nouvelle phase d'agrandissement de nos installations canadiennes, qui a débuté au cours du quatrième trimestre de 2007. Lorsque les travaux d'agrandissement seront complétés, ce qui est prévu vers la fin de l'année 2008, le vivarium passera de 36 à 80 salles d'animaux, incluant 12 salles multifonctionnelles, qui seront utilisées pour les études de toxicologie de l'inhalation. Notre superficie totale augmentera de 87 000 pieds carrés à 170 000 pieds carrés pour un coût initial de 24,0 millions de dollars, comprenant les équipements. Nous prévoyons investir une somme additionnelle de 16,0 millions de dollars au cours des deux années subséquentes pour de l'équipement supplémentaire, ce qui nous permettra de maximiser la capacité des produits de ces installations. Nous avons également annoncé le 31 janvier 2008 la signature d'une entente avec une banque à charte canadienne visant le financement de 21,1 millions de dollars de ce projet d'agrandissement sujet à des conditions usuelles. Lorsque complètement équipé, ce nouvel agrandissement permettra de multiplier par trois fois la capacité actuelle des produits.
- Le 2 octobre 2007, nous avons annoncé l'achèvement de notre projet d'agrandissement des installations hongroises. Ce projet d'expansion a permis d'augmenter la superficie de ce site de 59 000 pieds carrés à 164 000 pieds carrés en y ajoutant 30 salles pouvant y héberger 480 grands animaux. Ces nouvelles installations ont été conçues de façon à dépasser les normes européennes (entrées en vigueur au cours de l'année 2007) quant au bien-être des animaux.

Le 30 avril 2007, nous avons cessé nos activités de gestion de vivarium à nos installations de San Diego aux États-Unis. Certains éléments d'actifs ont été vendus à une tierce partie à la valeur nette aux livres, soit moins de 0,1 million de dollars. Les autres éléments d'actifs ont été transférés à nos installations canadiennes et serviront à réduire nos frais d'immobilisation corporelle au cours des périodes à venir. Cette décision est en accord avec la stratégie de la Société de se concentrer sur ses activités non cliniques tout en mettant en valeur la qualité de son savoir-faire scientifique.

Le 18 juillet 2007, nous avons aussi annoncé le changement de dénomination sociale de notre ancienne compagnie mère, LAB International Inc., pour Akela Pharma Inc. Il en résulte, pour la Société, l'usage exclusif des droits relatif au nom et à la marque de commerce, tel qu'entendu en 2006, lors de notre PAPE.

Le 31 août 2007, LAB Recherche Canada a mis fin au contrat de services de technologie de l'information (« Entente TI ») qui était intervenu, lors de la clôture du PAPE, entre LAB Recherche et une compagnie affiliée avec certains des directeurs et actionnaires d'Akela. La Société a pris en charge la gestion complète de ses activités de technologie de l'information en formant une équipe à l'interne. Des frais de résiliation de contrat d'un montant de 0,2 million de dollars ont été payés au fournisseur.

Le 31 octobre 2007, nous avons annoncé la nomination de M. Christopher Banks et de Mme Alyson Leyshon, anciennement membres de l'équipe de direction d'une des plus prestigieuses organisations de recherche contractuelle (« ORC »), au poste de directeur général et directrice du département de toxicologie chez LAB Recherche Hongrie. Ils enrichissent LAB Recherche d'une expérience combinée de plus de 50 ans dans le domaine de la toxicologie. Au cours de leur carrière, M. Banks et Mme Leyshon ont œuvré au sein d'ORC pré-cliniques et comptent ainsi une grande expertise dont bénéficiera LAB Recherche Hongrie et ce, au moment où nous étendons notre gamme de services afin de mieux répondre aux besoins des marchés de la biotechnologie et pharmaceutique.

RAPPORT DE GESTION

Sommaire des résultats par secteur d'activité

Le sommaire des renseignements financiers des activités poursuivies par secteur d'activité pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2007 et 2006 et pour les exercices terminés les 31 décembre 2007, 2006 et 2005 est présenté ci-dessous :

| Trois mois terminés le 31 décembre | 2007 | | | | | 2006 | | | | | Variation 2007-2006 | | |
|---|---------------|-----------------|----------------|-----------------|---------|---------------|-----------------|----------------|-----------------|--------|---------------------|-----------|--|
| | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | Siège social | TOTAL | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | Siège social | TOTAL | | | |
| (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | % | |
| Produits | 5 614 | 6 412 | 1 217 | — | 13 243 | 3 642 | 5 902 | 3 299 | — | 12 843 | 400 | 3,1 % | |
| Coûts directs | 3 449 | 4 316 | 1 559 | — | 9 324 | 2 196 | 3 617 | 1 546 | — | 7 359 | 1 965 | 26,7 % | |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 1 058 | 834 | 1 026 | 327 | 3 245 | 1 070 | 1 064 | 362 | 522 | 3 018 | (227) | (7,5) % | |
| Rémunération à base d'actions | 19 | 9 | 14 | 104 | 146 | 12 | 21 | 11 | 11 | 55 | (91) | (165,5) % | |
| Amortissement | 352 | 556 | 162 | 3 | 1 073 | 182 | 173 | 174 | — | 529 | (544) | (102,8) % | |
| Intérêts, montant net | 325 | 124 | 37 | (69) | 417 | 40 | 61 | 29 | (62) | 68 | (349) | (513,2) % | |
| Change | (215) | 50 | 339 | — | 174 | (170) | 66 | (330) | — | (434) | (608) | (140,1) % | |
| Impôts sur les bénéfices | 766 | 123 | (187) | (136) | 566 | 226 | 203 | 110 | (233) | 306 | (260) | (85,0) % | |
| Bénéfice net (perte) | (140) | 400 | (1 733) | (229) | (1 702) | 86 | 697 | 1 397 | (238) | 1 942 | (3 644) | (187,6) % | |
| BAIIA | 1 303 | 1 203 | (1 721) | (362) | 423 | 534 | 1 134 | 1 710 | (471) | 2 907 | (2 484) | (85,4) % | |
| BAIIA Rajusté | 1 303 | 1 203 | (1 721) | (362) | 423 | 795 | 1 134 | 1 710 | (471) | 3 168 | (2 745) | (86,6) % | |
| BPA | | | | | (0,09) | | | | | 0,11 | | | |
| BPA dilué | | | | | (0,09) | | | | | 0,11 | | | |

| 12 mois terminés le 31 décembre | 2007 | | | | | 2006 | | | | | 2005 | | | | | Variation 2007-2006 | | Variation 2006-2005 | |
|---|---------------|-----------------|----------------|-----------------|--------|---------------|-----------------|----------------|-----------------|--------|---------------|-----------------|----------------|-----------------|--------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|
| | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | Siège social | TOTAL | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | Siège social | TOTAL | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | Siège social | TOTAL | \$ | % | \$ | % |
| (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | % | \$ | % |
| Produits | 22 831 | 24 789 | 7 488 | — | 55 108 | 14 805 | 23 159 | 9 742 | — | 47 706 | 17 010 | 19 826 | 7 790 | — | 44 626 | 7 402 | 15,5 % | 3 080 | 6,9 % |
| Coûts directs | 13 763 | 16 270 | 5 342 | — | 35 375 | 9 061 | 14 570 | 4 655 | — | 28 286 | 9 477 | 13 221 | 4 508 | — | 27 206 | (7 089) | (25,1) % | (1 080) | (4,0) % |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 2 943 | 2 914 | 2 233 | 1 927 | 10 017 | 3 415 | 3 625 | 1 822 | 1 473 | 10 335 | 2 566 | 3 639 | 1 674 | 1 239 | 9 118 | 318 | 3,1 % | (1 217) | (13,3) % |
| Rémunération à base d'actions | 65 | 73 | 49 | 335 | 522 | 50 | 40 | 17 | 109 | 216 | 91 | 10 | 22 | — | 123 | (306) | (141,7) % | (93) | (75,6) % |
| Amortissement | 1 433 | 1 835 | 665 | 12 | 3 945 | 752 | 1 372 | 626 | — | 2 750 | 783 | 1 839 | 534 | — | 3 156 | (1 195) | (43,5) % | 406 | 12,9 % |
| Intérêts, montant net | 937 | 372 | 110 | (217) | 1 202 | 196 | 243 | 123 | (140) | 422 | 325 | 345 | 134 | — | 804 | (780) | (184,8) % | 382 | 47,5 % |
| Change | (185) | 100 | 433 | — | 348 | (185) | 20 | (230) | — | (395) | (51) | — | (73) | — | (124) | (743) | 188,1 % | 271 | (218,5) % |
| Impôts sur les bénéfices | 1 456 | 686 | (126) | (504) | 1 512 | 631 | 864 | 341 | (471) | 1 365 | 1 219 | 173 | 217 | (396) | 1 213 | (147) | (10,8) % | (152) | (12,5) % |
| Bénéfice net (perte) | 2 419 | 2 539 | (1 218) | (1 553) | 2 187 | 885 | 2 425 | 2 388 | (971) | 4 727 | 2 600 | 599 | 774 | (843) | 3 130 | (2 540) | (53,7) % | 1 597 | 51,0 % |
| BAIIA | 6 245 | 5 432 | (569) | (2 045) | 9 063 | 2 464 | 4 904 | 3 478 | (1 442) | 9 404 | 4 927 | 2 956 | 1 659 | (1 239) | 8 303 | (341) | (3,6) % | 1 101 | 13,3 % |
| BAIIA rajusté | 6 608 | 5 432 | (569) | (2 045) | 9 426 | 3 508 | 4 904 | 3 478 | (1 442) | 10 448 | 5 101 | 2 956 | 1 659 | (1 239) | 8 477 | (1 022) | (9,8) % | 1 971 | 23,3 % |
| BPA | | | | | 0,12 | | | | | 0,30 | | | | | 0,21 | | | | |
| BPA dilué | | | | | 0,12 | | | | | 0,30 | | | | | 0,21 | | | | |
| Actif total | | | | | 92 644 | | | | | 63 574 | | | | | 36 328 | | | | |
| Passif financier à long terme | | | | | 35 749 | | | | | 9 878 | | | | | 9 907 | | | | |

RAPPORT DE GESTION

Mesures non conformes aux PCGR - Bénéfice avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et l'amortissement (BAIIA) et marge brute

Nous utilisons certaines mesures non conformes aux PCGR, y compris le ratio des commandes sur les produits, carnet de commandes, BAIIA, BAIIA rajusté, la marge de BAIIA rajusté et la marge brute, à titre de mesure du rendement financier. La Société est de l'avis que ces mesures offrent de l'information utile quant à la performance et aux résultats opérationnels de la Société. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures non conformes aux PCGR n'ont pas la signification normalisée prescrite par les PCGR; elles peuvent, par conséquent, ne pas être comparables à des mesures analogues présentées par d'autres émetteurs.

A) BAIIA

Le tableau suivant rapproche notre bénéfice net à notre BAIIA et notre BAIIA rajusté pour les activités poursuivies au cours des périodes à l'étude :

| | 3 mois terminés le 31 décembre | | 12 mois terminés le 31 décembre | |
|--|--------------------------------|--------|---------------------------------|--------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| (en milliers de dollars) | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies | (1 702) | 1 942 | 2 187 | 4 727 |
| Rajustements des éléments suivants : | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 566 | 306 | 1 512 | 1 365 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 486 | 130 | 1 419 | 562 |
| Amortissement | 1 073 | 529 | 3 945 | 2 750 |
| BAIIA | 423 | 2 907 | 9 063 | 9 404 |
| Frais de location ¹ | — | 261 | 363 | 1 044 |
| BAIIA rajusté | 423 | 3 168 | 9 426 | 10 448 |
| Marge BAIIA rajusté % | 3,2 % | 24,7 % | 17,1 % | 21,9 % |

¹Frais de location engagés, du 1^{er} novembre 2005 au 16 avril 2007, pour les installations canadiennes par suite de l'opération de cession-bail (voir ci-dessous).

Lorsque nous étions une unité d'exploitation distincte de LAB International, nous avons conclu une opération de cession-bail pour l'installation canadienne, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2005. Le 17 avril 2007, après la conclusion du PAPE, tel que prévu dans notre stratégie de croissance, nous avons procédé au Rachat de l'immeuble. Par conséquent, avant le 1^{er} novembre 2005 et après le 16 avril 2007, le poste « amortissement » comprend l'amortissement du bâtiment lié à cette installation et les « intérêts, montant net » comprennent les intérêts débiteurs sur la dette à long terme garantie par le bâtiment. Entre novembre 2005 et avril 2007, alors que l'opération de cession-bail était en vigueur, l'amortissement et les intérêts débiteurs relatifs au bâtiment étaient remplacés par les frais de location à l'état des résultats.

B) MARGE BRUTE

La marge brute correspond aux produits moins les coûts directs, ceux-ci excluant l'amortissement des biens utilisés dans nos activités directes.

Le tableau suivant représente les marges brutes provenant des activités poursuivies pour les périodes à l'étude :

| | 3 mois terminés le 31 décembre | | 12 mois terminés le 31 décembre | |
|---------------------------|--------------------------------|--------|---------------------------------|--------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| (in thousands of dollars) | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 13 243 | 12 843 | 55 108 | 47 706 |
| Coûts directs | 9 324 | 7 359 | 35 375 | 28 286 |
| Marge brute | 3 919 | 5 484 | 19 733 | 19 420 |
| Marge brute % | 29,6 % | 42,7 % | 35,8 % | 40,7 % |

RAPPORT DE GESTION

Activités poursuivies - Périodes terminées le 31 décembre 2007 comparées aux périodes terminées le 31 décembre 2006

Les produits de LAB Recherche, pour le quatrième trimestre de 2007, furent de 13,2 millions de dollars, en hausse de 3,1 % par rapport aux 12,8 millions de dollars enregistrés au cours de la même période de 2006, mais en baisse de 6,3 % par rapport aux résultats de 14,1 millions de dollars atteints lors du troisième trimestre de 2007. Les produits de LAB Recherche, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, totalisaient 55,1 millions de dollars comparativement à 47,7 millions de dollars pour la période correspondante de 2006, affichant une hausse de 15,5 %. Alors que les produits cumulés de LAB Recherche Canada et LAB Recherche Danemark, pour le quatrième trimestre de 2007 et l'exercice 2007, ont affiché une hausse de 26,0 % et de 25,4 %, respectivement, la performance de LAB Recherche Hongrie en 2007 fut moindre qu'en 2006, alors que ces produits ont affiché une baisse de 63,1 % au cours du quatrième trimestre de 2007 comparativement à la même période de 2006, et de 17,3 % pour l'exercice 2007 comparativement à celui de 2006.

Les produits de LAB Recherche Canada, pour le quatrième trimestre de 2007, ont été de 5,6 millions de dollars, contre 3,6 millions de dollars pour la période correspondante de 2006, soit une augmentation de 54,1 %, mais affichant une baisse de 17,4 % comparativement aux 6,8 millions de dollars obtenus au cours du troisième trimestre de 2007. La diminution des produits entre le troisième et le quatrième trimestre de 2007 est principalement attribuable à une diminution de l'occupation des salles suite à une série de délais. Les produits de LAB Recherche Canada, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, ont atteint 22,8 millions de dollars, en croissance de 54,2 %, comparativement aux 14,8 millions de dollars générés au cours de la période correspondante de 2006. L'augmentation des produits est attribuable à l'utilisation accrue de nos installations suite au projet d'agrandissement achevé en décembre 2006 ainsi qu'à une meilleure composition des études suite à la réorganisation accomplie en 2006 au sein de nos équipes de développement des affaires et du secteur scientifique. Ces travaux d'agrandissement ont permis l'ajout d'une superficie de 28 000 pieds carrés à nos installations existantes, qui est utilisée à quasi pleine capacité depuis juin 2007. En août dernier, nous avons annoncé un nouveau projet d'agrandissement pour nos installations canadiennes, lequel a débuté au cours du quatrième trimestre de 2007. Lorsque complété à la fin de 2008, ce projet d'agrandissement portera le nombre de salles d'animaux de 36 à 80, incluant 12 salles multifonctionnelles utilisées pour les études en toxicologie de l'inhalation. Notre superficie totale passera de 87 000 à 170 000 pieds carrés pour des investissements initiaux de 24,0 millions de dollars incluant l'équipement. Nous prévoyons investir une somme additionnelle de 16,0 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour l'achat d'équipement supplémentaire dans le but de maximiser la capacité des produits.

LAB Recherche Danemark a inscrit des produits de 6,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2007, contre 5,9 millions de dollars générés au cours de la même période en 2006, affichant une hausse de 8,6 % et contre 5,9 millions de dollars enregistrés également au troisième trimestre de 2007. La hausse de produits est expliquée par l'achèvement, en juillet 2007, des travaux d'agrandissement ajoutant 21 000 pieds carrés à ses installations existantes. La valeur de la couronne danoise a connu une diminution de 3,2 % relativement au dollar canadien entre le quatrième trimestre de 2006 et 2007 et de 1,1 % entre les troisième et quatrième trimestres de 2007, créant donc un impact négatif sur nos résultats trimestriels. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, LAB Recherche Danemark a généré des produits de 24,8 millions de dollars, contre 23,2 millions de dollars en 2006, représentant une augmentation de 7,0 %, de laquelle 4,6 % est attribuable à la valorisation de la couronne danoise sur le dollar canadien.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, les produits de LAB Recherche Hongrie ont totalisé 1,2 million de dollars, une diminution de 63,1 % comparativement à ceux de la même période de l'exercice précédent qui totalisaient 3,3 millions de dollars. Ils affichaient également une baisse de 14,4 % par rapport à ceux du troisième trimestre de 2007 de 1,4 millions de dollars. Pour l'exercice 2007, les produits s'élevaient à 7,5 millions de dollars, contre 9,7 millions de dollars pour la même période en 2006, représentant ainsi une baisse de 23,1 %. Bien que les produits aient connu une baisse en 2007, LAB Recherche Hongrie a exécuté 1 100 études en 2007 contre 830 en 2006. L'écart négatif, entre les exercices 2007 et 2006, et entre le quatrième trimestre de ces mêmes années, résultait des changements dans la composition des études; 2,9 millions de dollars liés à des études d'inhalation de grande valeur en 2006 contre 0,6 million de dollars en 2007, représentant une baisse de 2,3 millions de dollars. Alors que le forint hongrois subissait une dévalorisation de 2,6 % par rapport au dollar canadien entre les troisième et quatrième trimestres de 2007, et de 4,9 % entre le quatrième trimestre de 2006 et 2007, il a connu une augmentation de 7,7 % entre les exercices 2006 et 2007, compensant ainsi partiellement la diminution des produits. La plupart des produits de LAB Hongrie sont générés en euro alors que la devise en vigueur en Hongrie est le forint hongrois. Le forint hongrois a subi une dévalorisation de 1,8 % par rapport à l'euro en comparant le quatrième trimestre de 2007 à celui de 2006 alors qu'il s'appréciait de 4,4 % en comparant l'exercice 2006 à celui de 2007. Les travaux d'agrandissement des installations de LAB Recherche Hongrie ont été complétés en octobre 2007, augmentant ainsi de cinq fois la superficie consacrée aux grands animaux. L'ajout de 30 salles pour animaux de grande taille a été spécifiquement conçu pour répondre plus adéquatement aux besoins des marchés profitables des industries pharmaceutique et biotechnologique. Nous anticipons que cet agrandissement ainsi que l'embauche récente de personnel de la haute direction auront un impact significatif sur la capacité de ce site à élargir sa clientèle biotechnologique et pharmaceutique qui viendra s'ajouter aux secteurs agro-chimique et industriel déjà bien desservis, ce qui contribuera à réduire également notre dépendance à réaliser un contrat unique ou une composition d'études déterminée pour atteindre nos objectifs financiers.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, notre marge brute, telle que décrite dans une section précédente, a atteint 29,6 %, contre 42,7 % réalisé au cours de la même période en 2006. Puisque nous opérons dans un environnement où une forte proportion de nos coûts est fixe, notre marge brute est directement affectée par le volume de produits générés. La marge brute de LAB Recherche Danemark a connu une diminution de 6,0 % attribuable à une baisse des produits, à des frais plus élevés relatifs aux achats d'animaux liés au plus grand nombre de démarrage d'études durant le trimestre ainsi qu'à une rémunération plus élevée, alors que la marge brute au Canada a connu une faible baisse. Notre marge brute a également enregistré une diminution de 81,2 % en Hongrie, attribuable à des produits moindres que prévus. Pour l'exercice 2007, notre marge brute était de 35,8 % comparativement à 40,7 % pour 2006. Notre marge brute s'est légèrement améliorée au Canada entre l'exercice 2007 et 2006, alors qu'au Danemark, elle a connu une baisse de 2,7 %, tel que prévu, attribuable à l'embauche et à la formation de nouveaux employés afin d'être en mesure de répondre à la demande accrue à la suite de l'agrandissement. Nous prévoyons qu'au cours des trimestres à venir, la marge brute de ce site reviendra au niveau enregistré dans le passé. La marge brute de LAB Recherche Hongrie a diminué de 25,6 %, principalement en raison d'une baisse des produits. La stratégie de la Société, visant à accroître la superficie de chacun de ses sites jusqu'à leur capacité optimale respective, devrait nous procurer des bénéfices significatifs dans le futur et ceci dans le but de faire progresser la performance de nos opérations en améliorant notre flexibilité dans l'ordonnement des diverses études, en poursuivant le démarrage à l'interne de services qui sont présentement accomplis par des fournisseurs externes et en diminuant notre dépendance à la composition des contrats.

Pour le quatrième trimestre de 2007, nos frais de vente et généraux et administratifs (les frais « VG&A ») se sont élevés à 3,2 millions de dollars, affichant une augmentation par rapport à ceux de la même période de 2006 de 3,0 millions de dollars. Ils représentaient 24,5 % et 23,5 % des produits respectivement. L'augmentation des frais VG&A des quatrième trimestres de 2006 et de 2007 s'explique par une provision pour créances douteuses de 0,6 million de dollars relative à un client important en Hongrie. Pour l'exercice 2007, nos frais VG&A se sont élevés à 10,0 millions de dollars, contre 10,3 millions de dollars pour l'exercice 2006, représentant respectivement 18,2 % et 21,7 % de nos produits. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, nos frais VG&A comprenaient les frais répartis (tels que décrits ci-dessous) de 0,7 million de dollars. La diminution des frais VG&A entre les exercices 2007 et 2006 est attribuable à des commissions de ventes moins élevées suite au renforcement de notre équipe de développement des affaires au Canada, qui est maintenant moins dépendante de consultants externes, et par un contrôle plus strict des dépenses encourues à chacun des sites, contrebalancés par des frais d'annulation de 0,2 million de dollars relativement à la résiliation avant terme de l'Entente TI au Canada, ainsi qu'à une provision pour créances douteuses de 0,4 million de dollars (une dépense de 0,6 million de dollars encourue au cours du quatrième trimestre de 2007, contrebalancée par un recouvrement de 0,2 million de dollars en début d'année).

RAPPORT DE GESTION

Notre BAIIA du quatrième trimestre de 2007 s'est élevé à 0,4 million de dollars, par rapport à 2,9 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2006, en baisse de 85,4 %. Après un rajustement pour tenir compte de l'incidence de l'opération de cession-bail de l'installation canadienne, notre BAIIA rajusté du quatrième trimestre de 2007 s'est établi à 0,4 million de dollars comparativement à 3,2 millions de dollars pour la période correspondante de 2006. Les marges du BAIIA rajusté du quatrième trimestre de 2007 et 2006 se sont établies à 3,2 % et 24,7 %, respectivement. Pour l'exercice 2007, le BAIIA était de 9,1 millions de dollars comparativement à 9,4 millions de dollars pour l'exercice 2006, alors que le BAIIA rajusté était de 9,4 millions de dollars comparativement à 10,4 millions de dollars, représentant 17,1 % et 21,9 % des produits respectivement. La conciliation du bénéfice net par rapport au BAIIA et au BAIIA rajusté est présentée plus haut. Le BAIIA rajusté cumulé généré par nos installations canadienne et danoise au cours du quatrième trimestre de 2007 a augmenté de 29,9 % et 43,1 % respectivement, comparativement à la même période de 2006, alors que le BAIIA rajusté généré par nos activités hongroises a diminué considérablement au cours du quatrième trimestre et de l'année 2007 suite à une diminution des produits. L'augmentation de la marge du BAIIA rajusté des opérations canadiennes résulte de l'augmentation des produits relativement au projet d'agrandissement complété en décembre 2006 et à l'impact du Rachat de l'immeuble au Canada, à savoir la conversion des « frais de location » inclus dans le calcul du BAIIA, pour la période précédant le 17 avril 2007, en « frais d'amortissement et d'intérêts » exclus du calcul du BAIIA et une diminution des frais VG&A. L'augmentation de la marge du BAIIA rajusté pour l'opération danoise est attribuable à l'augmentation des produits reliés au projet d'agrandissement complété en juillet 2007 ainsi qu'à un contrôle strict des frais VG&A. Pour ce qui est de nos activités hongroises, la baisse de la marge du BAIIA rajusté reflète le manque à gagner par rapport aux produits, la provision pour mauvaises créances de 0,6 million de dollars ainsi que la perte de 0,4 million de dollars liée aux opérations de change.

La dotation aux amortissements du quatrième trimestre de 2007 était de 1,1 million de dollars comparativement à 0,5 million de dollars pour la même période de 2006. Pour l'exercice 2007, elle était de 3,9 millions de dollars contre 2,8 millions de dollars en 2006. Cette augmentation résulte des frais de dotation aux amortissements additionnels provenant du Rachat d'immeuble au Canada, en avril 2007, ainsi que des travaux d'agrandissement au Danemark et en Hongrie.

La dépense nette d'intérêts, pour le quatrième trimestre de 2007 s'élevait à 0,4 million de dollars contre 0,1 million de dollars pour de la période correspondante de 2006. La dépense nette d'intérêts, pour l'exercice 2007, totalisait 1,2 million de dollars comparativement à 0,4 million de dollars pour la période correspondante de 2006. La dette additionnelle encourue suite au Rachat des installations canadiennes conclu en avril 2007 et les projets d'agrandissement au Danemark et en Hongrie expliquent principalement l'augmentation de la dépense d'intérêts.

Les opérations de change du quatrième trimestre de 2007 se sont soldées par une perte de 0,2 million de dollars, comparativement à un gain de 0,4 million de dollars pour la même période de 2006. Pour l'exercice 2007, nos opérations de change se sont soldées par une perte de 0,3 million de dollars, comparativement à un gain de 0,4 million de dollars pour la période correspondante de 2006. Cette augmentation des frais d'opération de change concerne principalement la Hongrie où la plupart des produits sont générés en euros alors que la devise qui y a cours est le forint hongrois.

La charge d'impôts des quatrième trimestres de 2007 et de 2006 était de 0,6 million de dollars et 0,3 million de dollars respectivement, représentant 49,8 % et 13,6 % du bénéfice avant la charge d'impôts contre des taux d'imposition combinés canadiens (fédéral et Québec) de 32,2 %. Pour l'exercice 2007, les charges d'impôts étaient de 1,5 million de dollars, représentant 40,9 % du bénéfice avant charge d'impôts, comparativement à 1,4 million de dollars pour 2006, représentant 22,4 % du bénéfice avant charge d'impôts, comparé aux taux d'imposition combinés canadiens (fédéral et Québec) de 32,2 %. La hausse de la charge d'impôts enregistrée au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2007 est attribuable à une réévaluation des actifs d'impôts futurs canadiens causant une charge additionnelle d'impôts de 0,4 million de dollars et 0,3 million de dollars, respectivement, relativement aux taux d'imposition fédéraux futurs moindres annoncés en décembre 2007 lesquels ont fait chuter nos actifs d'impôts futurs. De façon historique, notre taux d'imposition consolidé variait normalement entre 20 % et 25 %. Nous anticipons des taux d'imposition consolidés se rapprochant plus de 25 % pour les années à venir alors qu'une plus grande portion de notre bénéfice avant impôts proviendra du Canada et du Danemark, dont les taux d'imposition sont plus élevés qu'en Hongrie.

La perte nette enregistrée au cours du quatrième trimestre de 2007 s'élevait à 1,7 million de dollars comparativement au bénéfice net de 1,9 million de dollars réalisé au cours de la période correspondante de 2006. Le bénéfice net pour l'exercice 2007 s'élevait à 2,2 millions de dollars, en baisse de 53,7 % en comparaison de 4,7 millions de dollars en 2006. Les opérations canadiennes et danoises ont généré un bénéfice net cumulé de 5,0 millions de dollars pour l'exercice 2007, comparativement à 3,3 millions de dollars en 2006, une augmentation de 1,6 million de dollars ou 50,0 %. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par le faible rendement des activités hongroises jumelé à une provision nette pour créances douteuses de 0,4 million de dollars, ainsi qu'à des frais d'annulation de 0,2 million de dollars relativement à la résiliation prématurée de l'Entente TI au Canada. Pour le quatrième trimestre de 2007, la perte nette par action s'établissait à 0,09 \$ par action, considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 049 844, comparativement à 0,11 \$ par action pour la période correspondante de 2006, considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 035 714. Pour l'année 2007, le bénéfice par action était de 0,12 \$ (0,12 \$ sur une base diluée), considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 039 413, contre 0,30 \$ (0,30 \$ sur une base diluée) pour l'exercice 2006, considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 15 753 325.

Activités abandonnées – Périodes terminées le 31 décembre 2007 comparées aux périodes terminées le 31 décembre 2006

Le 30 avril 2007, nous avons cessé les activités de gestion de vivarium menées par LAB Recherche É.-U. Les activités de LAB Recherche É.-U. ont par conséquent été classées comme activités abandonnées et les résultats ont été présentés, en tant qu'élément distinct des produits et pertes, pour les périodes en cours et précédentes, dans nos états financiers consolidés et détachés combinés.

La fermeture de LAB É.-U. n'a pas eu d'impact significatif sur les résultats de la Société. Au 31 décembre 2007, la valeur des actifs nets restants liés à cette opération n'était pas significative au bilan consolidé de la Société.

RAPPORT DE GESTION

Le tableau suivant présente l'information financière relative aux activités abandonnées.

| (en milliers de dollars) | 3 mois terminés le 31 décembre | | 12 mois terminés le 31 décembre | |
|--|--------------------------------|-----------|---------------------------------|------------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| Produits | \$ — | \$ 278 | \$ 391 | \$ 1 787 |
| Charges | | | | |
| Coûts directs | (2) | 174 | 295 | 987 |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 19 | 68 | 163 | 523 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | (1) | 15 | 20 | 60 |
| Radiation des immobilisations corporelles | — | — | 5 | — |
| Change | — | 9 | — | 9 |
| Bénéfice net (perte) | (16) | 12 | (92) | 208 |

Frais répartis

Puisque la Société fonctionnait en tant qu'unité d'exploitation d'Akela et n'était donc pas une société autonome avant le 3 août 2006, nos états financiers historiques détachés combinés incluent une portion de certaines dépenses d'Akela. Les frais répartis représentaient les coûts engagés par l'actionnaire vendeur, Akela, dans le cadre des activités génératrices de produits de LAB Recherche, et qui étaient les coûts supplémentaires estimatifs dont celle-ci a besoin pour fonctionner de manière indépendante comme une société ouverte distincte. Ces coûts se composent des frais du Conseil d'administration, des frais relatifs aux relations avec les investisseurs, des honoraires professionnels, des frais d'assurance et de soutien des technologies de l'information. Après la conclusion du PAPE le 3 août 2006, la Société, en tant que société autonome, a exécuté toutes les fonctions avec ses propres ressources ou avec des services acquis et, par conséquent, a cessé de comptabiliser les frais répartis.

Pour l'exercice 2007, les frais répartis se sont élevés à néant comparativement à 0,7 million de dollars pour la même période en 2006. Ces frais estimatifs n'indiquent pas nécessairement les frais qui auraient été engagés si LAB Recherche avait fonctionné de manière autonome, et n'indiquent pas non plus les frais qui seront engagés dans le futur.

Situation de trésorerie et sources de financement

Notre situation de trésorerie nette était de 6,8 millions de dollars au 31 décembre 2007 comparativement à 4,6 millions de dollars au 30 septembre 2007 et à 8,3 millions de dollars au 31 décembre 2006. Avant la conclusion du PAPE, les excédents de trésorerie générés par LAB Recherche ont servi, en majeure partie, à financer les activités de recherche et développement d'Akela. Depuis la conclusion du PAPE, tous les fonds générés par la Société ont été conservés pour fins d'investissement dans nos installations et pour le développement et l'expansion de nos activités en tant qu'entreprise procurant des services de recherche non clinique.

Pour l'année 2007, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élevaient à 4,4 millions de dollars, comparativement à 7,3 millions de dollars pour l'année 2006. Le bénéfice net moindre et la variation nette des actifs et passifs d'exploitation expliquent en grande partie la diminution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

Nos flux de trésorerie provenant des activités de financement au cours de l'année 2007 se sont élevés à 27,1 millions de dollars et incluent l'émission de la dette à long terme de 31,8 millions de dollars, déduction faite de 0,4 million de dollars de frais de financement contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme, des contrats de location-acquisition ainsi que des facilités de crédit d'un total de 4,7 millions de dollars. Au cours de l'année 2006, nos flux de trésorerie provenant des activités de financement étaient de l'ordre de 10,6 millions de dollars et comprenaient principalement le produit de 13,2 millions de dollars provenant de l'émission d'actions ordinaires lors du PAPE, déduction faite des frais d'émission d'actions de 1,9 million de dollars, d'une avance nette de 0,4 million de dollars provenant de compagnies affiliées compensés par le remboursement de la dette à long terme et des contrats de location-acquisition de 3,4 millions de dollars.

L'utilisation des flux de trésorerie liée aux activités d'investissement a totalisé 33,4 et 13,8 millions de dollars au cours des exercices 2007 et 2006 respectivement. Pour l'année 2007, les acquisitions principales d'immobilisations ont été : le Rachat de la bâtisse au Canada (12,7 millions de dollars), l'agrandissement des installations au Danemark (6,1 millions de dollars) et en Hongrie (6,2 millions de dollars), 3,5 millions de dollars pour du matériel de laboratoire, incluant ceux requis pour l'agrandissement terminé en 2006 au Canada (1,0 million de dollars) et 1,4 million de dollars en matériel informatique et progiciels se rapportant principalement à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion des données. En raison des récents travaux d'agrandissement de nos trois sites complétés en 2006 et 2007, nous estimons que les remplacements ou les améliorations annuels des immobilisations devraient être dorénavant de l'ordre de 3 % à 5 % de nos produits.

Au 31 décembre 2007, notre ratio de fonds de roulement était de 1,04:1, contre 1,07:1 au 30 septembre 2007 et 1,59:1 au 31 décembre 2006. Une note à recevoir du propriétaire totalisant 8,2 millions de dollars, incluse dans le calcul du ratio de fonds de roulement du 31 décembre 2006, fut appliquée contre le prix du Rachat conclu au cours du deuxième trimestre. Abstraction faite de la note à recevoir, notre fonds de roulement aurait été de 1,17:1 au 31 décembre 2006.

Habituellement, nous facturons un pourcentage du contrat total dès la signature des contrats. Les produits reportés représentent les montants facturés et/ou perçus mais non gagnés par la prestation de service à nos clients. Au 31 décembre 2007, le niveau des produits reportés s'établissait à 7,9 millions de dollars, équivalant à ceux enregistrés au 30 septembre 2007, comparativement à 6,2 millions de dollars au 31 décembre 2006. L'augmentation survenue au cours de l'année 2007 s'expliquait par le plus grand nombre de contrats de services conclus mais à être exécutés ultérieurement suite à l'agrandissement de nos installations canadiennes et danoises ainsi que par des contrats pour des études à plus long terme signés au Canada et au Danemark. Les travaux en cours sont liés aux services réalisés mais facturables plus tard selon les termes des ententes.

Nous finançons une partie de l'acquisition de nos immobilisations à l'aide de la dette à long terme. Au 31 décembre 2007 et 2006, cette dette à long terme s'élevait à 35,9 millions de dollars et 8,8 millions de dollars respectivement. Ces montants représentent un ratio de dette portant intérêts déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie contre le BAIIA rajusté annualisé de 3,09:1 et 0,82:1, respectivement. Déduction faite de la provision nette pour créances douteuses de 0,4 million de dollars, le ratio de dettes portant intérêts déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie contre le BAIIA rajusté annualisé se serait élevé à 2,98:1. Nous finançons les remboursements devant être effectués sur les ententes liées aux dettes à même les flux de trésorerie liés à l'exploitation. L'augmentation de la dette à long terme s'expliquait par le financement du Rachat de la bâtisse au Canada et par l'agrandissement des installations au Danemark et en Hongrie.

RAPPORT DE GESTION

Quoique le dollar canadien constitue la monnaie de mesure de la Société, la majorité des produits est libellée en devises étrangères. Par conséquent, dans le but de nous protéger contre la volatilité des flux en devises étrangères, nous avons converti les flux de trésorerie prévus provenant de nos ventes libellées en dollars américains. Au 31 décembre 2007, nous avons signé des contrats à terme de gré à gré dans le but de vendre des dollars américains d'une valeur nominale de 3,5 millions de dollars au taux moyen pondéré de 1,0642 dollar canadien/US dont les échéances s'échelonnaient jusqu'au 30 juin 2008.

Carnet de commandes et ratio de commandes sur les produits

Au 31 décembre 2007, le carnet de commandes, représentant la valeur des contrats conclus avec des clients pour des services n'ayant pas encore été rendus, s'établissait à 26,9 millions de dollars comparativement à 22,8 millions de dollars au 30 septembre 2007 et 18,5 millions de dollars au 31 décembre 2006, représentant des hausses de 18,0 % et 45,4 %, respectivement. Au 31 décembre 2007, le carnet de commandes représentait 5 mois de produits pour LAB Recherche Canada, 6 mois de produits pour LAB Recherche Danemark et un peu moins de 2 mois de produits pour LAB Recherche Hongrie; cette dernière desservant principalement le marché agro-chimique, qui favorise un plus grand nombre d'études à court terme. L'augmentation du carnet de commandes résultait de l'accroissement de signatures de contrats au Canada et au Danemark suite à l'ouverture des nouvelles installations.

Le ratio de commandes sur les produits se rapporte à la valeur des contrats conclus (déduction faite des annulations) dans une période respective divisée par les produits comptabilisés au cours de cette même période. Pour le quatrième trimestre de 2007, ce ratio était de 1,31, contre 0,74 pour la période correspondante de 2006. Il était de 1,15 et 1,01 pour les exercices 2007 et 2006 respectivement.

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2007, nos engagements contractuels futurs consistaient principalement en des obligations découlant d'emprunts à terme garantis pour l'acquisition de biens et de matériel de laboratoire, de contrats de location-exploitation pour les installations et le matériel de bureau et de contrats de services.

Au 31 décembre 2007, la Société n'était engagée dans aucune activité hors bilan à caractère spéculatif. Tel que décrit ci-dessus, nous avons conclu des contrats à terme de devises afin de nous prémunir contre la volatilité des flux en devises étrangères. Tel que mentionné ci-dessus, au 31 décembre 2007, nous avons signé des contrats à terme de gré à gré dans le but de vendre des dollars américains d'une valeur nominale de 3,5 millions de dollars au taux moyen pondéré de 1,0642 dollar canadien/US dont les échéances s'échelonnaient jusqu'au 30 juin 2008.

Le tableau suivant présente les obligations contractuelles de la Société au 31 décembre 2007 :

| | Total | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013+ |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| (en milliers de dollars) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Dettes à long terme ¹ | 35 936 | 2 111 | 3 336 | 1 890 | 1 945 | 2 105 | 24 549 |
| Intérêts sur la dette à long terme ¹ | 18 547 | 2 241 | 1 982 | 1 861 | 1 742 | 1 622 | 9 099 |
| Contrats de services | 895 | 530 | 244 | 96 | 21 | 4 | — |
| Obligations locatives | 491 | 214 | 147 | 68 | 50 | 12 | — |
| Total des obligations contractuelles | 55 869 | 5 096 | 5 709 | 3 915 | 3 758 | 3 743 | 33 648 |

¹Inclut les obligations en vertu de contrats de location-acquisition

Le 31 décembre 2007, la Société était engagée pour un montant de 16,1 millions de dollars pour les frais encourus pour l'agrandissement des installations au Canada démarré en décembre 2007.

Sommaire des résultats trimestriels

L'information trimestrielle non vérifiée ci-dessous a été dressée sur la même base que celle des états financiers annuels consolidés et détachés combinés. Les résultats trimestriels ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats à venir dans le futur.

| | 2007 | | | | 2006 | | | |
|-----------------------------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 |
| (en milliers de dollars) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 13 243 | 14 138 | 14 973 | 13 315 | 12 842 | 11 906 | 11 590 | 11 368 |
| Bénéfice net | (1 718) | 1 016 | 1 590 | 1 207 | 1 954 | 1 036 | 993 | 952 |
| Bénéfice (perte) par action | | | | | | | | |
| – de base | (0,09) | 0,06 | 0,09 | 0,07 | 0,11 | 0,06 | 0,07 | 0,07 |
| – dilué(e) | (0,09) | 0,05 | 0,09 | 0,07 | 0,11 | 0,06 | 0,07 | 0,07 |

La perte nette encourue au cours du quatrième trimestre de 2007 est attribuable à une performance plus faible de l'opération hongroise, qui a inscrit des produits moindres que prévus et des frais plus importants, incluant notamment une provision pour créances douteuse de 0,6 million de dollars. Par conséquent, la Société a dégagé une perte nette de 1,7 million de dollars en Hongrie. Elle a aussi enregistré une charge d'impôts de 0,4 million de dollars liée à une diminution des taux d'imposition futurs au Canada.

À l'exception du premier trimestre de 2006, les résultats trimestriels de la Société n'ont pas fait l'objet d'une vérification de la part des vérificateurs de la Société.

Au cours du deuxième trimestre de 2007, la Société a cessé l'exploitation des activités de LAB Recherche É.-U. Les produits des trimestres précédents ont été revus de façon à refléter les activités poursuivies seulement.

RAPPORT DE GESTION

Opérations entre apparentés

Au cours de l'année 2006, les opérations entre apparentés ont été conclues entre la Société et les sociétés contrôlées par Akela. Akela a cessé d'être apparentée à la Société le 9 novembre 2006.

Dans le cadre de la restructuration de l'entreprise, précédant le PAPE, LAB Recherche et Akela ont conclu un certain nombre d'accords le 3 août 2006. Aux termes d'un contrat de fournisseur privilégié conclu à la clôture du PAPE, une filiale en propriété exclusive d'Akela entreprendra de recourir exclusivement aux services de LAB Recherche au cours d'une période de 60 mois pour toutes les études de recherche préclinique ainsi que pour les services connexes dans les domaines de la toxicologie et de la toxicocinétique. Le prix de ces services à être rendus par LAB Recherche aux termes du contrat sera fixé en fonction de tous les coûts directs ainsi que des frais généraux et administratifs (soit 40 % des coûts directs) auxquels s'ajoute une marge bénéficiaire qui variera en fonction du volume de services rendus au cours d'un exercice donné. Ces services, pour le quatrième trimestre de 2006, se sont élevés à 0,1 million de dollars et 2,7 millions de dollars pour l'exercice 2006. Akela et ses filiales ont cessé d'être une partie affiliée le 9 novembre 2006.

Les parties ont également conclu un accord de non-concurrence et de non-sollicitation aux termes duquel Akela s'est engagée à ne pas se livrer, directement ou indirectement, pour une période de 60 mois après la clôture du placement, à des activités visant à exploiter une entreprise au Canada, aux États-Unis ou dans quelque pays que ce soit de l'Europe (sauf la Russie, l'Ukraine, la Roumanie et le Bélarus), qui fournit des services de recherche contractuelle préclinique dans les domaines de la toxicologie et de la toxicocinétique. Il est également prévu au contrat qu'Akela ne pourra solliciter ni embaucher aucun des employés de LAB Recherche au cours d'une période de 60 mois suivant la clôture du placement.

De plus, LAB Recherche a conclu, à la clôture du PAPE, une Entente TI avec une société liée à certains administrateurs et actionnaires d'Akela, aux termes de laquelle cette société procurera des services informatiques à LAB Recherche en contrepartie d'honoraires mensuels de 0,05 million de dollars. En accord avec les modalités contractuelles, l'Entente TI a été résiliée, le 31 août 2007, par LAB Recherche, sur un préavis écrit de 180 jours. À cette même date, une entente est intervenue entre la Société et le fournisseur dans le but de résilier l'Entente TI avant terme et nous avons commencé à combler nos besoins de nature informatique par nos propres employés à l'interne. Nous avons payé des frais de résiliation de 0,2 million de dollars au fournisseur. Des services professionnels ont été également fournis par des cabinets liés à des membres du Conseil d'administration d'Akela. Pour l'exercice 2006, ces frais se sont établis à 0,2 million de dollars.

LAB Recherche a, également, signé, avec Akela, une entente de marque de commerce, lors de la clôture du PAPE, entente selon laquelle LAB Recherche a octroyé, à Akela, le droit international non exclusif d'utiliser la marque de commerce de LAB Recherche, incluant la dénomination sociale « LAB » ainsi que le logo, et ce pour une période maximale de 18 mois suivant la date de clôture de cette offre. Depuis le 18 juillet 2007, date à laquelle LAB International inc. a annoncé son changement de dénomination sociale pour Akela Pharma inc. (TSX : AKL), LAB Recherche jouit de l'utilisation exclusive du logo « LAB » et de la marque de commerce.

En avril 2007, la Société a signé une convention d'emprunt d'une durée de cinq ans au montant de 0,3 million de dollars avec le président et chef de la direction de la Société, en vue de financer l'impact fiscal de l'octroi d'actions accordées lors du PAPE. Le prêt porte intérêt à un taux correspondant au coût d'emprunt de la Société ou aux intérêts que la Société aurait perçus sur un tel montant, selon le cas. Les intérêts sont versés à la Société sur une base régulière et aucun solde n'était en cours à la fin de l'exercice.

Restructuration de la Société

LAB Recherche a été constituée le 24 mai 2006 en tant que filiale en propriété exclusive d'Akela afin d'acquérir l'entreprise de services de recherche contractuelle non clinique d'Akela. L'organisation de l'entreprise qui donne effet à ces opérations a été conclue le 27 juillet 2006. Il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente à nos états financiers annuels et intermédiaires consolidés et détachés combinés pour de plus amples renseignements sur ces opérations.

Données sur les actions en circulation

Au 6 mars 2008, la Société avait 18 050 714 actions émises et en circulation et 1 289 000 options en circulation, représentant 7,1 % du total des actions en circulation, desquelles 369 667, ou 28,7 %, étaient acquises pour fins d'exercice. Au cours du quatrième trimestre de 2007, 10 000 options furent exercées.

Contrôle de divulgation et procédures

Les contrôles de divulgation et des procédures sont mis au point afin de fournir une assurance raisonnable que l'information soit assemblée et signalée à la haute direction en temps pour assurer la prise de décisions administratives appropriées en ce qui a trait à la divulgation publique. Le chef de la direction et le vice-président finances de la Société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information. En se basant sur l'évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information en place dans la Société, le chef de la direction et le vice-président finances ont conclu que les contrôles et procédures de communication étaient efficaces au 31 décembre 2007. De plus, le chef de la direction et le vice-président finances de la Société sont responsables de concevoir ou faire concevoir un contrôle interne à l'égard d'information financière. Pendant le dernier exercice financier, ils ont fait documenter tous les systèmes existants de la Société et ont comblé les lacunes, le cas échéant. Au cours du dernier trimestre de 2007, il n'y a eu aucun changement concernant les contrôles internes à l'égard de l'information financière qui a eu ou, dont on peut raisonnablement penser qu'il aurait eu une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Litiges

Le 21 décembre 2007, l'un des anciens fournisseurs de LAB Recherche lui a signifié une requête introductive d'instance réclamant un montant de 1,4 million de dollars pour le non-exercice d'un droit de premier refus. Le dossier est très préliminaire. L'interrogatoire des plaignants est prévu en mars 2008. La direction de la Société estime que la requête est sans fondement et par conséquent, la Société entend défendre fortement son point de vue. L'issue de cette affaire, de même que les dommages-intérêts, s'il y en a, ne peut être établie et par conséquent, aucune réserve n'a été constituée dans les états financiers de la Société.

Le 30 janvier 2008, la Société a été informée par un de ses promoteurs qu'il avait reçu un avis de la Food and Drug Administration (« FDA ») notant que les études d'inhalation menées par LAB Hongrie chez des animaux étaient invalidées en raison d'écarts quant aux Bonnes Pratiques de Laboratoires (« BPL »). Les écarts notés par la FDA dans leur lettre adressée à notre promoteur avaient été indiqués dans le rapport final émis par LAB Hongrie audit promoteur. LAB Hongrie jugeait, à l'émission de son rapport et est toujours de l'avis, que ces écarts n'affectaient les résultats de ces études. Le promoteur avait alors accepté notre position et avait décidé de déposer son enregistrement pour une « drogue nouvelle de recherche » à la FDA. Le 20 février 2008, LAB Recherche a reçu une requête du promoteur réclamant le recouvrement du coût de ces études au montant de 4,2 millions de dollars tout en conservant le droit de réclamer pour des dommages futurs. L'assureur de la Société a été mis au courant de la requête du promoteur, mais n'a pas confirmé si la requête était couverte par la police d'assurance de la Société. L'issue de cette affaire, de même que les dommages-intérêts, s'il y en a, ne peut être établie et par conséquent, aucune réserve n'a été constituée dans les états financiers de la Société.

LAB Recherche est partie à d'autres litiges qui se produisent dans le cours normal de ses activités. LAB Recherche ne prévoit pas que l'issue de ces affaires aura une incidence négative importante sur sa situation financière ni sur ses résultats d'exploitation.

RAPPORT DE GESTION

Événements postérieurs à la date du bilan

Le 31 janvier 2008, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec une banque à charte canadienne en vue d'obtenir un prêt de 21,1 millions de dollars pour l'agrandissement au Canada. L'emprunt consiste en une hypothèque de 13,7 millions de dollars d'une durée de 16 ans et d'un emprunt pour équipement d'une valeur de 7,4 millions de dollars remboursable sur 11 ans. En vertu de cette entente, aucun remboursement de capital n'est exigible avant mars 2009. La clôture de cette entente est sujette à des conditions usuelles.

En date du 25 février 2008, LAB Hongrie a procédé au renouvellement de sa marge de crédit au montant de 0,6 million de dollars (0,4 million d'euros). Cet arrangement portera intérêt au taux EONIA majoré de 2 %, est remboursable à vue et expirera en février 2009.

Un régime d'achat d'actions (« RAA ») pour les salariés a été mis en place en février 2008. Aux termes de ce régime, la Société contribuera un montant équivalent au prix d'une action ordinaire pour chaque tranche de 10 actions achetée par le salarié et ce jusqu'à un maximum de 3 % du salaire du salarié. Les actions ordinaires seront achetées sur le marché de la bourse pour et au nom du salarié respectif. La Société assumera les frais généraux d'administration du RAA et les frais relatifs à l'achat des actions ordinaires. Aucune action ne sera émise du trésor dans le cadre du RAA.

Conventions comptables critiques

Pour préparer les états financiers consolidés et détachés combinés de LAB Recherche selon les PCGR, la direction doit faire certaines estimations et poser certains jugements et hypothèses qui, de son avis, sont raisonnables compte tenu de l'information dont elle dispose. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants déclarés des produits et des charges des périodes considérées. Les conventions comptables qu'elle considère comme étant critiques sont celles qui reposent sur les jugements les plus difficiles, les plus subjectifs et les plus complexes et qui sont les plus importants pour une compréhension et une évaluation parfaite des états financiers consolidés et détachés combinés. Ces conventions comptables sont exposées dans les paragraphes ci-dessous.

Les produits de LAB Recherche se composent des produits tirés de la prestation de services aux clients et ils sont constatés à mesure que les services sont rendus par LAB Recherche. Les produits sont constatés en déterminant l'état d'avancement des travaux effectués pour chaque contrat par rapport à l'ensemble des services devant être fournis. Les travaux en cours correspondent aux montants à recevoir pour services rendus, lesquels ne deviennent facturables que conformément aux modalités de paiements prévues aux contrats. Les produits reportés correspondent aux montants facturés aux termes des contrats conclus avec les clients, mais qui ne sont pas encore réalisés.

Les produits qui portent sur plusieurs éléments sont considérés comme relevant d'accords de prestations multiples générateurs de produits. Ces accords exigent l'identification d'unités de comptabilisation distinctes et la répartition des produits entre les unités de comptabilisation en fonction de leur juste valeur relative ou selon la méthode de la valeur résiduelle. Les produits de chaque unité de comptabilisation sont alors enregistrés selon ce qui est décrit ci-dessus.

Les immobilisations et les actifs incorporels sont indiqués au coût et ils sont amortis sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire. La Société passe régulièrement en revue les coûts liés aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels afin de déterminer s'ils ont subi une dépréciation lorsque des circonstances ou des changements dans les activités indiquent que la valeur comptable des actifs excède la somme des flux de trésorerie qui devraient découler de l'utilisation ou de la cession de ces actifs. Le jugement de la direction quant à l'existence d'indicateurs de dépréciation est fondé sur des facteurs juridiques, sur la conjoncture économique et sur le rendement opérationnel. Des événements futurs pourraient porter la direction à conclure qu'il existe des indicateurs de dépréciation et que la valeur comptable des immobilisations et des actifs incorporels de LAB Recherche a subi une dépréciation. Toute perte de valeur qui en découlerait pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière de la Société et sur ses résultats d'exploitation.

La rémunération à base d'actions est comptabilisée, pour toutes les options attribuées, selon la méthode fondée sur la juste valeur. Selon cette méthode, les coûts de rémunération sont évalués à la juste valeur à la date d'attribution et les coûts de rémunération sont passés en charge sur la période d'acquisition des attributions. La Société utilise le modèle Black et Scholes pour calculer la valeur des options, ce qui exige le recours à certaines hypothèses, y compris la volatilité future du cours de l'action et le délai prévu jusqu'à l'exercice des options. Tout changement à ces hypothèses, ou le recours à une méthode d'évaluation différente, pourrait entraîner une variation de la juste valeur de la rémunération à base d'actions, ce qui pourrait avoir des conséquences importantes sur les résultats de la Société. Le tableau suivant présente la rémunération à base d'actions projetée quant aux options en circulation au 31 décembre 2007.

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|
| (en milliers de dollars) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | 522 | 472 | 411 | 225 | 190 | 15 |

Déduction faite des options annulées, 1 194 000 options ont été attribuées en date du PAPE. Depuis lors, 110 000 options ont été attribuées. Lorsque les options attribuées au PAPE pourront être exercées, soit en 2010, la rémunération à base d'actions diminuera substantiellement.

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan aux termes de laquelle des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés, pour tenir compte des incidences fiscales futures des écarts entre la valeur comptable inscrite aux états financiers, des actifs et des passifs existants et leur valeur fiscale respective, ainsi que de la perte d'exploitation et des crédits d'impôts reportés prospectivement. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés, d'après les taux d'imposition en vigueur, qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels ces écarts temporaires devraient être réalisés ou être réglés. L'incidence sur les actifs et les passifs d'impôts futurs d'une modification des taux d'imposition est constatée dans les résultats de la période qui englobe la date d'entrée en vigueur. La direction constitue une provision pour moins-value qui est portée en diminution des actifs d'impôts futurs au titre des montants dont la réalisation n'est pas considérée comme étant « plus probable qu'improbable ». Pour évaluer le caractère réalisable d'un actif d'impôts, la direction détermine s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts ne se réalisera pas. La réalisation ultime des actifs d'impôts futurs est tributaire du fait qu'un bénéfice imposable futur sera dégagé dans les exercices au cours desquels ces écarts temporaires deviennent déductibles. Dans son évaluation, la direction tient compte de la résorption prévue des passifs d'impôts, du bénéfice imposable des exercices à venir et des stratégies de planification fiscale. Dans le cadre de la restructuration de la Société visant à acheter l'entreprise de services de recherche contractuelle préclinique à Akela, la totalité des actifs et des passifs de LAB Recherche préclinique inc. liés à l'entreprise de recherche préclinique ont été cédés par Akela à une nouvelle filiale en propriété exclusive (LAB Recherche inc.), exception faite de tous les actifs et attributs d'impôts cumulés qui comprennent, sans pour autant s'y limiter, les crédits d'impôts pour la recherche à recevoir et les frais de recherche et développement admissibles non réclamés antérieurs au PAPE. Les actifs et les passifs d'impôts relatifs à LAB Recherche Danemark, à LAB Recherche Hongrie et à LAB Recherche É.-U. ont été cédés à LAB Recherche inc.

RAPPORT DE GESTION

Les frais répartis. Les états financiers consolidés et détachés combinés comprennent les produits directs, les coûts et les charges qui sont uniquement attribuables à LAB Recherche. Les états financiers détachés combinés comprennent également une répartition des frais du siège social engagés par Akela qui sont liés aux activités productrices de revenus de LAB Recherche et qui lui sont indirectement attribuables. Ces frais répartis comprennent les coûts indirects du siège social tels que les coûts liés à l'administration, à la comptabilité, aux relations avec les investisseurs et aux systèmes d'information. Cette répartition est présentée dans le poste « frais de vente et frais généraux et administratifs » à l'état consolidé et détaché combiné des résultats.

Les frais répartis ne sont pas nécessairement une indication des coûts qui auraient été engagés si LAB Recherche avait mené ses activités comme une société autonome et ils ne sont pas non plus une indication des coûts qui seront engagés à l'avenir. Par suite de la restructuration de la Société, LAB Recherche a exercé ces activités en puisant dans ses propres ressources ou en recourant à l'achat de services.

Modification de conventions comptables

En date du début de son exercice 2007, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1530 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), « Résultat étendu », du chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA*, « Capitaux propres », du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – Constatation et mesure », du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » et du chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, « Couverture ». Ces nouveaux chapitres du *Manuel*, 3855, 3861 et 3865, établissent l'ensemble des exigences relatives à la constatation et à la mesure des instruments financiers ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

En outre, le chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA* établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu. Le résultat étendu s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé selon les principes comptables généralement reconnus. Un nouvel état financier a donc été présenté conformément aux nouvelles exigences du chapitre 1530.

Le chapitre 3251 établit les normes de présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres pour la période et requiert que la Société présente de façon distincte les différentes composantes des capitaux propres et les modifications apportées à celles-ci provenant : (i) du bénéfice net; (ii) des autres éléments du résultat étendu; (iii) des autres modifications aux bénéfices non répartis; (iv) des modifications au surplus d'apport et (v) des modifications au capital-actions. Un état consolidé des modifications apportées aux capitaux propres des actionnaires est présenté dans les états financiers consolidés.

Aux termes des nouvelles normes, tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Au moment de la reconnaissance initiale, tous les actifs et passifs financiers sont inscrits à leur juste valeur. Ultérieurement, tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inscrits au bilan consolidé et ils sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement. L'évaluation ultérieure et la constatation des variations de la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments.

Les placements détenus à des fins de transaction sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Aux termes de ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à la juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, mais comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans le résultat, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer, en bonne et due forme, l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture. La Société a choisi de revoir tous les contrats en vigueur ou tous ceux qui sont entrés en vigueur après le 1^{er} janvier 2003, pour assurer la comptabilisation distincte des instruments financiers incorporés dans des contrats, eux-mêmes à la juste valeur.

Par suite de l'adoption de ces normes, la Société a classé ses débiteurs et autres sommes à recevoir à titre de prêts et créances. La Société a également inscrit ses placements à long terme à titre d'actifs financiers disponibles à la vente et ses créateurs et charges à payer, la retenue sur garantie à payer et sa dette à long terme au titre d'autres passifs financiers. Au 1^{er} janvier 2007, l'effet de ces modifications de conventions comptables est inclus comme une augmentation de 0,3 million de dollars du solde d'ouverture du déficit, déduction faite d'une charge d'impôt de 0,1 million de dollars et une augmentation d'un montant nominal au compte « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Des frais de financement différés de 0,04 million de dollars se rapportant à la dette à long terme en date du 1^{er} janvier 2007 auparavant constatés dans le poste « frais de financement reportés » ont été reclassés dans la dette à long terme au bilan consolidé. L'adoption de ces nouvelles conventions a également entraîné le reclassement d'un montant de 0,3 million de dollars auparavant enregistré dans le poste « Écart de conversion cumulatif » au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ».

Adoption de nouvelles normes comptables

Au 1^{er} janvier 2008, la Société adoptera les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Information à fournir concernant le capital », du chapitre 3862, « Instruments financiers – Informations à fournir », et du chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Le chapitre 1535 établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 et ces normes sont améliorées et élargies afin de constituer un complément aux modifications adoptées en 2007. Les normes de ces chapitres ne portent que sur les renseignements à fournir et sur la présentation de ceux-ci et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société n'a pas encore évalué l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

RAPPORT DE GESTION

Perspectives

La croissance de nos activités est basée sur trois principaux facteurs.

En premier lieu, les tendances favorables régissant présentement notre industrie procure un environnement favorable à la continuité de nos projets misant sur la croissance organique.

Deuxièmement, l'agrandissement de nos trois sites en 2006 et 2007 a renforcé notre capacité à enregistrer une croissance organique soutenue et à améliorer nos marges opérationnelles et ce, de pair, avec l'augmentation de notre masse critique. Cette masse critique est d'autant plus importante que les activités d'une ORC nécessitent des coûts fixes élevés. Alors que la Société augmente la taille de chacun de ses sites, des bénéfices importants devraient en résulter, incluant notamment la réduction du point mort en raison d'un meilleur ordonnancement. Nos résultats demeureront toutefois influencés par la volatilité liée à la nature de nos activités et aux délais qui s'y rattachent et ce, pendant tout le temps que dureront nos projets d'agrandissement. Le quatrième trimestre de l'exercice 2007 a démontré l'impact que pouvait provoquer la baisse de produits découlant du délai de certaines études. Au fur et à mesure que nous augmentons la taille de nos sites, ceux-ci seront plus flexibles et dégageront de meilleures marges opérationnelles. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons annoncé une nouvelle phase d'agrandissement de nos installations canadiennes, un projet qui permettra de doubler la superficie de nos installations (pour une superficie totale de 170 000 pieds carrés). Ces travaux, que nous prévoyons compléter vers la fin de 2008, multiplieront par trois fois notre capacité de générer des produits lorsque ces installations seront toutes équipées. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, alors que l'agrandissement de notre site hongrois se terminait, nous avons entrepris une réorganisation corporative dans le but d'assurer à ce site le personnel nécessaire à sa croissance organique et à l'accroissement de sa clientèle au cours des trimestres à venir. Nous croyons que ces changements auront un impact significatif sur nos résultats, tel qu'il s'est produit au Canada à la suite de la réorganisation complétée au premier trimestre de 2007. Toutefois, les bénéfices concrets de cette réorganisation ne se refléteront dans nos résultats qu'au deuxième semestre de 2008. Nous devrions toutefois voir des signes précurseurs de ce redressement dès la fin du premier trimestre.

En dernier lieu, nous poursuivons nos efforts en vue d'identifier des opportunités d'acquisition cadrant stratégiquement avec notre plate-forme mondiale, lesquelles permettraient d'élargir notre couverture géographique ou notre gamme de services. Prenant en considération ce qui précède, nous sommes très confiants que notre taux de croissance dépassera celui de notre industrie estimé à 15 %, ce qui nous permettra de retrouver en cours d'exercice notre rentabilité financière historique.

Facteurs de risque

L'achat d'actions ordinaires de la Société implique un nombre de risques qui devraient être considérés par les acheteurs, notamment :

Une réduction des budgets de recherche et développement des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Nos clients incluent des chercheurs au sein de sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. Notre capacité de continuer à croître et à obtenir de nouveaux contrats dépend en grande partie de la capacité et de la volonté des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie de continuer à investir dans la recherche et développement. Des fluctuations des budgets de recherche et développement de ces chercheurs et de leurs organismes pourraient avoir une incidence importante sur la demande de nos services. Les budgets de recherche et développement fluctuent en raison des variations des ressources disponibles, des priorités de dépenses, des politiques budgétaires institutionnelles ainsi que des fusions de sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. Nos activités pourraient être touchées défavorablement par une diminution importante des dépenses en recherche et développement en sciences biologiques par les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. De façon similaire, des facteurs économiques et des tendances sectorielles qui touchent nos clients dans ces secteurs, y compris les conditions de la conjoncture de financement en biotechnologie et la vigueur des marchés financiers, ont également une incidence sur nos activités.

La tendance à l'impartition des activités aux étapes précliniques de la découverte et de la mise au point de médicaments peut décroître, ce qui ralentirait notre croissance.

Au cours des dernières années, nos activités ont connu une croissance considérable, en partie sous l'effet de l'augmentation de l'impartition des activités de soutien à la recherche préclinique par des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. Nous estimons que les sociétés de mise au point de médicaments, pharmaceutiques et de biotechnologie décident d'impartir une partie ou l'ensemble de ces activités en raison des investissements considérables qu'elles exigent au chapitre des installations et du personnel. Ce faisant, ces sociétés peuvent concentrer leurs ressources sur la découverte de médicaments. Même si les analystes du secteur s'attendent à ce que la tendance à l'impartition continue au cours des prochaines années, une diminution de l'activité d'impartition des services précliniques pourrait se solder par une baisse du taux de croissance de nos ventes et avoir une incidence défavorable sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Des modifications de la réglementation gouvernementale ou des pratiques liées aux secteurs pharmaceutiques ou de biotechnologie, notamment une réforme éventuelle en matière de soins de santé, pourraient réduire le besoin des services que nous fournissons.

Les organismes gouvernementaux dans le monde réglementent rigoureusement le processus de mise au point de médicaments. Notre activité consiste à aider les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie, entre autres, à effectuer le travail exigé en vue de la présentation de nouveaux médicaments aux organismes de réglementation. Des modifications de la réglementation, telles qu'un assouplissement des exigences réglementaires ou l'adoption de procédures simplifiées visant l'approbation des médicaments, ou un accroissement des exigences réglementaires que nous pouvons difficilement satisfaire ou qui rendent nos services moins concurrentiels, pourraient éliminer ou réduire sensiblement la demande de nos services.

L'accroissement des coûts liés aux soins de santé pourrait donner lieu à une réforme à ce chapitre. Nous ne pouvons prédire quelles propositions législatives seront adoptées à l'avenir, ni même s'il y en aura. L'entrée en vigueur d'une législation en matière de réforme des soins de santé qui réglemente les coûts des médicaments pourrait limiter les profits qui peuvent être tirés de la mise au point de nouveaux médicaments, ce qui aurait un effet défavorable sur les dépenses en recherche et développement par les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie et réduirait de ce fait les occasions d'affaires qui se présentent à nous. En outre, une nouvelle législation ou réglementation pourrait créer un risque de responsabilité, augmenter nos coûts ou limiter les services que nous offrons.

Tout manquement de notre part à la réglementation en vigueur pourrait nuire à notre réputation et à nos résultats d'exploitation.

Tout manquement de notre part à la réglementation en vigueur pourrait entraîner l'arrêt des recherches en cours ou le rejet des données nécessaires à une présentation aux organismes de réglementation. Nous pourrions également être interdits de fournir des services précliniques à l'avenir ou être passibles d'une amende. En outre, nous pourrions devoir répéter des recherches ou refaire des essais. Nous pourrions être tenus contractuellement de prendre une telle mesure sans frais additionnels pour le client, mais moyennant des frais considérables pour nous. Ces conséquences pourraient nuire à notre réputation, à nos perspectives d'avenir, à nos produits et à nos marges bénéficiaires brutes.

Toute perturbation de notre approvisionnement en modèles animaux pourrait causer des retards dans nos études, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation.

Certains des modèles animaux que nous utilisons dans nos études sont fournis par des sociétés qui nous font concurrence ou par des fournisseurs uniques dans les pays où se trouvent nos installations. Dans l'éventualité d'une réduction ou d'une interruption de l'approvisionnement, nous pourrions devoir retarder ou reporter des études et nos produits et nos résultats d'exploitation en souffriraient. En outre, certains de nos clients pourraient décider de choisir un organisme de recherche contractuelle concurrent et nous pourrions perdre notre part du marché.

RAPPORT DE GESTION

Nous exerçons nos activités sur un marché très concurrentiel et si nous ne parvenons pas à en relever les défis, nos activités pourraient en souffrir.

Nous faisons concurrence à d'autres ORC. Ces concurrents incluent de grands ORC préclinique établis et à services complets, notamment Charles River Laboratories International, Inc., Covance Inc. et Huntingdon Life Sciences, division de Life Sciences Research, Inc., ainsi que d'autres sociétés qui offrent des services de recherche préclinique. Nous faisons également concurrence à de petites sociétés à marché spécialisé exerçant leurs activités dans nos marchés locaux ou dans des secteurs précis. Certains de nos concurrents disposent de plus capitaux et d'autres ressources que nous à l'heure actuelle. En raison des pressions concurrentielles et des possibilités d'économies d'échelle, l'industrie continue à se consolider. Cette tendance, de même que la tendance des sociétés pharmaceutiques et d'autres clients à limiter l'impartition à un nombre moindre d'entreprises, dans certains cas par voie de relations avec des fournisseurs privilégiés, est susceptible d'entraîner une augmentation de la concurrence mondiale entre les grands ORC à l'égard des clients et des candidats à l'acquisition. Nous ne sommes pas fournisseurs de services de recherche clinique et par conséquent, notre accès à certains clients éventuels pourrait être réduit en raison de contrats de fournisseurs privilégiés conclus avec des ORC qui nous font concurrence et qui offrent des services de recherche clinique.

En outre, le secteur des ORC a attiré l'attention du milieu financier, et l'augmentation éventuelle des ressources financières est susceptible de faire augmenter la concurrence entre les ORC. Nous menons des activités concurrentielles au sein de notre secteur en continuant à miser sur la qualité de nos services, à maintenir notre expertise en thérapeutique et en investissant dans notre système de gestion de la qualité.

Le secteur des ORC se caractérise actuellement par une augmentation importante de la demande des services précliniques. Même si cette augmentation a été avantageuse pour nos marges bénéficiaires brutes, la possibilité que nos concurrents exercent une pression accrue sur les prix au fur et à mesure que l'industrie s'ajuste à la demande de capacité de laboratoire peut nous obliger à réduire les prix de certains de nos services, ce qui se solderait par des marges bénéficiaires brutes moins élevées sur ces services.

Notre exposition aux fluctuations du taux de change pourrait avoir un incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation.

La plupart de nos produits proviennent d'activités d'exploitation à l'extérieur du Canada, principalement de nos activités d'exploitation en Hongrie et au Danemark, où des montants élevés de produits d'exploitation et de dépenses sont inscrits en monnaie nationale (non canadienne). Nos états financiers sont présentés en dollars canadiens. Par conséquent, les fluctuations du taux de change, particulièrement entre l'euro, les monnaies liées à l'euro, le dollar américain et le dollar canadien, entraîneront des variations de nos résultats financiers déclarés, lesquelles pourraient être importantes. En outre, certains des contrats que nous avons conclus avec des clients étrangers sont libellés en monnaie autre que la monnaie dans laquelle nous engageons des dépenses liées à ces contrats. Il en est particulièrement ainsi à l'égard de nos activités d'exploitation canadiennes, où certains contrats prévoient la facturation des clients en dollars américains, mais où nos dépenses sont généralement engagées en dollars canadiens. Lorsque des dépenses sont engagées en monnaies autres que celles qui ont servi à la fixation des prix dans les contrats, les fluctuations de la valeur relative de ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos marges bénéficiaires.

Les circonstances indépendantes de notre volonté pourraient nuire à la réputation du secteur des ORC ou faire du tort au secteur des ORC de manière à réduire, à l'échelle du secteur, la demande des services des ORC, ce qui pourrait nuire à nos activités.

La demande de nos services peut être touchée par les perceptions de nos clients concernant le secteur des ORC dans son ensemble. Par exemple, d'autres ORC pourraient adopter un comportement qui pourrait réduire la propension de nos clients à faire affaire avec nous ou avec des ORC. Bien qu'à ce jour il ne soit encore survenu aucun événement portant préjudice à l'échelle de l'industrie au secteur des ORC ou à sa réputation, un ou plusieurs ORC pourraient commettre ou ne pas constater des méfaits, tels que la surveillance inadéquate des installations, la production de bases de données ou d'analyses inexactes, la falsification des dossiers patients, des travaux de laboratoire inachevés, ou pourraient prendre d'autres mesures qui pourraient ébranler la confiance que nos clients ont dans le secteur des ORC. Par conséquent, la propension des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie à impartir les services de recherche et développement à des ORC pourraient diminuer et nos activités pourraient subir des préjudices importants liés à des événements indépendants de notre volonté.

Nous comptons sur un personnel clé et pourrions ne pas être en mesure de conserver ces employés ou de recruter d'autres personnes compétentes, ce qui pourrait nuire à nos activités.

Notre succès est tributaire en grande partie des services continus des membres de notre haute direction, d'autres membres de la direction et de nos vétérinaires et scientifiques agréés. Notre équipe de direction actuellement en fonction a beaucoup d'expérience en administration d'un ORC. Si l'un ou plusieurs des membres de notre équipe de haute direction ou de nos scientifiques clés n'étaient pas en mesure de continuer à exercer leurs fonctions actuelles ou n'y étaient pas disposés, il serait difficile de combler ces postes vacants, ce qui pourrait nuire à nos activités.

En raison de la nature scientifique spécialisée de nos activités, nous sommes très dépendants des compétences du personnel scientifique, technique et de direction. Bien que nous ayons d'excellents antécédents de rétention des employés, il y a encore une forte concurrence en ce qui concerne le personnel compétent dans le secteur des ORC, ainsi que dans les domaines pharmaceutique et de biotechnologie. Par conséquent, nous pourrions ne pas être en mesure d'attirer et de conserver le personnel compétent nécessaire à l'expansion de nos activités. La perte des services du personnel en fonction, ainsi que l'incapacité de recruter d'autre personnel clé scientifique, technique et de direction en temps voulu, pourrait nuire à nos activités.

Les actes des défenseurs des droits des animaux peuvent avoir une incidence sur nos activités.

Dans le cadre de nos services précliniques, nous utilisons des animaux pour les essais d'innocuité et d'efficacité des médicaments. Ces activités sont exigées pour la mise au point de médicaments en vertu des régimes réglementaires au Canada, aux États-Unis, en Europe, au Japon et dans d'autres pays. Des actes, notamment des actes de vandalisme par les défenseurs des droits des animaux qui contestent l'utilisation des animaux dans la mise au point de médicaments, ou toute attention négative ou menace dirigée contre nos activités de recherche sur les animaux à l'avenir pourraient nuire à notre capacité d'exploiter nos activités de manière efficace. En outre, nos activités pourraient être touchées de façon défavorable si les organismes de réglementation devaient imposer une réduction importante des procédures d'essais d'innocuité qui ont recours à des animaux de laboratoire (ce que certains groupes ont préconisé).

De nouvelles technologies pourraient être mises au point et validées et leur utilisation accrue pourrait réduire la demande de certains de nos services.

Pendant de nombreuses années, des groupes au sein des milieux scientifique et de recherche ont tenté d'élaborer des modèles, des méthodes et des systèmes qui remplaceraient ou complèteraient l'utilisation d'animaux vivants qui servent de sujets d'expérience. Les sociétés ont élaboré plusieurs techniques bien fondées sur le plan scientifique. D'autres méthodes de recherche pourraient décroître le besoin des modèles de recherche, et nous pourrions ne pas être en mesure d'offrir de nouveaux services avec efficacité ou en temps voulu pour remplacer les ventes perdues.

RAPPORT DE GESTION

Nos services sont assujettis à des normes industrielles évolutives et à une technologie en pleine mutation.

Les marchés pour nos services se caractérisent par une technologie en pleine mutation, des normes industrielles évolutives et l'offre fréquente de services nouveaux et améliorés. Pour réussir, nous devons continuer à offrir de nouveaux services en temps voulu et de façon rentable pour répondre aux exigences évolutives de la clientèle, tout en faisant accepter ces services par le marché. En outre, nous devons continuer d'améliorer nos services actuels et d'assurer l'intégration de nouveaux services à ceux qui sont déjà offerts. Nous devons absolument faire face aux normes industrielles émergentes et à d'autres changements technologiques. Si nous ne veillons pas au perfectionnement nécessaire de notre activité, de nos systèmes et de nos services pour ne pas nous laisser dépasser par des normes industrielles évolutives, nos activités pourraient en souffrir.

Nos contrats sont généralement résiliables à court préavis ou sans préavis. La résiliation d'un contrat important ou de contrats multiples pourrait avoir une incidence défavorable sur nos produits et notre rentabilité.

La plupart de nos contrats peuvent être résiliés sans motif, à court préavis ou sans préavis. Les clients résilient ou retardent des contrats pour diverses raisons. Certains de nos clients ont résilié ou annulé des contrats dans le cours normal des activités.

La perte ou le retard d'un programme ou d'un contrat important ou la perte ou le retard de multiples petits contrats pourrait nuire à nos activités étant donné que ces résiliations pourraient abaisser le niveau d'utilisation de notre effectif, ce qui diminuerait notre rentabilité. En outre, le caractère résiliable de nos contrats exerce une pression accrue sur nos efforts en matière de contrôle de la qualité, puisque nos contrats peuvent être résiliés par des clients en raison d'un mauvais rendement, ce qui, de surcroît, pourrait avoir une incidence sur notre capacité d'obtenir des contrats à l'avenir auprès des clients concernés et, éventuellement, d'autres parmi les sociétés qui font la promotion d'essais. Étant donné que les contrats inclus dans notre carnet de commandes sont généralement résiliables sans motif, nous sommes d'avis que notre carnet de commandes à une date donnée n'est pas nécessairement un indicateur significatif de résultats futurs.

Nos contrats sont généralement des contrats à forfait. Des prix sous la normale et des dépassements de coûts importants pourraient avoir une incidence défavorable sur nos produits et notre rentabilité.

La plupart de nos contrats sont des contrats à forfait. Si nous n'établissons pas adéquatement les prix de nos contrats ou si nous accusons des dépassements importants de coûts, nos marges bénéficiaires brutes liées aux contrats seraient réduites. Nous pourrions devoir engager des ressources imprévues pour achever des projets, tirant ainsi des marges bénéficiaires brutes moindres de ces projets.

Nos résultats d'exploitation trimestriels pourraient varier, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur le cours de nos actions ordinaires.

Nos résultats d'exploitation trimestriels peuvent varier de trimestre en trimestre et sont tributaires de facteurs tels que le nombre et l'importance des engagements continus de notre clientèle, le début, le report, la conclusion ou l'annulation de contrats de clients au cours du trimestre, des modifications de notre gamme de services, la mesure des dépassements de coûts, les périodes de vacances de nos clients, les cycles budgétaires de nos clients et les fluctuations du taux de change. Nous sommes d'avis que les résultats d'exploitation d'un trimestre particulier ne sont pas nécessairement une indication significative de résultats futurs. Néanmoins, des fluctuations de nos résultats d'exploitation trimestriels pourraient avoir une incidence négative sur le cours de nos actions ordinaires.

Les services de recherche contractuelle comportent un risque de responsabilité.

À titre d'ORC, nous faisons face à de nombreux cas de responsabilité éventuelle en assurant la prestation de travaux d'essais de mise au point de médicaments. Ces cas incluent les suivants :

- le risque que des animaux dans nos installations soient infectés par des maladies qui pourraient être délétères et même létales pour eux et des humains en dépit de mesures préventives prévues par nos politiques d'entrepris en matière de quarantaine et de manieient d'animaux importés;
- les erreurs et les omissions au cours d'un essai qui pourraient compromettre l'utilité d'un essai ou des données provenant de l'essai.

Nous atténuons ces risques du mieux que nous pouvons en suivant diverses exigences réglementaires et en ayant recours à notre régime d'expérimentation sur les animaux, à la quarantaine et à la vigilance de notre personnel vétérinaire, au moyen desquels nous cherchons à contrôler l'exposition à des maladies ou à des infections liées aux animaux. Néanmoins, il est impossible d'éradiquer entièrement ces risques.

Nous estimons que notre risque de responsabilité à cet égard est généralement réduit par des dispositions contractuelles nous donnant le droit d'être indemnisé ou limitant notre responsabilité et par les assurances souscrites par nos clients, les chercheurs et par nous.

Les indemnisations contractuelles ne nous protègent généralement pas contre la responsabilité découlant de certains de nos actes, tels que la négligence ou l'inconduite. Nous pourrions être touchés de façon importante et défavorable si nous étions tenus de payer des dommages-intérêts ou d'assumer les coûts de contestation d'une réclamation qui n'est pas visée par une disposition d'indemnisation contractuelle ou qui dépasse le niveau de risque assuré ou si une partie doit nous indemniser et qu'elle ne s'acquitte pas de ses obligations d'indemnisation. En outre, rien ne garantit que nous serons en mesure de maintenir notre assurance selon des modalités que nous jugeons acceptables.

Nos activités dépendent en grande mesure de l'efficacité continue de notre infrastructure de technologies de l'information, et la défaillance de ces technologies pourrait nuire à notre exploitation.

Pour demeurer concurrentiel au sein de notre secteur, nous devons employer des technologies de l'information qui saisissent, gèrent et analysent d'importants flux de données produits durant nos essais précliniques conformément aux exigences réglementaires. En outre, étant donné que nous assurons la prestation de services à l'échelle mondiale, nous comptons énormément sur ces technologies pour nous permettre d'effectuer des études simultanées et un partage des tâches entre les installations. À l'instar de toutes technologies de l'information, notre système est vulnérable à d'éventuels dégâts ou interruptions causés par des incendies, des pannes d'électricité ou de télécommunications et d'autres événements imprévus, ainsi qu'au piratage informatique, au sabotage ou à des actes de vandalisme intentionnels. Étant donné la grande dépendance de nos activités envers ces technologies, toute interruption importante ou perte de données qui n'est pas corrigée ou évitée par nos mesures de secours informatique pourrait nuire à nos activités.

Nous sommes exposés à certains risques liés à nos activités d'exploitation internationales.

Nous avons des bureaux et exerçons des activités dans trois pays. Les produits tirés de nos activités d'exploitation non canadiennes ont représenté 59 % de nos produits d'exploitation totaux en 2007, 70 % de nos produits d'exploitation totaux en 2006. Certains risques sont inhérents à ces activités d'exploitation internationales.

RAPPORT DE GESTION

Les risques liés à nos activités d'exploitation internationales que nous affrontons dans le cours normal des activités incluent les suivants :

- les taux d'imposition dans certains pays étrangers peuvent dépasser ceux du Canada, et le bénéfice réalisé à l'étranger peut être assujéti à des exigences de retenue d'impôt ou à l'imposition de tarifs, au contrôle des changes ou à d'autres restrictions, notamment des restrictions sur le rapatriement;
- les risques liés à l'établissement des prix de cession interne;
- les clients étrangers peuvent suivre des cycles de paiement plus longs que ceux des clients au Canada;
- les restrictions éventuelles apportées au commerce et le contrôle des changes;
- une réglementation stricte en matière de travail;
- la conjoncture économique et politique générale des marchés au sein desquels nous exerçons nos activités;
- la difficulté de se conformer à une variété de lois et de règlements étrangers;
- la difficulté de faire exécuter des conventions et de percevoir des comptes débiteurs dans le cadre de certains systèmes juridiques étrangers;
- les difficultés liées à la gestion d'une entreprise exerçant ses activités dans de nombreux pays.

Bien que nous n'ayons eu aucun problème d'importance jusqu'à ce jour dans le cadre de l'acquisition ou de l'exploitation de nos entités étrangères, nous pourrions à l'avenir faire face à certaines restrictions inhérentes dans la conduite de nos essais de mise au point préclinique à l'échelle internationale, y compris la difficulté à établir des communications efficaces, à exercer des activités dans différents fuseaux horaires et à faire face à une technologie incompatible.

Au fur et à mesure que nos activités continuent de prendre de l'expansion à l'échelle mondiale, notre succès sera tributaire, en partie, de notre capacité de prévoir et de gérer efficacement ces risques et d'autres risques liés à l'exploitation à l'étranger. Nous ne pouvons garantir que ces facteurs ou d'autres facteurs n'auront pas une incidence défavorable importante sur nos activités d'exploitation internationales, nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation dans leur ensemble.

Des modifications de la législation fiscale au Canada pourraient nous toucher défavorablement.

Nous exerçons un grand nombre d'activités d'exploitation au Canada qui bénéficient actuellement d'arrangements favorables en matière d'impôt des sociétés. Nous recevons d'importants crédits d'impôt au Canada du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement du Québec. Une réduction de la disponibilité ou du montant de ces crédits ou abattements d'impôt serait susceptible d'avoir un effet défavorable important sur les profits et le flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation canadiennes et sur notre taux d'imposition effectif.

Notre incapacité à gérer efficacement notre croissance pourrait nuire à nos activités.

Nous avons connu une croissance rapide tout au long de notre exploitation. Nous sommes d'avis que les ressources d'exploitation, humaines et financières sont mises à épreuve dans le cadre d'une croissance soutenue. Pour gérer notre croissance, nous devons continuer à améliorer nos systèmes d'exploitation et d'administration et à attirer et à conserver un personnel compétent de direction, professionnel, scientifique et d'exploitation technique. Nous estimons que le maintien et l'amélioration de nos systèmes et la conservation et le perfectionnement de notre personnel moyennant des frais raisonnables contribuent à notre succès dans le secteur des ORC. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'améliorer notre technologie ou d'accéder à une nouvelle technologie qui permettra à nos systèmes de suivre la dynamique et les besoins perfectionnés de nos clients. La nature et le rythme de notre croissance comportent des risques liés au contrôle de la qualité et à l'insatisfaction des clients en raison de retards d'exécution ou d'autres problèmes. Le défaut de gérer efficacement la croissance pourrait avoir un effet défavorable sur nous.

Notre incapacité à intégrer avec succès des acquisitions futures pourrait nuire à nos activités.

Nous pouvons, dans le cours de nos activités, repérer et examiner des candidats à l'acquisition éventuelle et étudier des acquisitions éventuelles et des opérations de regroupement d'entreprises avec d'autres parties et, à l'occasion, nous pouvons faire des acquisitions stratégiques. Les acquisitions comportent de nombreux risques, y compris les dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition, les difficultés à assimiler les activités d'exploitation, le détournement de l'attention de la direction d'autres préoccupations commerciales et la perte éventuelle d'employés clés de la société acquise. Les acquisitions de sociétés étrangères comportent des risques additionnels d'assimilation des différences de pratiques commerciales étrangères, d'embauche et de conservation de personnel compétent et les barrières linguistiques à surmonter. Il est également possible qu'au moment d'acquisitions futures, les problèmes de l'entité acquise deviennent les nôtres. Même si aucune acquisition antérieure n'a entraîné d'importants problèmes d'intégration, nous pourrions avoir à faire face à ce genre de questions. Rien ne garantit que nous réussirons à intégrer des acquisitions futures dans nos activités d'exploitation, que nous serons en mesure de réaliser ces opérations ou de les réaliser selon des conditions financières favorables.

Nous fournissons des services à des sociétés émergentes qui pourraient ne pas être en mesure de nous payer.

Nous engageons des coûts dans la prestation de services de mise au point de médicaments à nos clients avant d'être payés. Nous fournissons des services de mise au point de médicaments à des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie, dont un bon nombre sont des sociétés en phase de démarrage disposant de ressources financières relativement limitées. Si l'une de ces sociétés devait cesser son exploitation avant de nous payer en contrepartie de nos services, ou n'était par ailleurs pas en mesure de nous payer, nos résultats d'exploitation en souffriraient.

La contamination au sein de nos populations animales pourrait compromettre nos recherches et nuire à notre réputation.

Nos modèles de recherche doivent être exempts de certains agents infectieux, tels que certains virus et certaines bactéries, étant donné que la présence de ces contaminants pourrait fausser ou compromettre la qualité des résultats de recherche et pourrait nuire à la santé des humains ou des animaux. La présence de ces agents infectieux dans le cadre de nos activités d'exploitation de services pourrait perturber nos services précliniques et nuire à notre réputation.

Les contaminations nous exposent à des risques au titre desquels les clients demanderont des dommages-intérêts au-delà de nos exigences d'indemnisation contractuelles. Ces contaminations sont imprévues et difficiles à prédire et pourraient nuire à nos résultats financiers. Nous avons effectué d'importantes dépenses en immobilisations conçues pour renforcer notre biosécurité et avons grandement amélioré nos procédures d'exploitation visant à nous protéger contre ces contaminations, toutefois, des contaminations peuvent encore survenir.

RAPPORT DE GESTION

Si nous engageons notre responsabilité en raison d'une contamination causée par des matières dangereuses, nos activités pourraient en souffrir.

Certaines de nos activités sont fondées et pourraient continuer à être fondées sur l'utilisation contrôlée de matières dangereuses et la création de substances ou de déchets dangereux, y compris des déchets de laboratoires médicaux et d'autres substances très réglementées. Même si nous estimons que nos consignes de sécurité visant l'élimination de ces matières respectent les normes prescrites par la législation et la réglementation locales en matière d'environnement, nos activités d'exploitation constituent néanmoins un risque de contamination accidentelle ou de blessure causée par ces matières.

Dans l'éventualité où un tel accident se produirait, nous pourrions être tenus responsables des dommages-intérêts et des frais de nettoyage, ce qui, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par une assurance ou une disposition d'indemnisation en vigueur, pourrait nuire à nos activités. En outre, d'autres incidences défavorables pourraient découler de cette responsabilité, y compris une atteinte à notre réputation entraînant la perte d'une certaine partie de notre clientèle. Toute obligation pour nous de payer des dommages-intérêts au-delà du niveau d'une assurance donnée qui pourrait être en vigueur pourrait nuire de façon importante à nos activités. À ce jour, nous n'avons fait l'objet d'aucune enquête ou réclamation liée à l'utilisation contrôlée de matières dangereuses ou à la création de substances ou de déchets dangereux.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés qui figurent dans le présent rapport de gestion peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la réglementation sur les valeurs mobilières du Canada. Ces énoncés sont assujettis à des risques, incertitudes et hypothèses importants. Les énoncés prospectifs comprennent notamment de l'information sur nos objectifs et sur les stratégies visant à atteindre ces objectifs, en plus de renseignements sur nos opinions, nos plans, nos attentes, nos anticipations, nos estimations et les intentions. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ayant une connotation prospective, tels que « peut », « fera », « s'attend à », « prévoit », « a l'intention de », « estime », « anticipe », « planifie », « croit », « continue », de la forme négative de ces expressions ou des variantes de celles-ci ou de termes semblables. Le lecteur est invité à consulter les documents que nous avons déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières ainsi que la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, qui commence à la page 23, s'il souhaite obtenir une analyse des divers facteurs pouvant influencer sur nos résultats futurs. Les facteurs et les hypothèses d'envergure qui ont été appliqués afin de tirer une conclusion ou faire une prévision ou une projection, sont également présentés dans le présent document.

Les résultats ou les événements anticipés dans de tels énoncés prospectifs pourraient différer considérablement des résultats ou des événements réels. Les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement des conclusions, hypothèses ou projections reflétées dans ces énoncés prospectifs comprennent notamment :

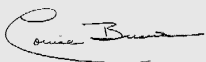
- Des facteurs économiques généraux, tels les taux de change, le prix des marchandises et d'autres facteurs sur lesquels nous n'avons aucun contrôle;
- L'incidence de la conjoncture économique, les tendances du secteur et d'autres facteurs externes ou d'ordre politique pouvant toucher les pays où nous exerçons nos activités;
- L'intensité de la concurrence;
- Perturbation de notre approvisionnement en modèles animaux;
- Des changements aux lois et règlements régissant l'environnement, les taxes et les impôts, le commerce et à d'autres lois et règlements;
- Notre habileté à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans;
- Changements dans les technologies et les normes de l'industrie;
- Notre capacité d'attirer et de fidéliser les employés clés;
- Notre grande dépendance à l'égard des systèmes informatisés;
- Les modifications de conventions et d'estimations comptables; et
- L'interruption des activités, de mauvaises conditions météorologiques, des catastrophes naturelles et d'autres événements imprévisibles.

Le rendement et les résultats financiers réels de la Société dans des périodes futures pourraient donc différer de façon importante de toute estimation ou projection à l'égard du rendement ou des résultats futurs exprimés, expressément ou implicitement, dans de tels énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence sur les activités de la Société des opérations ou des éléments non récurrents ou particuliers annoncés ou qui se produiront après le dépôt des états financiers. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions ou d'autres opérations de la Société, de la perte de valeur d'un actif ou d'autres charges annoncées ou qui sont constatées après la formulation des énoncés prospectifs. L'incidence financière de telles opérations et d'éléments non récurrents ou inhabituels peut s'avérer complexe et dépend nécessairement des faits particuliers à chacun d'eux.

Même si nous sommes d'avis que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne peut garantir qu'elles se concrétiseront. De plus, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport ont été faits en date de ce dernier, et nous ne nous engageons nullement à les mettre à jour publiquement ni à les réviser en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf en vertu de lois ou de règlements. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport sont présentés sous réserve expresse de cette mise en garde.

D'autres renseignements se rapportant à la Société se trouvent sur le site Web de SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

Au nom de la direction,



Louise Bussières, CA
Vice-présidente, Finances et Secrétaire
Laval (Québec) Canada
Le 6 mars 2008

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers ci-joints ont été préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Société. La direction est responsable de l'information et des observations contenues dans ces états financiers ainsi que dans d'autres sections de ce rapport annuel. Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Au cours de la préparation de ces états financiers consolidés, la direction choisit les principes comptables appropriés, pose les jugements et fait les estimations qu'elle juge nécessaires pour rapporter les événements et les opérations tels qu'ils se produisent. La direction détermine les sommes sur une base raisonnable pour s'assurer que les états financiers soient présentés de manière juste en tous points. Les renseignements financiers figurant dans ce rapport annuel sont préparés de manière à se conformer à ceux contenus dans les états financiers.

Afin d'aider la direction à s'acquitter de ces responsabilités, la Société maintient un système de contrôles internes qui vise à offrir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé, que les transactions sont dûment autorisées par la direction et que les dossiers financiers sont tenus de manière à produire des états financiers précis et fiables.

Les actionnaires de la Société ont nommé KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. comme vérificateurs externes de la Société. À ce titre, les vérificateurs examinent de manière indépendante le système de contrôles internes et font les essais nécessaires, quant aux dossiers financiers et aux procédures, pour leur permettre d'émettre leur avis en ce qui a trait à la justesse des états financiers consolidés et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

Le conseil d'administration veille à ce que la direction assume ses responsabilités en matière de rapports financiers et de contrôles internes. Le conseil exerce cette responsabilité par l'entremise d'un comité de vérification composé de trois administrateurs. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin d'examiner les recommandations de vérification et toute question que les vérificateurs croient devoir porter à l'attention du conseil d'administration. Le comité de vérification examine également les états financiers consolidés et recommande au conseil d'administration de les approuver avant leur présentation aux actionnaires.



Luc Mainville, MBA
Chef de la direction
Le 6 mars 2008



Louise Bussières, CA
Vice-présidente, Finances

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié les bilans consolidés de LAB Recherche inc. aux 31 décembre 2007 et 2006, et les états consolidés et détachés combinés des résultats, du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés et détachés combinés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2007 et 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés
Montréal, Canada
Le 5 mars 2008

BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2007 et 2006

| (en milliers de dollars canadiens) | 31 décembre 2007 | 31 décembre 2006 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Actif | | |
| Actif à court terme | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 825 | 8 516 |
| Débiteurs et autres sommes à recevoir (NOTE 5) | 9 450 | 16 661 |
| Travaux en cours | 2 913 | 2 209 |
| Impôts à recouvrer | 1 894 | 268 |
| Charges payées d'avance | 1 361 | 1 104 |
| Impôts futurs (NOTE 16) | 916 | 1 859 |
| | 23 359 | 30 617 |
| Immobilisations corporelles (NOTE 6) | 60 176 | 24 784 |
| Actifs incorporels (NOTE 7) | 2 076 | 2 748 |
| Autres éléments d'actif (NOTE 8) | 3 598 | 2 119 |
| Impôts futurs (NOTE 16) | 3 435 | 3 306 |
| | 92 644 | 63 574 |
| Passif et capitaux propres | | |
| Passif à court terme | | |
| Emprunt bancaire | — | 223 |
| Créditeurs et charges à payer | 11 673 | 9 916 |
| Retenue de garantie à verser | 203 | 913 |
| Produits reportés | 7 949 | 6 194 |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (NOTE 10) | 2 111 | 1 230 |
| Gain reporté sur la vente d'une immobilisation (NOTE 4) | — | 84 |
| Impôts futurs (NOTE 16) | 585 | 692 |
| | 22 521 | 19 252 |
| Loyer reporté à payer | — | 253 |
| Gain reporté sur la vente d'une immobilisation (NOTE 4) | — | 1 501 |
| Dette à long terme (NOTE 10) | 33 825 | 7 586 |
| Impôts futurs (NOTE 16) | 1 924 | 2 039 |
| Capitaux propres | | |
| Capital-actions (NOTE 11 (a)) | 63 753 | 63 672 |
| Surplus d'apport | 682 | 181 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu | (1 186) | (263) |
| Déficit | (28 875) | (30 647) |
| | 34 374 | 32 943 |
| Engagements, éventualités et garanties (NOTE 14) | | |
| Événements postérieurs à la date du bilan (NOTE 23) | 92 644 | 63 574 |

Approuvé au nom du Conseil d'administration



Luc Mainville, administrateur



Stephen R. Farrell, administrateur

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés et détachés combinés.

ÉTATS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS DES RÉSULTATS

31 décembre 2007 et 2006

| | 2007 | 2006 |
|---|---------------|--------|
| (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) | \$ | \$ |
| Produits | 55 108 | 47 706 |
| Charges | | |
| Coûts directs | 35 375 | 28 286 |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 10 017 | 10 335 |
| Rémunération à base d'actions (NOTE 12) | 522 | 216 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 3 428 | 2 249 |
| Amortissement d'actifs incorporels | 517 | 501 |
| Intérêts, montant net | 1 202 | 422 |
| Change | 348 | (395) |
| | 51 409 | 41 614 |
| Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice | 3 699 | 6 092 |
| Charge d'impôts (NOTE 16) | 1 512 | 1 365 |
| Bénéfice net des activités poursuivies | 2 187 | 4 727 |
| Bénéfice net (perte) des activités abandonnées (NOTE 19) | (92) | 208 |
| Bénéfice net | 2 095 | 4 935 |
| Bénéfice par action (NOTE 13) | | |
| De base | | |
| Activités poursuivies | 0,12 | 0,30 |
| Activités abandonnées | — | 0,01 |
| | 0,12 | 0,31 |
| Dilué | | |
| Activités poursuivies | 0,12 | 0,30 |
| Activités abandonnées | (0,01) | 0,01 |
| | 0,11 | 0,31 |

ÉTATS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

31 décembre 2007 et 2006

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|-------|
| (en milliers de dollars canadiens) | \$ | \$ |
| Bénéfice net | 2 095 | 4 935 |
| Gain non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente | 6 | — |
| Rajustement du change sur les opérations des établissements autonomes | (921) | 1 199 |
| Résultat étendu | 1 180 | 6 134 |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés et détachés combinés.

ÉTATS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS DES CAPITAUX PROPRES

31 décembre 2007 et 2006

| | Capital-actions [NOTE 11 (A)] | Surplus d'apport | Cumul des autres éléments du résultat étendu | Déficit | Capitaux propres de l'unité d'exploitation | Total |
|--|----------------------------------|---------------------|--|----------|--|--------|
| (en milliers de dollars canadiens) | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 31 décembre 2005 | — | — | (1 462) | — | 7 337 | 5 875 |
| Bénéfice net | — | — | — | 2 990 | 1 945 | 4 935 |
| Écart de conversion cumulatif | — | — | 1 199 | — | — | 1 199 |
| Cessions de l'actif net provenant d'Akela | — | — | — | — | 3 323 | 3 323 |
| Économie d'impôts sur la cession de l'actif net provenant d'Akela | — | — | — | — | 3 126 | 3 126 |
| Émissions d'actions ordinaires dans le cadre de l'essaimage | 48 101 | — | — | (32 370) | (15 731) | — |
| Rémunération à base d'actions | — | 181 | — | — | — | 181 |
| Émission d'actions ordinaires dans le cadre du premier appel d'offre à l'épargne et frais d'émission d'actions y afférents (déduction faite d'une charge d'impôts de 583 \$) | 15 000 | — | — | (1 267) | — | 13 733 |
| Émission d'actions ordinaires pour services rendus | 571 | — | — | — | — | 571 |
| Solde au 31 décembre 2006 | 63 672 | 181 | (263) | (30 647) | — | 32 943 |
| Modification de conventions comptables (NOTE 3 (m)) | — | — | (8) | (323) | — | (331) |
| Bénéfice net | — | — | — | 2 095 | — | 2 095 |
| Exercice d'options | 81 | (21) | — | — | — | 60 |
| Rajustement du change sur les opérations des établissements autonomes | — | — | (921) | — | — | (921) |
| Rémunération à base d'actions | — | 522 | — | — | — | 522 |
| Gain non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente (NOTE 3 (m)) | — | — | 6 | — | — | 6 |
| Solde au 31 décembre 2007 | 63 753 | 682 | (1 186) | (28 875) | — | 34 374 |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés et détachés combinés.

ÉTATS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

31 décembre 2007 et 2006

| | 2007 | 2006 |
|---|----------|----------|
| (en milliers de dollars canadiens) | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Bénéfice net | 2 095 | 4 935 |
| Bénéfice net provenant des activités abandonnées | 92 | (208) |
| Bénéfice net provenant des activités poursuivies | 2 187 | 4 727 |
| Rajustements pour tenir compte des éléments suivants | | |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 3 428 | 2 249 |
| Amortissement d'actifs incorporels | 517 | 501 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 24 | 3 |
| Gain de change non réalisé | (365) | (98) |
| Rémunération à base d'actions | 522 | 216 |
| Amortissement du gain reporté sur la vente d'une immobilisation | (20) | (86) |
| Loyer reporté à payer | 72 | 216 |
| Impôts futurs | 895 | (1 823) |
| Autres | 29 | 38 |
| Variation nette des actifs et des passifs d'exploitation [NOTE 17 (a)] | (2 875) | 1 351 |
| Montant net des flux de trésorerie provenant des activités abandonnées | 4 414 | 7 294 |
| | 96 | 374 |
| | 4 510 | 7 668 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Produit tiré de l'émission d'actions ordinaires | 60 | 15 000 |
| Frais d'émission d'action | — | (1 850) |
| Produit tiré de l'émission de titres d'emprunt à long terme | 32 157 | 62 |
| Remboursement de la dette à long terme | (3 935) | (2 276) |
| Produit tiré de contrats de location-acquisition | — | 123 |
| Remboursement de contrats de location-acquisition | (541) | (703) |
| Frais de financement | (397) | — |
| Variation des actifs nets non cédés à LAB Canada | — | 3 339 |
| Avances nettes consenties à des sociétés sous contrôle commun | — | (2 897) |
| Produit tiré des facilités de crédit bancaires | — | 223 |
| Remboursement en vertu de facilités de crédit bancaires | (223) | (432) |
| | 27 121 | 10 589 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Paiement de la retenue de garantie | (835) | — |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (32 427) | (6 122) |
| Produits tiré de la vente d'immobilisations corporelles | 17 | 165 |
| Frais engagés pour l'agrandissement du bâtiment canadien à rembourser par le propriétaire | — | (8 500) |
| Emprunt à recevoir | (300) | — |
| Autres | 147 | 691 |
| | (33 398) | (13 766) |
| Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie | 76 | 298 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (1 691) | 4 789 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | 8 516 | 3 727 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice | 6 825 | 8 516 |

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (NOTE 17)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés et détachés combinés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

1. Nature des activités et organisation

LAB Recherche inc. (« LAB Recherche » ou la « Société ») et ses filiales en propriété exclusive, soit LAB Research A/S (« LAB Danemark ») et LAB Research Ltd. (« LAB Hongrie ») fournissent des services de recherche contractuelle non clinique aux marchés pharmaceutique, biotechnologique, agrochimique, pétrochimique et industriel. Le 30 avril 2007, la Société a cessé les opérations de LAB Research International, Inc. (« LAB É.-U. »), sa filiale en propriété exclusive située aux États-Unis. Se référer à la note 19.

LAB Recherche a été constituée le 24 mai 2006 en tant que filiale en propriété exclusive de LAB International Inc., maintenant nommée Akela Pharma inc. (« Akela ») dans le but d'acheter à celle-ci l'entreprise de services de recherche contractuelle préclinique. Par suite d'une série d'opérations conclues les 30 juin 2006 et 27 juillet 2006, LAB Recherche a acheté à Akela la totalité de l'actif et a pris à sa charge le passif de l'entreprise de services de recherche contractuelle préclinique de LAB Recherche pré-clinique international inc. (« LAB Canada ») et la totalité des actions en circulation de LAB Hongrie, de LAB Danemark et de LAB É.-U. (l'« essaimage »). Le 3 août 2006, la Société a mené à terme son premier appel public à l'épargne visant l'émission d'actions ordinaires (« PAPE »).

2. Règles de présentation

A) AVANT LE PAPE

L'état détaché combiné des résultats pour la période précédant le PAPE (3 août 2006) est tiré des dossiers comptables d'Akela à partir des résultats d'exploitation historiques de l'unité d'exploitation qui a été ultérieurement cédée à la Société sur une base détachée et combinée. La direction est d'avis que les hypothèses qui sous-tendent les états financiers historiques combinés et détachés, y compris les répartitions décrites ci-dessous, sont raisonnables. Toutefois, les états financiers historiques ne sont pas nécessairement représentatifs de ce que seront la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie, ni de ce qu'auraient été la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de LAB Recherche si celle-ci avait été une société autonome avant le PAPE. Puisqu'Akela avait toujours une participation dans l'actif et le passif de la Société, tous les actifs et passifs se rapportant à la période antérieure au PAPE ont été enregistrés à la valeur aux livres d'Akela.

Les résultats financiers jusqu'au 3 août 2006 représentent les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie combinés sur une base comptable détachée. Tous les soldes et toutes les opérations inter-sociétés importants ont été annulés.

Avant le 3 août 2006, la Société fonctionnait en tant qu'unité d'exploitation d'Akela et n'était pas une société autonome. À ce titre, ses états financiers historiques détachés combinés comprennent une répartition des frais du siège social engagés par Akela, comme il est indiqué ci-dessous.

Frais répartis

Les frais répartis représentent essentiellement ceux du siège social pour des éléments tels que l'administration, la comptabilité, les relations avec les investisseurs ainsi que les coûts associés aux systèmes informatiques. Certains de ces frais présentés dans ces états financiers consolidés et détachés combinés représentent une répartition des frais intersociétés et une évaluation faite par la direction des frais reliés aux services rendus par Akela. La direction est d'avis que les répartitions et les évaluations reflètent, à sa connaissance, les dépenses approximatives que la Société aurait dû engager eût-elle été une société autonome au cours des périodes présentées.

Les frais répartis ne sont pas nécessairement représentatifs des coûts qui auraient été engagés si LAB Recherche avait mené ses activités comme une société autonome, ni ne sont représentatifs des coûts qui seront engagés dans le futur. Ces répartitions sont prises en compte dans le poste « frais de vente et frais généraux et administratifs » dans les états consolidés et détachés combinés des résultats.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les frais répartis se sont élevés à néant \$ (665 \$ en 2006). Les frais répartis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 couvre la période jusqu'au 3 août 2006, soit la date du PAPE.

B) APRÈS LE PAPE

Les bilans consolidés aux 31 décembre 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, de même que pour la période allant du 4 août au 31 décembre 2006 (après le PAPE), présentent la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie consolidés de la Société en tant qu'entité autonome. Après le PAPE, qui a eu lieu le 3 août 2006, la Société a exercé ses activités corporatives en puisant dans ses propres ressources ou en ayant recours à des services acquis.

3. Principales conventions comptables

A) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés et détachés combinés comprennent les comptes de LAB Recherche, de LAB Danemark, de LAB Hongrie et de LAB É.-U. Depuis la cessation des opérations de LAB É.-U. en date du 30 avril 2007, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie liés à ces activités abandonnées sont présentés sous la rubrique « Activités abandonnées ». Tous les soldes et opérations intersociétés significatifs ont été supprimés.

B) ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Tous les investissements très liquides dont l'échéance est d'au plus trois mois sont comptabilisés à titre d'équivalents de trésorerie.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

3. Principales conventions comptables (suite)

C) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au prix coûtant. Les immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition sont inscrites à la valeur actualisée des paiements exigibles en vertu du bail. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

| | |
|---|------------------------------------|
| Bâtiments | De 11 à 33 ans |
| Matériel de laboratoire et matériel de laboratoire loué en vertu d'un contrat de location-acquisition | De 5 à 10 ans |
| Matériel informatique et logiciels, et matériel informatique et logiciels loués en vertu d'un contrat de location-acquisition | De 3 à 5 ans |
| Mobilier et matériel de bureau, et mobilier et matériel de bureau loués en vertu d'un contrat de location-acquisition | De 3 à 7 ans |
| Améliorations locatives | Sur la durée du bail de 7 à 20 ans |
| Matériel roulant, et matériel roulant loué en vertu d'un contrat d'un location-acquisition | De 5 à 7 ans |

D) ACTIFS INCORPORELS

Les contrats et relations avec la clientèle sont amortis sur leur durée de vie estimative, soit sept ans.

E) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme, qui se composent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels dont la durée de vie est déterminée, sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est constatée au titre des actifs à long terme lorsque la valeur comptable d'un actif, qui est destiné à être détenu et utilisé, excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie de cet actif. La perte de valeur constatée est calculée comme étant le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif net sur sa juste valeur. La juste valeur correspond à la valeur estimative à laquelle les actifs seraient achetés ou vendus entre parties disposées à conclure une opération. La juste valeur des actifs est établie en mesurant cette valeur par rapport à des informations ou opérations comparables ou en recourant à d'autres méthodes acceptables d'évaluation.

F) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan, aux termes de laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales respectives des actifs et des passifs. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur dans les périodes au cours desquelles les actifs et les passifs d'impôts futurs sont censés être réalisés ou être réglés. La Société constitue une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs lorsqu'elle détermine, à la lumière des renseignements dont elle dispose, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne pourra être réalisée.

Pour la période précédant le PAPE, les impôts sur les bénéfices ont été calculés comme si les établissements de LAB Recherche avaient été des entités légales distinctes assujetties à l'impôt. Les crédits d'impôt à la recherche à recevoir de même que les actifs d'impôts futurs antérieurs au PAPE n'ont pas été cédés à LAB Recherche dans le cadre des opérations mentionnées à la note 1. Toutefois, les états financiers consolidés et détachés combinés au 31 décembre 2006 comprennent l'actif d'impôts futurs lié à l'écart temporaire découlant du « gain reporté à la vente d'immobilisations » inscrit dans les états financiers détachés combinés. En outre, l'économie d'impôts futurs découlant des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des éléments cédés a été inscrite à titre de rajustement à l'état détaché combiné des capitaux propres. Les crédits d'impôt à la recherche gagnés par LAB Canada au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 2 août 2006, de même que les charges ou les recouvrements d'impôts futurs se rapportant à l'entreprise de recherche contractuelle préclinique, sont inscrits dans les états détachés combinés des résultats. L'évolution du montant net des actifs ou passifs fiscaux non cédés à LAB Recherche pour chacune des périodes présentées a été inscrite à titre de rajustement à l'état consolidé et détaché combiné des capitaux propres. Les actifs et passifs fiscaux relatifs à LAB Danemark, LAB Hongrie et LAB É.-U. sont demeurés inchangés et ont été cédés à la Société dans le cadre des opérations mentionnées à la note 1.

G) CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits sont tirés des services que la Société offre aux clients et ils sont constatés dès que les services sont rendus par cette dernière. Les produits sont constatés en déterminant l'état du travail accompli pour chaque contrat relativement à l'ensemble des services qui doivent être rendus. Les travaux en cours représentent les montants à recevoir pour les services rendus, mais qui ne deviennent facturables qu'en fonction des modalités de paiement stipulées dans les contrats. Les produits reportés représentent les montants facturés conformément aux contrats, mais qui n'ont pas encore été gagnés.

Les produits qui portent sur plusieurs éléments sont considérés comme relevant d'accords de prestations multiples générateurs de produits. Ces accords exigent l'identification d'unités de comptabilisation distinctes et la répartition des produits entre les unités de comptabilisation en fonction de leur juste valeur relative ou selon la méthode de la valeur résiduelle. Les produits de chaque unité de comptabilisation sont alors enregistrés selon ce qui est décrit ci-dessus.

H) AIDE GOUVERNEMENTALE

Les montants reçus dans le cadre de programmes d'aide gouvernementale, y compris les subventions et les crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement, sont inscrits en réduction du coût de l'actif ou de la charge auxquels ils se rapportent au moment où les dépenses admissibles sont engagées. Des crédits d'impôt sont constatés dans les comptes lorsqu'il existe l'assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

3. Principales conventions comptables (suite)

I) RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société enregistre la rémunération à base d'actions relativement aux options attribuées à des salariés et à des non-salariés à la juste valeur établie selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes. Selon cette méthode, le coût de rémunération est calculé à la date de l'attribution et il est passé en charges sur la période d'acquisition des droits.

Avant le PAPE, la rémunération à base d'actions figurant dans les états consolidés et détachés combinés des résultats comprend la charge d'Akela se rapportant à la juste valeur des attributions que détiennent les salariés de LAB Recherche. Cette charge n'est pas nécessairement représentative de ce qu'elle aurait été si LAB Recherche avait été une société autonome au cours des périodes présentées.

Après le PAPE, la rémunération à base d'actions comprend la charge se rapportant à la juste valeur des attributions que détiennent les salariés, consultants et membres du conseil d'administration de la Société.

J) CONVERSION DES COMPTES ÉTABLIS EN DEVICES

i) Établissements nationaux et établissements étrangers intégrés

Les actifs et les passifs libellés en devises des établissements étrangers intégrés sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur pour ce qui est des actifs et des passifs monétaires, aux taux de change historiques pour ce qui est des éléments d'actif et de passif non monétaires, et au taux de change moyen de la période pour ce qui est des produits et des charges, sauf dans le cas de l'amortissement, qui est converti au taux de change historique utilisé pour les actifs non monétaires correspondants. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion sont imputés aux résultats de la période au cours de laquelle ils sont constatés.

ii) Établissements étrangers autonomes

Les actifs et les passifs des établissements étrangers autonomes sont convertis en dollars canadiens à l'aide du taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges (y compris l'amortissement) sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion sont compris dans le compte du cumul des autres éléments du résultat étendu.

K) BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon que le bénéfice de base par action, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est majoré du nombre d'actions supplémentaires résultant de l'exercice présumé des options sur actions, s'il a un effet dilutif. Dans le calcul du nombre d'actions supplémentaires, il est présumé que les options en cours ont été exercées et que le produit tiré de l'exercice, y compris le coût de rémunération non constaté des options accordées pour des services futurs, a été affecté au rachat d'actions ordinaires, au cours moyen du marché de la période.

L) RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour préparer des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la présentation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période en cause. Parmi les domaines importants dans le cas desquels la direction doit recourir à des estimations, il y a lieu de mentionner l'estimation de l'avancement des travaux aux fins de la constatation des produits afférents à certains contrats, l'estimation de la durée de vie utile des actifs à long terme, y compris les immobilisations corporelles et les actifs incorporels, l'estimation de la juste valeur de l'actif et du passif dans le cadre des regroupements d'entreprises, de même que l'estimation de la rémunération à base d'actions ainsi que le recouvrement des crédits d'impôt à la recherche gagnés et des actifs d'impôts futurs, enfin, le recouvrement des actifs à long terme. Les montants déclarés et les informations fournies par voie de notes sont déterminés de manière à refléter l'ensemble des conditions économiques les plus probables et les lignes de conduite que la direction entend suivre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

M) MODIFICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES ET ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

i) Modification des conventions comptables

En date du début de son exercice 2007, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1530 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), « Résultat étendu », du chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA*, « Capitaux propres », du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – Constatation et mesure », du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » et du chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, « Couverture ». Ces nouveaux chapitres du *Manuel* établissent l'ensemble des exigences relatives à la constatation et à la mesure des instruments financiers ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

En outre, le chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA* établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu. Le résultat étendu s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé selon les principes comptables généralement reconnus. Un nouvel état financier a donc été présenté conformément aux nouvelles exigences du chapitre 1530.

Le chapitre 3251 établit les normes de présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres pour la période et requiert que la Société présente de façon distincte les différentes composantes des capitaux propres et les modifications apportées à celles-ci provenant : i) du bénéfice net; ii) des autres éléments du résultat étendu; iii) des autres modifications aux bénéfices non répartis; iv) des modifications au surplus d'apport et v) des modifications au capital-actions. Un état consolidé des modifications apportées aux capitaux propres des actionnaires est présenté dans les états financiers consolidés.

Aux termes des nouvelles normes, tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenu à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Au moment de la reconnaissance initiale, tous les actifs et passifs financiers sont inscrits à leur juste valeur. Ultérieurement, tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inscrits au bilan consolidé et ils sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement. L'évaluation ultérieure et la constatation des variations de la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

3. Principales conventions comptables (suite)

Les placements détenus à des fins de transaction sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Aux termes de ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à la juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, mais comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans le résultat, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer, en bonne et due forme, l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture. La Société a choisi de revoir tous les contrats en vigueur ou tous ceux qui sont entrés en vigueur après le 1^{er} janvier 2003, pour assurer la comptabilisation distincte des instruments financiers incorporés dans des contrats, eux-mêmes à la juste valeur.

Par suite de l'adoption de ces normes, la Société a classé ses débiteurs et autres sommes à recevoir à titre de prêts et créances. La Société a également inscrit ses placements à long terme à titre d'actifs financiers disponibles à la vente et ses créditeurs et charges à payer, la retenue sur garantie à payer et sa dette à long terme au titre d'autres passifs financiers. Au 1^{er} janvier 2007, l'effet de ces modifications de conventions comptables est inclus comme une augmentation de 323 \$ du solde d'ouverture du déficit, déduction faite d'une charge d'impôt de 144 \$ et une augmentation de 8 \$ au compte « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Des frais de financement reportés de 40 \$ se rapportant à la dette à long terme en date du 1^{er} janvier 2007 auparavant constatés dans le poste « frais de financement reportés » ont été reclassés dans la dette à long terme au bilan consolidé. L'adoption de ces nouvelles conventions a également entraîné le reclassement d'un montant de 263 \$ auparavant enregistré dans le poste « Écart de conversion cumulatif » au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ».

ii) Adoption de nouvelles normes comptables

Au 1^{er} janvier 2008, la Société adoptera les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel du ICCA*, « Information à fournir concernant le capital », du chapitre 3862, « Instruments financiers – Informations à fournir », et du chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Le chapitre 1535 établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 et ces normes sont améliorées et élargies afin de constituer un complément aux modifications adoptées en 2007, ainsi qu'il en est fait mention à la note 3 m) i). Les normes de ces chapitres ne portent que sur les renseignements à fournir et sur les présentations de ceux-ci et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les Principes Comptables Généralement Reconnus (« PCGR ») canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société n'a pas encore évalué l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

4. Rachat des installations canadiennes

Le 17 avril 2007, la Société clôturait la transaction de rachat pour l'acquisition de la propriété qu'elle occupe actuellement au Canada (le « rachat »). En 2005, lorsque la Société fonctionnait en tant qu'unité d'exploitation d'Akela, cette propriété avait fait l'objet d'une opération de cession-bail. Le prix d'achat de cette propriété fut de 23 000 \$. De ce montant, 10 500 \$ ont été déduits du prix d'achat, représentant des montants dus par le propriétaire à la Société, comme suit : 500 \$ au comptant placés en mains tierces, 7 400 \$ de frais engagés par la Société pour le projet d'agrandissement au Canada, 2 500 \$ d'effets à recevoir à court et long terme ainsi que 100 \$ sous forme d'acomptes.

Le solde du prix d'achat a été financé par un emprunt hypothécaire ordinaire portant intérêt au taux préférentiel de la banque à charte majoré 0,4 %, garanti par une hypothèque mobilière de premier rang grevant le bâtiment, remboursable sur 16 ans en versements trimestriels de 212 \$ au cours des quatre premières années et de 283 \$ par la suite.

Les valeurs comptables du gain reporté sur la vente d'une immobilisation et du loyer reporté, résultant de l'opération de cession-bail, à la date du rachat, ont été contrepassées et comptabilisées en réduction du prix d'achat du bâtiment.

5. Débiteurs et autres sommes à recevoir

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|--------|
| | \$ | \$ |
| Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses de 584 \$ (358 \$ en 2006) | 8 230 | 7 428 |
| Taxes de vente | 705 | 1 110 |
| Billet à recevoir ¹ | — | 680 |
| Frais engagés pour l'agrandissement du bâtiment canadien à être remboursés par le propriétaire ² | — | 7 400 |
| Somme à recevoir des contrats de change | 332 | — |
| Autre | 183 | 43 |
| | 9 450 | 16 661 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

5. Débiteurs et autres sommes à recevoir (suite)

¹ Le 17 octobre 2005, LAB Canada a conclu une entente de cession-bail pour un produit total de 7 750 \$. Dans le cadre de cette opération, LAB Canada a remboursé le solde de l'emprunt hypothécaire de 3 908 \$ sur le bâtiment et a loué la propriété pour une durée de 21 ans, aux taux actuels du marché.

Selon l'entente, LAB Canada devait recevoir comme suit un montant de 1 500 \$ du produit total : 500 \$ à être remboursés à la première des dates suivantes, soit au paiement de la retenue de garantie sur contrat à l'entrepreneur en construction soit le 20 janvier 2007, un billet de 900 \$ ne portant pas intérêt à être remboursé en des paiements mensuels égaux sur une période de dix ans et un acompte de 100 \$ à être remboursé à la fin du bail. Au 31 décembre 2006, un montant de 680 \$ sur le montant de la vente était classé comme actif à court terme et le solde, soit 820 \$ était classé dans le poste « Autres éléments d'actif » dans l'actif à long terme. Au cours de l'exercice 2007, ces montants ont été remboursés, comme il est indiqué à la note 4.

Le gain net de 1 683 \$ sur la vente de la propriété était reporté et amorti sur la durée du bail et présenté en diminution du loyer. Le loyer est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Une somme de 86 \$ a été amortie par imputation aux résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2006. Au 31 décembre 2006, le solde du gain reporté sur la vente de la propriété est présenté comme suit au bilan :

| | 2007 | 2006 |
|-------------|------|-------|
| | \$ | \$ |
| Court terme | — | 84 |
| Long terme | — | 1 501 |
| | — | 1 585 |

² Au cours de l'exercice 2006, la Société a engagé des coûts d'un montant total de 8 500 \$ pour l'agrandissement du bâtiment canadien. De ce montant, une somme de 7 400 \$ sera remboursée par le propriétaire lorsque la Société versera la retenue de garantie sur contrat à l'entrepreneur en bâtiment et 1 100 \$ seront remboursés en versements égaux de 110 \$ au cours des dix prochaines années. Une fois achevé, l'agrandissement a également fait partie d'une opération distincte de cession-bail. Au cours de l'exercice 2007, ces montants ont été remboursés, comme il est indiqué à la note 4.

6. Immobilisations corporelles

| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
|---|--------------|----------------------|------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Terrains | 1 449 | — | 1 449 |
| Bâtiments | 46 132 | 2 248 | 43 884 |
| Matériel de laboratoire ¹ | 12 343 | 4 258 | 8 085 |
| Matériel de laboratoire loué en vertu d'un contrat de location-acquisition | 1 174 | 622 | 552 |
| Matériel informatique et logiciels ² | 4 412 | 1 666 | 2 746 |
| Matériel informatique et logiciels loués en vertu d'un contrat de location-acquisition ³ | 1 667 | 503 | 1 164 |
| Mobilier et matériel de bureau | 1 485 | 708 | 777 |
| Matériel roulant ⁴ | 209 | 43 | 166 |
| Matériel roulant loué en vertu d'un contrat de location-acquisition | 56 | 22 | 34 |
| Construction en cours | 1 319 | — | 1 319 |
| | 70 246 | 10 070 | 60 176 |

| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
|---|--------------|----------------------|------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Terrains | 61 | — | 61 |
| Bâtiments | 12 411 | 1 223 | 11 188 |
| Matériel de laboratoire ¹ | 8 937 | 3 118 | 5 819 |
| Matériel de laboratoire loué en vertu d'un contrat de location-acquisition | 998 | 342 | 656 |
| Matériel informatique et logiciels ² | 2 975 | 1 517 | 1 458 |
| Matériel informatique et logiciels loués en vertu d'un contrat de location-acquisition ³ | 1 689 | 446 | 1 243 |
| Mobilier et matériel de bureau | 1 089 | 454 | 635 |
| Mobilier et matériel de bureau loués en vertu d'un contrat de location-acquisition | 137 | 107 | 30 |
| Améliorations locatives ¹ | 1 369 | 25 | 1 344 |
| Matériel roulant ⁴ | 166 | 32 | 134 |
| Matériel roulant loué en vertu d'un contrat de location-acquisition | 60 | 14 | 46 |
| Construction en cours | 2 170 | — | 2 170 |
| | 32 062 | 7 278 | 24 784 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

6. Immobilisations corporelles (suite)

¹ Le matériel de laboratoire et les améliorations locatives comprennent respectivement des montants de néant \$ (408 \$ en 2006) et néant \$ (1 162 \$ en 2006) non encore amortis. L'amortissement a débuté en janvier 2007 lorsque la propriété et ce matériel ont été mis en service.

² Le matériel informatique et les logiciels comprennent un montant de 956 \$ (667 \$ en 2006) non encore amorti. L'amortissement débutera en 2008, année au cours de laquelle le matériel informatique et les logiciels seront en service.

³ Le matériel informatique et les logiciels loués en vertu de contrats de location-acquisition comprennent un montant de néant \$ (1 107 \$ en 2006) non encore amorti. L'amortissement a débuté en octobre 2007, alors que le matériel informatique et les logiciels ont été mis en service.

⁴ Le matériel roulant comprend un montant de néant \$ (94 \$ en 2006) non encore amorti. L'amortissement a débuté en janvier 2007 alors que le matériel roulant a été mis en service.

Le poste « Amortissement d'immobilisations corporelles » figurant à l'état consolidé et détaché combiné des résultats comprend un amortissement lié à des biens loués en vertu de contrats de location-acquisition, comme suit :

| | 2007 | 2006 |
|--|------------|------|
| | \$ | \$ |
| Amortissement lié à des biens loués en vertu de contrats de location-acquisition | 292 | 799 |

7. Actifs incorporels

| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
|---|--------------|----------------------|------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Contrats et relations avec la clientèle | 3 559 | 1 483 | 2 076 |

| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
|---|--------------|----------------------|------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Contrats et relations avec la clientèle | 3 784 | 1 036 | 2 748 |

La valeur comptable des contrats et relations avec la clientèle comprend un redressement de 154 \$ en raison du taux de change (305 \$ en 2006).

8. Autres éléments d'actif

| | 2007 | 2006 |
|--|--------------|-------|
| Investissements à long terme | 98 | 126 |
| Frais financiers reportés, au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé de néant \$ (44 \$ en 2006) | — | 40 |
| Billet à long terme à recevoir du propriétaire (NOTES 4 AND 5) | — | 1 920 |
| Crédits d'impôts à la recherche à long terme à recouvrer ¹ | 3 143 | — |
| Emprunt à recevoir d'un haut dirigeant ² | 300 | — |
| Autres | 57 | 33 |
| | 3 598 | 2 119 |

¹ Les crédits d'impôts à la recherche à long terme à recouvrer représentent des crédits d'impôt à l'investissement fédéral gagnés sur des dépenses de recherche éligibles et dont le recouvrement est assuré de façon raisonnable. Ces crédits d'impôts peuvent servir à réduire l'impôt fédéral à payer et ils viennent à échéance en 2027.

² Le 27 avril 2007, la Société a signé une convention d'emprunt avec un membre de la haute direction pour un montant de 300 \$, portant intérêt au taux d'emprunt de la Société ou au taux d'intérêt dont la Société aurait bénéficié en investissant sur un tel montant, selon le cas. Cet emprunt peut être remboursé par le détenteur en tout temps sans pénalité, mais au plus tard le 30 avril 2012. Les actions ordinaires de la Société détenues par ce membre de la haute direction devront, en tout temps, jusqu'au remboursement intégral de l'emprunt, être libres de tout lien, hypothèque, restriction ou cession de toute sorte. Dans l'éventualité où le membre de la haute direction vendrait la totalité ou une partie des actions ordinaires de la Société avant le remboursement intégral de l'emprunt, ce dernier devra rembourser à la Société un montant équivalent au produit net d'impôt tiré de la vente des actions en remboursement dudit emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

9. Facilités bancaires

- a) LAB Canada dispose d'une marge de crédit d'exploitation disponible pour financer les opérations courantes au montant de 4 000 \$. De cette facilité, aucun montant n'a été utilisé aux 31 décembre 2007 et 2006. Cette facilité porte intérêt au taux préférentiel de la banque majoré de 0,20 %, est remboursable à vue et vient à échéance en mai 2008, mais peut être renouvelée à cette date.
- b) LAB Danemark dispose également d'une marge de crédit d'exploitation disponible pour financer les opérations courantes au montant de 1 939 \$ (10 000 DKK). De cette facilité, aucun montant n'a été utilisé aux 31 décembre 2007 et 2006. Cette facilité porte intérêt au taux CIBOR à 3 mois majoré de 2,5 % et est remboursable à vue. Cette facilité vient à échéance en avril 2008, mais peut être renouvelée à cette date.
- c) LAB Hongrie dispose d'une marge de crédit d'exploitation disponible pour financer les opérations courantes au montant de 578 \$ (400 €). De cette facilité, aucun montant n'a été utilisé aux 31 décembre 2007 et 2006. Cette facilité porte intérêt au taux EONIA majoré de 1,5 % et est remboursable à vue. Cette facilité vient à échéance en janvier 2008. Se référer à la note 23 b).

10. Dette à long terme

| | 2007 | 2006 |
|---|---------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Dette à long terme | | |
| Emprunt bancaire en dollars canadiens, portant intérêt au taux préférentiel de la banque majoré de 0,4 %, garanti par une hypothèque subsidiaire de premier rang grevant l'immeuble situé au Canada, remboursable en versements trimestriels de 212 \$ pour les quatre premières années et de 283 \$ par la suite, venant à échéance en avril 2023 | 15 987 | — |
| Emprunt bancaire en dollars canadiens, portant intérêt au taux préférentiel de la banque majoré de 0,45 %, garanti par une hypothèque mobilière de premier rang grevant du matériel situé au Canada, remboursable en versements trimestriels de 75 \$ pour les deux premières années et de 228 \$ par la suite, venant à échéance en avril 2012 | 2 580 | — |
| Emprunt à terme renouvelable en euros (844 € en 2007; nul € en 2006), portant intérêt au TIBEUR à 1 mois majoré de 1,5 %, garanti par une hypothèque subsidiaire de premier rang grevant le bâtiment situé en Hongrie, remboursable en janvier 2009 | 1 221 | — |
| Emprunts bancaires en euros (3 280 € en 2007; nul € en 2006), portant intérêt au TIBEUR à 1 mois majoré de 1,6 %, garantis par une hypothèque subsidiaire de premier rang grevant les bâtiments et le matériel situés en Hongrie, remboursables en versements mensuels variant de 31 \$ à 50 \$ de janvier 2008 à septembre 2016 | 4 742 | — |
| Emprunts à terme en francs suisses (13 CHF en 2007; 18 CHF en 2006), portant intérêt à des taux variant de 5,96 % à 7,84 %, garantis par du matériel roulant situé en Hongrie, remboursables en 72 versements mensuels de 0,4 \$, échéant en septembre 2010 | 11 | 17 |
| Emprunts à terme en forints hongrois (10 216 HUF en 2007; 12 042 HUF en 2006), portant intérêt à des taux variant de 5,5 % à 5,96 %, garantis par du matériel roulant situé en Hongrie, remboursables en versements mensuels de capital et d'intérêts réunis de 0,1 \$, échéant en décembre 2011 et 2012 | 58 | 74 |
| Emprunts bancaires en couronnes danoises (32 716 DKK en 2007; 20 391 DKK en 2006), portant intérêt au taux des obligations émises par la banque, majoré de 0,6 %, garantis par une hypothèque subsidiaire de premier rang grevant des bâtiments situés au Danemark, remboursables en versements trimestriels de capital et d'intérêts réunis de 64 \$, échéant en décembre 2034 et 2037 | 6 344 | 4 202 |
| Emprunts bancaires en couronnes danoises (20 911 DKK en 2007; nul DKK en 2006) portant intérêt au CIBOR à 3 mois majoré de 2,15 %, garantis par une hypothèque subsidiaire de premier rang grevant les bâtiments situés au Danemark, remboursables en versements trimestriels de capital et d'intérêts réunis de 126 \$, échéant de mars 2017 à décembre 2022 | 3 868 | — |
| Emprunts bancaires en couronnes danoises (nul DKK en 2007; 5 884 DKK en 2006), remboursés en 2007 | — | 993 |
| Emprunts bancaires en dollars canadiens remboursés en 2007 | — | 609 |
| Emprunts pour du matériel en euros (nul € en 2007; 857 € en 2006), remboursés en 2007 | — | 1 317 |
| Total de la dette à long terme | 34 811 | 7 212 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

10. Dette à long terme (suite)

| | 2007 | 2006 |
|--|---------------|-------|
| | \$ | \$ |
| Total de la dette à long terme | 34 811 | 7 212 |
| Obligations en vertu de contrats de location-acquisition | | |
| Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt à des taux variant de 9,3 % à 10,9 %, remboursables en versements mensuels de capital et d'intérêts réunis de 38 \$, échéant de novembre 2008 à avril 2010 | 708 | 1 085 |
| Obligations en vertu de contrats de location-acquisition en euros (205 € en 2007; 278 € en 2006), portant intérêt au TIBEUR à 3 mois, remboursables en versements mensuels de 10 \$, échéant en septembre et en octobre 2010 | 305 | 427 |
| Obligations en vertu de contrats de location-acquisition en couronnes danoises (579 DKK en 2007; 174 DKK en 2006), portant intérêt à des taux de 5,3 % et 6,6 %, remboursables en versements mensuels de capital et d'intérêts réunis de 2,6 \$, échéant en septembre 2010 et en décembre 2011 | 112 | 36 |
| Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition en couronnes danoises (néant en 2007; 271 DKK en 2006), portant intérêt à un taux de 5,5 %, échu en décembre 2007 | — | 56 |
| Total des obligations en vertu de contrats de location-acquisition | 1 125 | 1 604 |
| | 35 936 | 8 816 |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an | 2 111 | 1 230 |
| | 33 825 | 7 586 |

Les échéances des emprunts à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition, pour chacun des cinq exercices postérieurs au 31 décembre 2007, donneront lieu aux paiements suivants : 2 111 \$ en 2008; 3 336 \$ en 2009; 1 890 \$ en 2010, 1 945 \$ en 2011, 2 105 \$ en 2012, et 24 549 \$ par la suite.

Les paiements minimaux exigibles en vertu de contrats de location-acquisition s'effectueront comme suit : 617 \$ en 2008, 423 \$ en 2009, 189 \$ en 2010 et 26 \$ en 2011. Ces montants comprennent des intérêts au montant de 130 \$.

À titre de garantie pour l'emprunt bancaire dont il est fait mention à la note 9 a) ainsi que pour l'emprunt pour équipement libellé en dollars canadiens, LAB Recherche a accordé au créancier une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des actifs de LAB Canada.

Les facilités de crédit accordées à LAB Canada, LAB Danemark et LAB Hongrie sont sujettes à diverses clauses restrictives. Au 31 décembre 2007, la Société respectait toutes ces clauses.

Les intérêts nets figurant à l'état consolidé et détaché combiné des résultats comprennent des intérêts débiteurs liés comme suit à la dette à long terme et aux obligations découlant de contrats de location-acquisition :

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|------|
| | \$ | \$ |
| Intérêts débiteurs liés à la dette à long terme | 1 348 | 396 |
| Intérêts débiteurs liés à des obligations découlant de contrats de location-acquisition | 71 | 166 |

11. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité

– d'actions ordinaires

– d'actions privilégiées sans droit de vote, pouvant être émises en une ou plusieurs séries, chaque série étant composée du nombre d'actions établi par le conseil d'administration. Les administrateurs peuvent déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions rattachés à chacune des séries incluant le montant et la méthode de calcul des dividendes.

A) ÉMIS EN CIRCULATION

| | 2007 | 2006 |
|--|---------------|--------|
| | \$ | \$ |
| 18 050 714 actions ordinaires (18 035 714 en 2006) | 63 753 | 63 672 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

11. Capital-actions (suite)

A) ÉMIS EN CIRCULATION (SUITE)

Les variations survenues dans les actions ordinaires relativement aux actions émises et en circulation pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 sont les suivantes :

| | Nombre | Actions ordinaires | Dollars |
|---|-------------------------|--------------------|---------------------|
| | # | | \$ |
| Solde au 31 décembre 2005 | — | | — |
| Constitution le 24 mai 2006 | 1 | | — |
| Émises dans le cadre de l'essaiage (NOTE 1) | 14 142 856 ¹ | | 48 101 ¹ |
| Émises dans le cadre du PAPE pour services rendus | 142 857 ² | | 571 ² |
| Émises dans le cadre du PAPE | 3 750 000 ³ | | 15 000 ³ |
| Solde au 31 décembre 2006 | 18 035 714 | | 63 672 |
| Exercice d'options | | | |
| Comptant | 15 000 | | 60 |
| Valeur attribuée | — | | 21 |
| Solde au 31 décembre 2007 | 18 050 714 | | 63 753 |

¹ En date du 30 juin 2006, la Société a émis :

i) à LAB préclinique, 101 915 actions ordinaires et un billet totalisant 26 181 \$ en contrepartie des actifs et entreprises de LAB Canada ainsi que les actions de LAB É.-U. qu'elle détenait;

ii) à Akela, 2 015 713 actions ordinaires et un billet de 14 000 \$ en contrepartie de toutes les actions de LAB Danemark qu'elle détenait;

Le 27 juillet 2006, la Société a émis :

iii) une action ordinaire et un billet totalisant 7 841 \$ à Akela, en contrepartie des actions de LAB Hongrie qu'elle détenait;

iv) une action ordinaire et un billet totalisant 79 \$ à LAB préclinique en contrepartie de la cession de toutes les actions de LAB Hongrie qu'elle détenait.

À la suite de ces opérations, la Société a émis 12 025 226 actions ordinaires ayant une valeur attribuée de 48 101 \$ en contrepartie de l'annulation des billets mentionnés ci-dessus. La différence entre la valeur des actions ordinaires émises et les capitaux propres de l'unité d'exploitation à la date de l'opération a été imputée au déficit.

² Le 30 juin 2006, la Société a émis 142 857 actions ordinaires ayant une juste valeur de 571 \$ au président et chef de la direction en paiement de services rendus dans le cadre du PAPE. Puisque ces services ont été rendus lorsque le président et chef de la direction était à l'emploi d'Akela, ce montant a été remboursé à la Société par Akela.

³ Le 3 août 2006, la Société a émis 3 750 000 actions ordinaires pour un produit totalisant 15 000 \$ dans le cadre du PAPE. Des frais d'émission d'actions liés au placement s'élevant à 1 850 \$ ont été imputés au déficit.

B) RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le 5 juillet 2006, le conseil d'administration a adopté un régime d'options sur actions (le « Régime »), qui est entré en vigueur à la conclusion du PAPE. Le Régime est conçu de sorte à attirer, retenir et motiver les administrateurs, dirigeants, salariés et fournisseurs de services de la Société et pour assurer le progrès des affaires de la Société en permettant à ces personnes de participer à la croissance à long terme de la Société. Le Régime est géré par le conseil d'administration de la Société et, sous réserve des dispositions du Régime, le nombre d'actions assujetti à chaque option, le prix des options, la date d'expiration de chaque option, le nombre limite d'options pouvant être exercées à l'occasion, ainsi que les conditions liées à chaque option sont déterminés par le conseil d'administration. Le nombre total d'actions ordinaires disponibles aux fins d'émission représente 10 % des actions ordinaires en circulation. Le nombre d'actions ordinaires qui peut être émis à une personne donnée, aux termes du Régime et de toute autre entente de rémunération à base d'actions, ne peut excéder 10 % des actions ordinaires de la Société, sur une base non diluée. Le prix d'exercice des options sur actions octroyées aux termes du Régime est déterminé par le conseil d'administration au moment de l'octroi, mais il doit être au moins équivalent i) au prix de clôture des actions ordinaires sur la Bourse de Toronto du jour précédant l'octroi de l'option ou ii) dans le cas où les actions ne sont pas négociées à la Bourse de Toronto ou à tout autre bourse reconnue au cours de la dite journée, au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées à la Bourse de Toronto ou toute autre Bourse reconnue pendant les cinq journées précédant celle où l'option a été accordée ou iii) dans le cas où les actions ne sont pas inscrites à la cote ou à un poste de négociation à la Bourse de Toronto ou à toute autre Bourse reconnue, à la juste valeur marchande des actions ordinaires telle qu'elle a été fixée par le conseil d'administration. Les options deviennent acquises au cours d'une période variant de trois à cinq ans. Les options sont octroyées pour une période n'excédant pas dix ans.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

11. Capital-actions(suite)

B) RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS (SUITE)

Le tableau qui suit présente l'évolution des options en cours émises aux termes du régime d'options sur actions de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 :

| | Nombre # | Prix moyen pondéré par action \$ |
|---|-------------|--|
| Options en cours au 31 décembre 2005 | — | — |
| Attribuées | 1 346 500 | 4,03 |
| Annulées | (67 500) | 4,00 |
| Options en cours au 31 décembre 2006 | 1 279 000 | 4,03 |
| Attribuées | 25 000 | 7,86 |
| Exercées | (15 000) | 4,00 |
| Options en cours au 31 décembre 2007 | 1 289 000 | 4,11 |
| Options pouvant être exercées au 31 décembre 2007 | 369 667 | 4,08 |

Le tableau qui suit présente l'information relative aux options sur actions en vigueur et pouvant être exercées au 31 décembre 2007 :

| Prix d'exercice | Nombre d'options en vigueur | Options pouvant être exercées | Durée contractuelle moyenne à couvrir (années) |
|-----------------|-----------------------------|----------------------------------|--|
| 4,00 \$ | 1 179 000 | 328 000 | 8,60 |
| 4,25 | 55 000 | 18 333 | 8,81 |
| 5,05 | 30 000 | 23 334 | 8,93 |
| 7,86 | 25 000 | — | 9,63 |
| | 1 289 000 | 369 667 | 8,63 |

C) RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES

En 2007, les actionnaires de la Société ont adopté un régime de droits des actionnaires (le « Régime de droits »). Les droits concédés aux actionnaires dans le cadre de ce régime de droits pourront être exercés, sous certaines conditions, seulement quand une personne ou une entité, acquerra ou annoncera son intention d'acquérir plus de 20 % des actions ordinaires en circulation de la Société, sans avoir à se conformer aux règles du Régime de droits en ce qui a trait aux offres en particulier ou à obtenir l'approbation du conseil d'administration de la Société. Si une telle acquisition devait avoir lieu, chaque droit à l'exercice du droit en question, conférerait à chaque détenteur, autre que celui poursuivant l'exercice du droit en question, conférerait à chaque détenteur, autre que celui poursuivant l'acquisition, le droit d'acquérir six actions ordinaires de la Société au prix du marché des actions ordinaires de la Société réduit de 50 %.

12. Rémunération à base d'actions

La Société a constaté une rémunération à base d'actions totalisant 522 \$ (216 \$ en 2006), laquelle ne comprend en 2007 aucune dépense (35 \$ en 2006) reliée à la juste valeur d'attribution des options consenties par Akela aux salariés de LAB Recherche.

La juste valeur moyenne pondérée de chaque option attribuée est estimée, à la date de l'attribution, au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes et selon les hypothèses suivantes :

| | 2007 | 2006 |
|-------------------------------|---------|---------|
| Taux d'intérêt sans risque | 4,49 % | 4,17 % |
| Volatilité prévue | 42,63 % | 30,55 % |
| Durée de vie prévue en années | 5 | 5 |
| Rendement prévu des actions | néant | néant |

Le tableau suivant résume la juste valeur moyenne pondérée par action à la date de l'attribution des options attribuées au cours des exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 :

| | Nombre d'options # | Valeur moyenne pondérée à la date d'attribution \$ |
|---|-----------------------|--|
| Prix de l'exercice par action équivalent au cours du marché | # | \$ |
| 31 décembre 2007 | 25 000 | 3,43 |
| 31 décembre 2006 | 1 346 500 | 1,39 |

Le taux de rendement des actions a été exclu du calcul, puisque la politique actuelle de la Société consiste à conserver la totalité de ses bénéfices pour financer ses activités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

13. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action pour les activités poursuivies :

| | 2007 | 2006 |
|--|-------------------|------------|
| De base | | |
| Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation | 18 039 413 | 15 753 325 |
| Bénéfice de base par action | 0,12 \$ | 0,30 \$ |
| Dilué | | |
| Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation | 18 039 413 | 15 753 325 |
| Plus l'incidence des options sur actions | 358 610 | — |
| Actions ordinaires, nombre dilué | 18 398 023 | 15 753 325 |
| Bénéfice dilué par action | 0,12 \$ | 0,30 \$ |

14. Engagements, éventualités et garanties

A) CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

LAB Recherche a conclu des contrats de location-exploitation pour des bureaux, du matériel de laboratoire, des automobiles, ainsi que des contrats de service liés aux immobilisations corporelles. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces contrats sont les suivants : 744 \$ en 2008, 391 \$ en 2009, 164 \$ en 2010, 71 \$ en 2011 et 16 \$ en 2012.

B) ENTENTE RELATIVEMENT À L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT CANADIEN

En date du 16 novembre 2007, LAB Recherche a conclu une entente visant l'agrandissement de son bâtiment situé au Canada, pour un montant total de 17 345 \$. Au 31 décembre 2007, l'agrandissement était en cours et un montant de 16 095 \$ était engagé en vertu de ce contrat.

C) LITIGES

Le 30 janvier 2008, la Société a été informée par un de ses promoteurs qu'il avait reçu un avis de la Food and Drug Administration (« FDA ») notant que les études d'inhalation menées par LAB Hongrie chez des animaux étaient invalidées en raison d'écarts quant aux Bonnes Pratiques de Laboratoires (« BPL »). Les écarts notés par la FDA dans leur lettre adressée à notre promoteur avaient été indiqués dans le rapport final émis par LAB Hongrie audit promoteur. LAB Hongrie avait jugé, à l'émission de son rapport et est toujours de l'avis, que ces écarts n'affectaient pas les résultats de ces études. Le promoteur avait alors accepté notre avis et avait décidé de déposer son enregistrement pour une « drogue nouvelle de recherche » à la FDA. Le 20 février 2008, LAB Recherche a reçu une requête du promoteur réclamant le recouvrement du coût de ces études au montant de 4 216 \$ tout en conservant le droit de réclamer pour des dommages futurs. L'assureur de la Société a été mis au courant de la requête du promoteur, mais n'a pas confirmé si la requête était couverte par la police d'assurance de la Société. L'issue de cette affaire, de même que les dommages-intérêts, s'il y en a, ne peut être établie et par conséquent, aucune réserve n'a été constituée dans les états financiers de la Société.

Le 21 décembre 2007, l'un des anciens fournisseurs de LAB Recherche lui a signifié une requête introductive d'instance réclamant un montant de 1 370 \$ pour le non-exercice d'un droit de premier refus. Le dossier est très préliminaire. L'interrogatoire des plaignants est prévu en mars 2008. La direction de la Société estime que la requête est sans fondement et par conséquent, la Société entend défendre fortement son point de vue. L'issue de cette affaire, de même que les dommages-intérêts, s'il y en a, ne peut être établie et par conséquent, aucune réserve n'a été constituée dans les états financiers de la Société.

LAB Recherche est partie à d'autres litiges qui se produisent dans le cours normal de ses activités. LAB Recherche ne prévoit pas que l'issue de ces affaires aura une incidence négative importante sur sa situation financière ni sur ses résultats d'exploitation.

D) GARANTIES

Dans le cadre de l'essaimage décrit à la note 1, la Société a pris en charge un certain nombre de passifs, d'engagements et d'éventualités ayant trait aux opérations de LAB préclinique. La Société pourrait donc devoir dédommager Akela pour des réclamations dont Akela pourrait faire l'objet ou pour des frais reliés à sa défense dans le cadre de poursuites légales qui pourraient survenir dans le cours normal de ses activités. Aux 31 décembre 2007 et 2006, la Société n'a enregistré aucun passif quant à cette garantie, compte tenu qu'elle n'est au courant de l'existence d'aucune réclamation liée à la période antérieure à l'essaimage et ne prévoit pas devoir déboursier des frais pour les items mentionnés ci-dessus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

15. Renseignements supplémentaires

a) Les coûts directs sont calculés déduction faite des crédits d'impôt à la recherche. Les crédits d'impôt connexes sont les suivants :

| | 2007 | 2006 |
|--------------------------------|--------------|-------|
| | \$ | \$ |
| Crédit d'impôts à la recherche | 4 521 | 3 485 |

b) Autres

Au 31 décembre 2007, la société a signé des contrats à terme de gré à gré dans le but de vendre des dollars américains d'une valeur nominale de 3 500 \$ au taux moyen pondéré de 1,0642 dollar canadien pour un dollar américain. Ces contrats se terminent à diverses dates jusqu'au 30 juin 2008.

16. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts diffère de celle qui serait obtenue en appliquant les taux d'imposition combinés canadiens (fédéral et Québec) au bénéfice avant les impôts. Les raisons de cet écart et l'incidence fiscale sont les suivantes :

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|-------|
| | \$ | \$ |
| Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices | 3 699 | 6 092 |
| Taux d'imposition combinés canadiens (fédéral et Québec) de 32 % (32 % en 2006) | 1 184 | 1 950 |
| Rajustement pour tenir compte de ce qui suit | | |
| Écart avec les taux d'imposition étrangers | (55) | (528) |
| Effet des variations des taux d'imposition en vigueur | 282 | 155 |
| Rémunération à base d'actions | 167 | 69 |
| Crédits d'impôt non imposables | (155) | (115) |
| Écarts permanents et autres | 89 | (166) |
| Charge d'impôt | 1 512 | 1 365 |

La charge d'impôts se compose des éléments suivants :

| | 2007 | 2006 |
|------------------|--------------|---------|
| | \$ | \$ |
| Impôts exigibles | 617 | 3 188 |
| Impôts futurs | 895 | (1 823) |
| | 1 512 | 1 365 |

Les soldes d'impôts futurs sont résumés comme suit :

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|-------|
| | \$ | \$ |
| Actifs d'impôts futurs | | |
| Pertes autres qu'en capital | 146 | 72 |
| Frais de recherche et de développement | 2 243 | 1 912 |
| Frais d'émission d'actions et frais de financement | 380 | 529 |
| Immobilisations admissibles | 2 496 | 3 017 |
| Gain reporté sur la vente d'une immobilisation et loyer reporté à payer | — | 568 |
| Autres | — | (3) |
| | 5 265 | 6 095 |
| Moins la provision pour moins-value | — | (69) |
| Soldes à reporter | 5 265 | 6 026 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

16. Impôts sur les bénéfices (suite)

| | 2007 | 2006 |
|-----------------------------|---------|---------|
| | \$ | \$ |
| Soldes reportés | 5 265 | 6 026 |
| Passifs d'impôts futurs | | |
| Immobilisations corporelles | (2 613) | (2 077) |
| Actifs incorporels | (42) | (770) |
| Contrat de change à terme | (86) | — |
| Travaux en cours | (682) | (745) |
| | (3 423) | (3 592) |
| Actifs d'impôts futurs nets | 1 842 | 2 434 |
| Présentés à titre | | |
| d'actifs à court terme | 916 | 1 859 |
| d'actifs à long terme | 3 435 | 3 306 |
| de passifs à court terme | (585) | (692) |
| de passifs à long terme | (1 924) | (2 039) |
| | 1 842 | 2 434 |

La Société dispose de dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental ainsi que de pertes autres qu'en capital accumulées dont elle peut se prévaloir pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs. Les déductions disponibles se détaillent comme suit :

| | Fédéral | Provincial | Étranger |
|---|---------|------------|----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental | | | |
| Disponibles indéfiniment | 8 693 | 6 212 | — |
| Pertes autres qu'en capital | | | |
| Disponibles indéfiniment | — | — | 797 |

17. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

A) VARIATION NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS D'EXPLOITATION

| | 2007 | 2006 |
|---|---------|-------|
| | \$ | \$ |
| Débiteurs et autres sommes à recevoir | (1 201) | (998) |
| Travaux en cours | (826) | 264 |
| Impôts à recevoir | (1 534) | (441) |
| Charges payées d'avance | (296) | (189) |
| Crédits d'impôts à la recherche à recouvrer | (3 143) | — |
| Créditeurs et charges à payer | 2 670 | 1 386 |
| Produits reportés | 1 455 | 1 329 |
| | (2 875) | 1 351 |

B) SORTIES DE FONDS

| | 2007 | 2006 |
|----------|-------|------|
| | \$ | \$ |
| Intérêts | 1 412 | 563 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

17. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

C) OPÉRATIONS HORS CAISSE

| | 2007 | 2006 |
|--|------|--------|
| | \$ | \$ |
| Immobilisations corporelles financées par des contrats de location-acquisition | 121 | 495 |
| Émission d'actions ordinaires dans le cadre de l'essaiage | — | 48 101 |
| Retenue de garantie à verser | 125 | 913 |
| Émission d'actions pour services rendus | — | 571 |
| Cession d'actifs nets d'Akela | — | 3 919 |
| Économie d'impôts découlant de la cession d'Akela | — | 3 126 |

D) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

| | 2007 | 2006 |
|---|--------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Solde d'encaisse en banque | 3 842 | 8 295 |
| Placements à court terme dégageant un rendement variant de 4,4 % à 4,7 % (5,4 % en 2006) échéant en janvier 2008 (janvier 2007 en 2006) | 2 983 | 221 |
| | 6 825 | 8 516 |

18. Opérations entre apparentés

| | 2007 | 2006 |
|---|------|-------|
| | \$ | \$ |
| Sociétés sous contrôle commun | | |
| Produits | — | 2 698 |
| Coûts directs | — | 1 308 |
| Autres | | |
| Services professionnels rendus par des sociétés liées à des administrateurs | — | 246 |
| Intérêts créditeurs sur emprunt à recevoir d'un haut dirigeant | 9 | — |

Au cours de l'année 2006, les opérations entre apparentés ont été conclues entre la Société et les sociétés contrôlées par Akela. Akela a cessé d'être apparentée à la Société le 9 novembre 2006.

En date du 3 août 2006, dans le cadre de la restructuration de la société, précédant le PAPE, LAB Recherche et Akela ont conclu un certain nombre de contrats. Aux termes du contrat de fournisseur privilégié conclu à la clôture du PAPE, une filiale en propriété exclusive d'Akela avait entrepris de recourir exclusivement aux services de LAB Recherche au cours d'une période de 60 mois pour toutes les études de recherche préclinique ainsi que pour des services connexes dans les domaines de la toxicologie et de la toxicocinétique.

Le prix de ces services qui seront rendus par LAB Recherche aux termes du contrat est fixé en fonction de tous les coûts directs et indirects ainsi que des frais d'administration (soit 40 % des coûts directs) auxquels s'ajoute une marge bénéficiaire qui variera selon le volume de services rendus au cours d'un exercice donné. Les parties ont également conclu un contrat de non-concurrence et de non-sollicitation aux termes duquel Akela s'engage à ne pas se livrer, directement ou indirectement, pour une période de 60 mois après la clôture du placement, à des activités visant à exploiter une entreprise au Canada, aux États-Unis ou dans quelque pays que ce soit de l'Europe (sauf la Russie, l'Ukraine, la Roumanie et le Bélarus), qui fournit des services de recherche contractuelle préclinique sur des sujets non humains dans les domaines de la toxicologie et de la toxicocinétique. Il est également prévu au contrat qu'Akela ne peut solliciter ou embaucher aucun des employés de LAB Recherche pour une période de 60 mois suivant la clôture du présent placement.

De plus, LAB Recherche a conclu, à la clôture du PAPE, un contrat de services de technologies de l'information avec une société liée à certains administrateurs et actionnaires d'Akela aux termes duquel cette société offrira des services de technologies de l'information à LAB Recherche en contrepartie d'un forfait mensuel de 50 \$. La durée initiale de ce contrat est de 12 mois. Par la suite, il pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis écrit de 180 jours. Ce contrat a été résilié le 31 août 2007.

En avril 2007, la Société a octroyé un emprunt d'une durée de cinq ans au montant de 300 \$ au président et chef de la direction de la Société, portant intérêt au coût d'emprunt de la Société ou au taux dont la Société aurait bénéficié en investissant un tel montant, selon le cas. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la Société a constaté des intérêts créditeurs de 9 \$ sur ce prêt (néant en 2006).

Ces opérations sont calculées au montant de l'échange, soit la contrepartie que les apparentés ont établie et dont ils ont convenu.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

19. Activités abandonnées

Le 30 avril 2007, la Société a cessé ses opérations de gestion de vivarium conduites par LAB É.-U. Les activités de LAB É.-U. ont été classées comme activités abandonnées et ses résultats sont montrés séparément en tant qu'élément du bénéfice ou de la perte pour la période en cours et les périodes précédentes dans les états consolidés et détachés combinés des résultats. La fermeture de LAB É.-U. n'a pas résulté en un gain ou une perte significatif pour la Société. Au 31 décembre 2007, les actifs nets résiduels se rapportant à ces activités sont négligeables au bilan consolidé de la Société.

Le tableau suivant présente certaines données financières relatives aux activités abandonnées.

| | 2007 | 2006 |
|--|------|-------|
| | \$ | \$ |
| Produits | 391 | 1 787 |
| Charges | | |
| Coûts directs | 295 | 987 |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 163 | 523 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 20 | 60 |
| Radiation des immobilisations corporelles | 5 | — |
| Change | — | 9 |
| Bénéfice net (perte) | (92) | 208 |

20. Instruments financiers

A) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une perte puisse se produire lorsqu'une autre partie ne respecte pas les modalités du contrat. Les instruments financiers qui peuvent éventuellement exposer la Société à des concentrations de risque de crédit sont principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs et les autres montants à recevoir. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont déposées auprès d'une institution financière hautement solvable. En ce qui a trait aux débiteurs, la Société effectue des évaluations périodiques du crédit et n'exige normalement aucune garantie. Des provisions sont constituées pour les pertes sur créances éventuelles, en fonction du risque de crédit, des tendances historiques, de la conjoncture économique générale et d'autres renseignements.

B) RISQUE DE CHANGE

La Société est assujettie au risque de change puisqu'elle reçoit ses produits essentiellement en dollars US et en euros, alors qu'une tranche importante de ses charges est réglée en dollars canadiens. Sa rentabilité pourrait donc subir les contrecoups de l'évolution des taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et par rapport à l'euro, taux qui peuvent fluctuer au fil du temps et qui ne peuvent être prévus avec exactitude. À l'occasion, la Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son risque de change. Se référer à la note 15 b).

C) RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée aux risques de fluctuations des taux d'intérêt relativement aux emprunts bancaires et aux emprunts pour matériel, qui sont libellés en dollars canadiens, de même qu'aux emprunts bancaires et pour matériel libellés en euros et à certains emprunts bancaires libellés en couronnes danoises, lesquels portent intérêt à des taux variables.

D) PRÉSENTATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est estimée à certains moments précis à l'aide des renseignements disponibles sur l'instrument financier en question. Ces estimations sont subjectives par nature et ne peuvent souvent pas être établies avec précision.

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme représentait une estimation raisonnable de leur juste valeur étant donné la brièveté de la période à courir jusqu'à l'échéance de ces instruments.

Les justes valeurs des emprunts bancaires et pour matériel libellés en dollars canadiens, ainsi que des emprunts bancaires et des emprunts renouvelables libellés en euros et des emprunts à taux variables libellés en couronnes danoises, se rapprochent de leurs valeurs comptables en raison du fait que l'intérêt est calculé à des taux variables liés au marché. La juste valeur des autres instruments financiers se présente comme suit :

| | 2007 | |
|--|------------------|--------------|
| | Valeur comptable | Juste valeur |
| | \$ | \$ |
| Investissements à long terme | 98 | 98 |
| Somme à recevoir à long terme d'un haut dirigeant | 300 | 300 |
| Emprunts à terme en francs suisses (13 CHF) | 11 | 11 |
| Emprunts bancaires en forints hongrois (10 216 HUF) | 58 | 58 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (708 \$ CDN) | 708 | 708 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (205 €) | 305 | 305 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (579 DKK) | 112 | 112 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

20. Instruments financiers (suite)

| | Valeur comptable | 2006 Juste valeur |
|--|------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Investissements à long terme | 126 | 126 |
| Emprunt à terme en dollars canadiens (5 \$ CDN) | 5 | 5 |
| Emprunts à terme en francs suisses (18 CHF) | 17 | 17 |
| Emprunts bancaires en forints hongrois (12 042 HUF) | 74 | 74 |
| Emprunt bancaire en couronnes danoises (3 853 DKK) | 574 | 574 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (1 085 \$ CDN) | 1 085 | 1 085 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (278 €) | 427 | 427 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (445 DKK) | 92 | 92 |
| Billet à long terme à recevoir du bailleur | 1 920 | 898 |

Le billet à long terme à recevoir du propriétaire est inscrit à un montant qui excède sa juste valeur au 31 décembre 2006, puisque la Société avait l'intention de détenir ce billet jusqu'à l'échéance et d'en recouvrer entièrement la valeur comptable. Se référer à la note 4.

21. Information sectorielle

LAB Recherche a trois secteurs d'exploitation isolables : LAB Canada, LAB Danemark et LAB Hongrie. Les activités de ces secteurs sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés et détachés combinés. LAB É.-U. faisait antérieurement partie de LAB Amérique du Nord. Par suite de la cessation des activités de LAB É.-U., la divulgation pour les périodes courantes et antérieures a été établie en excluant les opérations de celle-ci. Le secteur LAB Siège social est responsable des activités financières et de l'administration générale de la Société; ce secteur comprend également les frais généraux qui ne peuvent pas être attribués directement à un secteur particulier. Les conventions comptables des secteurs sont analogues à celles qui sont décrites au sommaire des principales conventions comptables.

Ces segments sont les suivants :

| | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | LAB Siège social | 2007 Total |
|---|------------|--------------|-------------|------------------|---------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | | | | | |
| Tiers | 22 831 | 24 789 | 7 488 | — | 55 108 |
| Coûts directs | 13 763 | 16 270 | 5 342 | — | 35 375 |
| Frais de vente et frais généraux et administratif | 2 943 | 2 914 | 2 233 | 1 927 | 10 017 |
| Rémunération à base d'actions | 65 | 73 | 49 | 335 | 522 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 1 433 | 1 318 | 665 | 12 | 3 428 |
| Amortissement d'actifs incorporels | — | 517 | — | — | 517 |
| Intérêts, montant net | 937 | 372 | 110 | (217) | 1 202 |
| Change | (185) | 100 | 433 | — | 348 |
| Charge d'impôts (recouvrement) | 1 456 | 686 | (126) | (504) | 1 512 |
| Bénéfice net (perte) des activités poursuivies | 2 419 | 2 539 | (1 218) | (1 553) | 2 187 |

| | LAB Canada | LAB Danemark | LAB Hongrie | LAB Siège social | 2006 Total |
|--|------------|--------------|-------------|------------------|---------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | | | | | |
| Tiers | 14 805 | 23 120 | 7 083 | — | 45 008 |
| Apparentés | — | 39 | 2 659 | — | 2 698 |
| Coûts directs | 9 061 | 14 570 | 4 655 | — | 28 286 |
| Frais de vente et frais généraux et administratifs | 3 415 | 3 625 | 1 822 | 1 473 | 10 335 |
| Rémunération à base d'actions | 50 | 40 | 17 | 109 | 216 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 752 | 871 | 626 | — | 2 249 |
| Amortissement d'actifs incorporels | — | 501 | — | — | 501 |
| Intérêts, montant net | 196 | 243 | 123 | (140) | 422 |
| Change | (185) | 20 | (230) | — | (395) |
| Charge d'impôts (recouvrement) | 631 | 864 | 341 | (471) | 1 365 |
| Bénéfice net (perte) des activités poursuivies | 885 | 2 425 | 2 388 | (971) | 4 727 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

21. Information sectorielle (suite)

Les produits sont tirés de clients dont les bureaux sont situés dans les secteurs géographiques suivants :

| | 2007 | 2006 |
|-----------------|---------------|--------|
| | \$ | \$ |
| États-Unis | 16 534 | 11 585 |
| Danemark | 9 780 | 10 371 |
| Canada | 6 286 | 3 923 |
| Allemagne | 3 702 | 4 130 |
| Royaume-Uni | 3 684 | 1 433 |
| Suède | 2 729 | 2 382 |
| Corée | 2 691 | 323 |
| Suisse | 1 927 | 2 781 |
| Norvège | 1 637 | 2 102 |
| Autriche | 1 322 | 826 |
| Espagne | 888 | 1 000 |
| Finlande | 809 | 2 966 |
| Hongrie | 772 | 719 |
| Taiwan | 667 | 748 |
| Europe – autres | 652 | 945 |
| Belgique | 628 | 1 007 |
| Australie | 183 | 364 |
| France | 143 | 16 |
| Asie – autres | 46 | 85 |
| Afrique du Sud | 28 | - |
| | 55 108 | 47 706 |

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels, par secteur géographique, s'établissent comme suit :

| | 2007 | 2006 |
|------------|---------------|--------|
| | \$ | \$ |
| Canada | 29 548 | 5 956 |
| Danemark | 21 443 | 15 631 |
| Hongrie | 11 261 | 5 704 |
| États-Unis | — | 241 |
| | 62 252 | 27 532 |

| | 2007 | 2006 |
|-------------------|---------------|--------|
| | \$ | \$ |
| Actifs sectoriels | | |
| Canada | 50 545 | 31 191 |
| Danemark | 29 521 | 23 425 |
| Hongrie | 12 578 | 9 035 |
| États-Unis | — | (77) |
| | 92 644 | 63 574 |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DÉTACHÉS COMBINÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et données par action)

21. Information sectorielle (suite)

| | 2007 | 2006 |
|--|--------|-------|
| | \$ | \$ |
| Dépenses pour des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, par secteur | | |
| Canada | 17 130 | 1 778 |
| Danemark | 8 566 | 3 504 |
| Hongrie | 6 731 | 840 |
| | 32 427 | 6 122 |

22. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin d'en permettre le rapprochement avec ceux de la période à l'étude.

23. Événements postérieurs à la date du bilan

- Le 31 janvier 2008, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec une banque à charte canadienne en vue d'obtenir un prêt de 21 120 \$ pour l'agrandissement au Canada. L'emprunt consiste en une hypothèque de 13 700 \$ d'une durée de 16 ans et d'un emprunt pour équipement d'une valeur de 7 420 \$ remboursable sur 11 ans. En vertu de cette entente, aucun remboursement de capital n'est exigible avant mars 2009. La clôture de cette entente est sujette à des conditions usuelles.
- En date du 25 février 2008, LAB Hongrie a procédé au renouvellement de sa marge de crédit d'exploitation au montant de 578 \$ (400 €). La facilité portera intérêt au taux EONIA majoré de 2 %, est remboursable à vue et expirera en février 2009.
- Un régime d'achat d'actions (« RAA ») à l'intention des salariés a été mis en place en février 2008. Aux termes de ce régime, la Société contribuera un montant équivalent au prix d'une action ordinaire pour chaque tranche de 10 actions achetée par le salarié et ce jusqu'à un maximum de 3 % du salaire du salarié. Les actions ordinaires seront achetées sur le marché de la bourse pour et au nom de chaque salarié. La Société assumera les frais généraux d'administration du RAA et les frais relatifs à l'achat des actions ordinaires. Aucune action ne sera émise du trésor dans le cadre du RAA.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Conseil d'administration

Karsten Skydsgaard ^{2,3}
Président du conseil d'administration
Vice-président, développement de projets
Novo Nordisk A/S

Luc Mainville, MBA ³
Président et chef de la direction
LAB Recherche inc.

Richard Lacombe ^{1,2}
Vice-président, affaires réglementaires
BioSyntech inc.

Garth Likes ^{1,3}
Chef de la direction
Cyplasin Biomedical Ltd.

Stephen Farrell ¹
Consultant

¹ Membre du comité de vérification

² Membre du comité de gouvernance d'entreprise et des ressources humaines

³ Membre du comité de fusions et acquisitions

Dirigeants

Luc Mainville MBA
Président et chef de la direction

Louise Bussières B.A.A., C.A.
Vice-présidente, finances et secrétaire

Christopher Martin Banks B.Sc., DABT
Directeur général,
LAB Recherche Hongrie

Andrew Makin B.A., M.Sc.
Directeur général,
LAB Recherche Danemark

Denis Pilon Ph.D., MBA
Chef de l'exploitation,
LAB Recherche Canada

Installations

LAB Recherche Canada
LAB Recherche inc. – siège social
445, boulevard Armand-Frappier
Laval (Québec) H7V 4B3 Canada
Téléphone : 450 973-2240
Télécopieur : 450 973-2259

LAB Recherche Danemark
LAB Research A/S
36A Hestehavevej
Ejby, DK-4623 Lille Skensved, Danemark
Téléphone : +45 56 86 15 00
Télécopieur : +45 56 82 12 02

LAB Recherche Hongrie
LAB Research Ltd
Szabads agpuszta, PO Box 348
Veszprém, H-8201, Hongrie
Téléphone : +36 88 545 333
Télécopieur : +36 88 545 301

Autres

Vérificateurs
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Conseillers juridiques
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L.

Agent de transfert et agent pour la tenue des registres
Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs
Echoes Financial Network inc.

Assemblée générale annuelle des actionnaires
Lundi, le 12 mai 2008, à 10 h au
Salon Hochelaga 3 de l'Hôtel Fairmont
Reine Élizabeth situé au 900 boul. René
Lévesque ouest, Montréal (Québec).

Informations boursières
Les actions de LAB Recherche inc.
sont inscrites à la cote de la Bourse de
Toronto sous le symbole LRI. En date du
31 décembre 2007, la Soci ete comptait
18 050 714 actions émises et en circulation.

Les personnes qui désirent obtenir la notice
annuelle ou toute autre documentation
sur LAB Recherche inc. sont priées de
transmettre leur demande par écrit, par
télécopieur (450-973-2259) ou par courriel
(ir@labrecherche.com) au siège social
de la Soci ete.

www.labrecherche.com



